



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 24 MARS 1917.

QUEBEC, SATURDAY, 24TH MARCH, 1917.

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de faire les nominations suivantes:

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz:

Québec, 8 mars 1917.

Quebec, 8th March, 1917.

MM. Arthur Nadeau, marchand, et Marvin Smith, propriétaire de moulin, tous deux de Bedford, comté de Missisquoi, juges de paix pour le district de Bedford.

Arthur Nadeau, merchant, and Marvin Smith, mill-owner, both of Bedford, county of Missisquoi, to be justices of the peace for the district of Bedford.

Abraham-L. Gittleson, marchand, et Alfred Bieber, marchand, Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

Abraham L. Gittleson, merchant and Alfred Bieber, merchant, of Montreal to be justices of the peace for the district of Montreal.

Armand Cartier, bourgeois, Joseph Gaudette, cultivateur, Antoine Girard, cultivateur, tous trois de Saint-Antoine-sur-Richelieu, et Adhémar Larose, marchand, de Sainte-Julie, comté de Verchères, juges de paix pour le district de Richelieu. 1445

Armand Vartier, gentleman, Joseph Gaudette, farmer, Antoine Girard, farmer, all three of Saint Antoine sur Richelieu, and Adhemar Larose merchant, of Sainte-Julie, county of Verchères, to be justices of the peace for the district of Richelieu. 1446

Gustave Garant, cultivateur, de Sainte-Marie-de-Beauce, shérif du district de Beauce. 1447

Gustave Garant, farmer, of Sainte Marie de Beauce, to be sheriff for the district of Beauce. 1448

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur par arrêté ministériel, en date du septième jour de mars 1917, de nommer le major Ernest Légaré, directeur du recrutement dans le district militaire No 5, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 3361, S.R.Q., 1909, pour l'espace de six mois, avec juridiction sur toute la province, aux fins d'assermenter les recrues. 1495

His Honour the Lieutenant-Governor, has been pleased by Order in Council, dated the 7th March, 1917, to appoint major Ernest Légaré, recruiting director for the 5th Military district, a justice of the peace, under the provisions of article 3361, Q.R.S., 1909, for a period of six months, with jurisdiction over the whole Province, to administer the oath to recruits. 1496

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **A**TTENDU que sur
Asst.-Proc.-Général. } présentation au
conseil municipal du comté d'Ottawa d'une
requête des deux tiers des électeurs municipaux
qui sont en même temps propriétaires, habitant
un certain territoire y mentionné, situé dans la
municipalité de Wakefield, dans ledit comté, dans
Notre province de Québec, demandant l'érection
de ce territoire en municipalité de village, ledit
conseil dudit comté d'Ottawa a nommé M. F.-A.
Labelle, surintendant spécial, et l'a chargé de
visiter ledit territoire, de constater le nombre de
maisons y bâties et habitées, et de faire rapport
sur ladite requête;

ET ATTENDU que ledit surintendant spécial a
fait audit conseil un rapport mentionnant le nom-
bre de maisons bâties et habitées sur ledit terri-
toire, et la désignation des limites qui, dans son
opinion, doivent être données au territoire
ci-après plus particulièrement décrit, contenant
au moins quarante maisons habitées dans une
étendue n'excédant pas soixante arpents en
superficie;

ET ATTENDU que ledit rapport dudit surinten-
dant spécial a été homologué avec un amende-
ment par ledit conseil du susdit comté;

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur
de Notre province de Québec, a, par et avec
l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite province,
approuvé ledit rapport;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du
Code municipal de Notre dite province, Nous
déclarons que ledit territoire, savoir:

Tout le territoire borné comme suit, savoir:

La municipalité du village de Wakefield, est
détachée des municipalités de Wakefield et de
Masham-Sud, et ses limites sont décrites comme
suit, savoir:

Partant d'un point situé à deux cent huit pds.
(208') à l'ouest de la ligne limitative des cantons
Masham et Wakefield, sur la ligne séparative
des rangs II et III dudit canton Masham, une
ligne droite vers le sud, parallèle à ladite ligne
limitative desdits cantons et longue de dix-huit
cent dix pds., plus ou moins (1810'), jusqu'à la
rive gauche de la rivière La Pêche, de là, vers l'est,
suivant ladite rive jusqu'à ladite ligne limitative

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United
Kingdom of Great Britain and Ireland,
and of the British Dominions beyond the
Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of
India.

To all to whom these presents shall come or
whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **W**HEREAS, on
Asst.-Attorney-General. } presentation to
the county council of Ottawa, of a petition from
two thirds of the municipal electors who are at the
same time property owners, dwelling in a certain
territory therein mentioned, situate in the munici-
pality of Wakefield, in the said county, in Our
Province of Quebec, praying for the erection of the
said territory into a village municipality, the said
county council of the said county of Ottawa, has
named Mr. F.-A. Labelle, special superintendent,
charged to visit the aforesaid territory, to estab-
lish the number of houses thereon erected and
inhabited, and to report on the said petition;

AND WHEREAS the said special superintendent
has transmitted to the said council a report,
mentioning the number of houses erected and
inhabited on the said territory, and the designa-
tion of the limits which in his opinion should be
assigned to the said tract of land hereinafter more
particularly described, containing at least forty
inhabited houses in a space not exceeding sixty
arpents in extent;

AND WHEREAS the said report of the said special
superintendent has been duly homologated with
one amendment by the council of the county
aforesaid;

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our
Province of Quebec, has by and with the advice
of the Executive Council of Our said Province,
approved this report;

NOW KNOW YE, that under the authority of
the Municipal Code of the province of Quebec, we
do hereby declare that the tract of land herein-
above described, to wit:

The territory bounded and described as follows,
to wit:

The municipality of the village of Wakefield is
detached from the municipalities of Wakefield
and South-Masham, and its boundaries are
described as follows, to wit:

Starting from a point situated two hundred
and eight (208) feet distant west of the boundary
line of the townships of Masham and Wakefield,
in the division line of ranges II and III of said
township of Masham, a straight line running
south, parallel to the said boundary line of said
townships and one thousand eight hundred and
ten (1810) feet long, more or less, to the left bank
of La Pêche river, thence, easterly, following the

des cantons susdits; de là, vers le sud, cette dernière ligne jusqu'à la ligne séparative des rangs I et II du canton Wakefield, sur une longueur de trois mille six cent douze pds. (3612'), plus ou moins; de là, vers l'est, cette ligne séparative des rangs I et II de Wakefield sur une longueur de douze cents pds. (1200'), plus ou moins, jusqu'à la ligne entre les lots 1a- et 1c- du rang I du cadastre officiel du canton Wakefield; de là, vers le sud, cette dernière ligne, sur une longueur de cinq cents pds. (500'); de là, vers l'est, une ligne parallèle à la ligne séparative des rangs I et II, sur une longueur de neuf cents pds. (900'), plus ou moins, jusqu'à la ligne séparative des lots 1c- et 2a- du rang I; de là, vers le nord, cette dernière ligne, sur une longueur de cinq cents pds. (500'), plus ou moins, jusqu'à ladite ligne séparative des rangs I et II de Wakefield; de là, vers l'est, cette dernière ligne, sur une longueur de trente pds. (30'), plus ou moins, jusqu'à l'axe d'un ruisseau coulant vers le nord; de là, dans une direction générale nord, l'axe dudit ruisseau coulant à travers le lot 2b- du rang II, jusqu'à la rivière Gatineau; de là, la rive droite de la Gatineau, en remontant cette rivière, jusqu'à un point situé dans le prolongement de la ligne séparative des rangs II et III de Masham; de là enfin, vers l'ouest, cette dernière ligne sur une longueur de deux mille six cent quatre-vingt-dix pds. (2690'), plus ou moins, jusqu'au point de départ, sera détaché de la municipalité de "Wakefield", et formera une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de "Wakefield", à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons ledit village de "Wakefield", une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUEBEC, ce QUINZIEME jour du mois de MARS, l'an de grâce mil neuf cent dix-sept et de Notre règne le septième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1429

said bank to the boundary line of the aforesaid townships, thence, southerly, this last mentioned line to the division line of ranges I and II of the township of Wakefield, a distance of three thousand six hundred and twelve (3612) feet, more or less; thence, easterly, this division line of ranges I and II of Wakefield, a distance of one thousand two hundred (1200) feet, more or less, to the line between lots 1a- and 1c- of range I of the official cadastre of the township of Wakefield; thence, southerly, this last mentioned line, a distance of five hundred (500) feet; thence, easterly, a line parallel to the division line of ranges I and II, a distance of nine hundred (900) feet, more or less, to the division line of lots 1c- and 2a- of range I; thence, northerly, this last line, a distance of five hundred (500) feet, more or less, to the said division line of ranges I and II of Wakefield; thence, easterly, this last line, a distance of thirty (30) feet, more or less, to the axis of a brook flowing in a northerly direction; thence in a general northerly direction, the axis of said brook running across lot 2b- of range II, to the Gatineau river; thence, the right bank of the Gatineau, up-stream, to a point situated in the prolongation of the division line of ranges II and III of Masham; thence finally, westerly, this last line a distance of two thousand six hundred and ninety (2690) feet, more or less, to the starting point, shall be detached from the municipality of Wakefield, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of Wakefield".

And we do hereby make, constitute, erect and declare, the said village of Wakefield, a village municipality, pursuant to the provisions of the said Municipal Code of the Province of Quebec.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this FIFTEENTH day of the month of MARCH, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and seventeen, and in the seventh year of Our reign.

By command,

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1430

Lettres patentes

"Wholesale Butchers, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1917 constituant en corporation M.M. Lazarus Nullman, avocat, Aaron Millman, agent d'immeubles, Max Getz, pharmacien, Isidore

Letters patent

"Wholesale Butchers, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March 1917, incorporating M.M. Lazarus Millman, advocate, Aaron Millman, real estate agent, Max Getz, druggist, Isidore Getz, pharmacist,

Getz, pharmacien, et Jack Kibrick, étudiant, de Montréal, pour les fins suivantes.

Exercer le commerce et l'industrie de négociants en gros et en détail comme trafiquants et commerçants de bestiaux et de tous les autres animaux; importer, exporter, acheter, vendre toutes espèces d'animaux, de peaux, cuirs, viandes; construire des abattoirs; tanneries, et fabriquer toutes sortes de matières grasses, du suif;

Exercer aucune autre industrie similaire, de fabrication ou autre, se rattachant aux pouvoirs ci-haut et que la compagnie croira propre à être avantageusement exercé conjointement avec aucune des industries précitées;

Acquérir ou prendre charge de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et du passif d'aucunes personnes ou corporations se livrant à aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant au bénéfice de la présente corporation;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou foncière ainsi que tous droits et privilèges que la compagnie croira indispensables à son industrie, et particulièrement tous terrains bâtiments, obligations, machines, outils et fonds de commerce;

Acquérir et détenir des actions dans aucune autre corporation dont les objets sont identiques à ceux de la présente compagnie;

Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer aucune personne ou corporation pour services rendus ou futurs en faisant souscrire, aidant à faire souscrire, ou garantissant la souscription d'aucun nombre de parts du capital de la compagnie ou les obligations ou autres valeurs de la corporation, ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, des lettres-de-change, des connaissements, traites, débentures et d'autres instruments négociables et transférables;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et aucune industrie tendant à la réalisation des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Wholesale Butchers, limited," avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

1417-12-2

C. J. SIMARD.

"The London Raincoat & Cloak Manufacturing Company, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1917, constituant en corporation M.M. Lyon William Jacob, avocat; Joseph Miller, agent; Benjamin Florin, teneur-de-livres; Joseph E. Morency, comptable, Annie Rubin, sténographe, de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer tous et aucun des commerces de manufacturiers, importateurs, marchands en gros et en détail de caoutchouc, gutta-percha, cellulose, drap celluloïde imperméable ou d'aucune autre substance semblable ainsi que de toutes sortes de marchandises, articles et effets, déjà mentionnés ou non et confectionnés avec le caoutchouc, la gutta-percha, le drap en cellulose imperméable ou avec aucun composé d'iceux, ou partiellement avec aucune de ces substances ou substances

and Jack Kibrick, student, of Montreal, for the following purposes.

To exercise the business and industry of wholesale and retail dealers as butchers and merchants in cattle and all other animals; to import, export, to buy and sell all kinds of animals, hides, skins, meats; to erect abattoirs, tanneries, and to manufacture all kinds of fat, tallow;

To exercise any other similar industry, manufacturing or otherwise, relating to the above powers which the company may judge capable of being advantageously exercised in connection with any of the above industries;

To acquire or undertake in whole or in part property and obligations of any persons or companies engaged in any industry which the present company is authorized to undertake or in possession of suitable property for the benefit of the present company;

To buy in general, take on lease or in exchange, rent or otherwise acquire any moveable or immovable property and all rights and privileges which the company may deem necessary for its industry; and particularly all lands, buildings, obligations, machinery, tools and stocks in trade;

To acquire and hold shares in any other company the objects of which are similar to those of the present company;

To remunerate with the sanction of the shareholders any person or company for services rendered, or to be rendered, in disposing, of, or helping to dispose, or guaranteeing the disposal of any number of shares of the capital of the company or the obligations or other values of the company or in regard to the formation or promotion of the company or the conduct of its affairs;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, letters of credit, bills of lading, drafts, debentures and other negotiable and transferable instruments;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying on of the objects whereof the company is incorporated, under the name of "Wholesale Butchers, limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March 1917.

C. J. SIMARD.

1418-12-2

Assistant Provincial Secretary.

"The London Raincoat & Cloak Manufacturing Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1917, incorporating M.M. Lyon William Jacob, advocate; Joseph Miller, agent; Benjamin Florin, book-keeper; Joseph E. Morency, accountant; Annie Rubin, stenographer, of Montreal, for the following purposes;

To carry on all or any of the businesses of manufacturers, importers, wholesale or retail dealers of and in rubber, gutta percha, cellulose, celluloïd waterproof cloth or any other similar material and all sorts of goods chattels and effects, whether enumerated or not and whether made from rubber, gutta percha, water proof cloth cellulose, celluloïd or any compound thereof or partly of any of these substances or similar substances and to carry on all and any of the

analogues, et exercer tous et aucun des commerces de manufacturiers, importateurs, écupeurs, marchands en gros et détailliers de toutes les catégories de vêtements pour dames, manteaux et autres accoutrements semblables;

Traiter, raffiner ou autrement disposer du caoutchouc, de la gutta-percha, de la cellulose, du celluloïde, ou d'aucune autre substance analogue, ou d'aucun autre de leurs sous-produits employés dans la fabrication et le traitement d'iceux;

Acheter ou autrement acquérir et assumer la totalité ou aucune partie de l'actif, des affaires, biens, privilèges, droits, obligations et dettes d'aucune personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la présente corporation est autorisée à exercer, ou aucune industrie semblable à cette dernière, ou en possession de biens convenant à ses fins, ou que la compagnie est par les présentes autorisée à acheter, louer, ou autrement acquérir, et payer ces acquisitions en actions, en obligations, en débentures ou en valeurs de la corporation;

Accepter en garantie d'aucune dette due à la compagnie, ou en paiement total ou partiel de cette obligation, aucun droit, titre, intérêt et réclamation d'aucune nature quelconque dans ou sur aucune propriété immobilière ou foncière, sur mortgages, hypothèques, servitudes et charges semblables, des mortgages, servitudes et autres liens de même nature, et généralement les faire valoir;

Se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente corporation;

Prélever des deniers et aider à prélever des deniers, pour aider au moyen de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune corporation dans le fonds social de laquelle la présente compagnie détient des parts, ou avec laquelle elle aura des relations d'affaires; agir comme employé, agent ou gérant d'aucune telle corporation ou d'aucune personne ou personnes avec lesquelles la compagnie sera en relations d'affaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres-de-change, connaissements, mandats et autres instruments négociables;

Louer, améliorer, administrer, développer, échanger, faire valoir ou autrement disposer et négocier la totalité ou aucune partie de la propriété et de l'actif de la corporation en compensation de ce que la compagnie croira avantageuse, y compris les parts, débentures ou valeurs d'aucune corporation;

Faire société ou conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices ou l'union d'intérêts avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucune industrie ou affaire que la présente corporation est autorisée à exercer ou auxquelles elle peut se livrer, faire des avances pour garantir l'exécution de leurs entreprises, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie;

Distribuer, en espèces, aux contributeurs, la totalité ou aucune partie de la propriété corporative;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente corporation ou qui exerce aucune industrie susceptible d'être exercée de profiter, directement ou indirectement à la compagnie, et répartir ces parts entre les actionnaires de la corporation;

Émettre des actions du capital de la compagnie en paiement total ou partiel des services, rendus ou qui seront rendus à la corporation;

Remplir et exécuter toutes conventions, tous

businesses of manufacturers, importers, outfitters wholesale and retail dealers of and in all kinds of ladies garments, cloaks and other similar clothing;

To treat, refine or otherwise deal with rubber, gutta percha, cellulose, celluloïd or any similar materials or any other of the by-products used in manufacturing and treating thereof;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the assets, business property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or any business similar thereto or possessed of property suitable for the purposes thereof, of which the company is hereby empowered to purchase, lease or otherwise acquire and to pay for the same in stock, bonds, debentures, or securities of the company;

To accept as security for any debt due to the company or in whole or in part payment for any such debt, any right, title interest or claim of whatsoever nature in, to or against immovable property or real estate, mortgages, hypothecs, servitudes and such like estate, mortgages, hypothecs, servitudes and such like, and generally to turn the same to account;

To amalgamate with any company having objects similar to those of this company;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any corporation in the capital stock of which the company holds shares of which it may have business relations, to act as employee, agent or manager of any such corporation or of any person or persons with whom the company may have business relations;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable instruments;

To lease, improve, manage, develop, exchange, turn to account or otherwise dispose of deal with the property and assets of the company or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit, including shares, debentures or securities of any company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or union of interest with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, and to make advances to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such persons or Company;

To distribute any of the property of the company among the members in specie;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects similar to those of the company or carrying on any business capable of being carried on directly or indirectly to benefit the company and to distribute such shares among the shareholders of the company;

To issue shares of the capital stock of the company in whole or in part payment of services rendered or to be rendered to the company; to give effects to, and to adopt all contracts arran-

contrats ou actes de fidéicommiss intervenus ou passés à l'effet de constituer la compagnie en corporation;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelle, en compensation de ce que la corporation jugera convenable, et spécialement pour des parts ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation;

Faire toutes et aucune des choses nécessaires bonnes, convenables et propres à l'accomplissement d'aucun des objets ou à la réalisation d'aucune ou plusieurs des fins distinctes mentionnées aux présentes, ou qui en aucun temps sembleront indispensables pour protéger la compagnie, soit comme détentrice, soit comme baille-resse, concessionnaire de, ou intéressée dans aucune propriété ou aucun droits, ou en une autre qualité;

Aucun des paragraphes précédents ne doit être interprété comme limité ou restreint par déduction ou comparaison avec aucune autre paragraphe des présentes, sous le nom de "The London Raincoat & Cloak Manufacturing Company, limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mars 1915.

Le sous-secrétaire de la province,

1427—12-2

C.-J. SIMARD.

"A. Charlebois, Racine & Compagnie, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinzième jour du mois de mars 1917, constituant en corporation M.M. Alyre Charlebois, commerçant; Achille Racine, bourgeois, Adéard Gravel, courtier; Jean Charles Delâge, commerçant; et Paul Olivier Coulombe, courtier, de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail, de bois, charbon, foin, grain, fruits, légumes, huiles, gazolines, glace, et de tous produits agricoles, marchandises, comestibles et combustibles de quelque nature que ce soit, et d'en faire l'importation et l'exportation;

Acquérir sous aucun titre, louer ou autrement affermer des terrains miniers ou autres, coupe de bois, édifices, entrepôts, biens-fonds en général, des moulins, pouvoirs hydrauliques ou autres, machines, outils, patentes, brevets d'inventions et toute autre chose mobilière pouvant être nécessaire ou utile pour les fins de la compagnie. les payer en tout ou en partie en argent, actions de cette compagnie acquittées en tout ou en partie, débentures ou autres considérations et en disposer par aucun titre pour toute valeur jugée convenable, les hypothéquer, louer ou autrement affecter pour toute considération que ce soit;

Construire, entretenir, améliorer ou reconstruire des bâtisses, entrepôts, machines et autres choses nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie;

Acquérir sous aucun titre la clientèle et l'actif, assumer le passif et continuer les affaires de toute personne, société ou compagnie faisant un commerce semblable à celui de cette compagnie, les payer en tout ou en partie en argent, actions de cette compagnie acquittées en tout ou en partie, débentures ou autres valeurs et en disposer par aucun titre pour quelque valeur que ce soit;

gements or trusts entered into or made with a view to the incorporation of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular, for shares or securities of any other company having purposes altogether or in part similar to those of this company;

To do all and everything necessary, suitable, convenient and proper for the accomplishment of any of the purposes or the attainment of any one or more of the separate objects herein enumerated or which may at any time appear to be necessary for the protection of the company either as holders of, or lessees or licenses of, or interested in any property or rights of otherwise,

None of the foregoing paragraphs is to be construed as being limited or restricted by inference from or comparison with any other paragraph hereof, under the name of The London Raincoat & Cloak Manufacturing Company, limited, with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March 1917.

1428—12-2

C.-J. SIMSRD,
Assistant Prov. Sec.

"A. Charlebois, Racine & Compagnie, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1917, incorporating Alyre Charlebois, trader, Achille Racine, gentleman, Adéard Gravel, broker, Jean Charles Delâge, trader, and Paul Olivier Coulombe, broker, of Montreal, for the following purposes:

To wholesale and retail wood, coal, hay, grain, fruit, vegetables, oil, gasoline, ice and all farm produce, merchandise, eatables and fuel of any nature whatever, and to import and export same;

To acquire under any title, rent or otherwise lease mining or other lands, timber births, buildings, warehouses real estate generally, mills, water or other powers, machines, tools, patents, brevets d'invention, and any other moveable property which may be necessary or suitable for the purposes of the company, to pay for same, in whole or in part, in cash, fully or partly paid up shares of the company, debentures or other considerations and to dispose thereof under any title for any amount deemed proper hypothecate, lease or otherwise pledge same for any consideration whatever.

To construct, maintain, improve or re-construct buildings warehouses, machinery and other things necessary or suitable for the purposes of the company.

To acquire under any title the goodwill and assets and to take over the liabilities and continue the business of any person, firm or company carrying on a business similar to that of this company, and to pay for same, in whole or in part in cash, fully or partly paid up shares of this company, debentures or other securities and to dispose of same under any title for any amount whatever;

Exercer le commerce de charretier et toutes opérations de déménagement et de transport;

Agir comme marchands à commission, courtiers ou représentants de toute personne, société ou compagnie exerçant une entreprise commerciale ou industrielle ayant rapport avec l'objet de cette compagnie;

Se fusionner avec aucune autre compagnie ayant le même objet, acquérir, et détenir et vendre des actions de toute compagnie ou généralement en disposer;

Acquérir le commerce actuellement en opération (as a going concern) de A. Charlebois & Cie, en la cité de Montréal, dont l'actif net en prenant en considération la clientèle et l'achalandage, est de \$3203.54 et payer ledit commerce en parts acquittées de cette compagnie;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou utiles à l'accomplissement des objets ci-dessus énumérés ou qui pourraient paraître profitables à la compagnie de quelque manière et à quelque époque que ce soit, sous le nom de "A. Charlebois, Racine & Compagnie, limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

1437—12-2

C.-J. SIMARD.

"La Compagnie Commerciale de Rivière-du-Loup".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seize mars 1917, constituant en corporation M.M. Louis Philippe Proulx, marchand; Iréné Gendron, commerçant; Trefflé Bérubé, contrôleur de trains; Joseph Emond, agent; Octave Ouellet, commerçant; Léon Paradis, avocat, tous de Fraserville, dans les buts suivants:

Manufacturer toutes sortes d'objets ou articles quelconques et toutes sortes d'automobiles, de bicyclettes, de camions, de voitures, d'instruments aratoires, de moulins, de machineries; d'armes et de munitions, et leurs accessoires, et tout ce qui peut se rapporter directement ou indirectement à ces différents articles;

Faire le commerce général et de tout ce que ci-dessus indiqué;

Faire le commerce d'immeubles et de tout ce qui peut s'y rapporter;

Acquérir et posséder des biens, propriétés, privilèges, franchises, contrats, baux, biens fonciers et autres droits de toute personne, maison ou compagnie exerçant une industrie ou un commerce analogue;

Agir comme agent pour les fins ci-dessus indiquées;

Acheter des actions dans une autre compagnie autorisée à en vendre, ou à s'amalgamer avec une compagnie quelconque ayant des objets similaires, sous le nom de "La Compagnie Commerciale de Rivière-du-Loup", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Fraserville, district de Kamouraska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

1449—12-2

C.-J. SIMARD.

To carry on a cartage business and all moving and transportation operations;

To act as commission merchants, brokers or representatives of any person, firm or company carrying on a commercial or industrial undertaking incidental to the purposes of this company;

To amalgamate with any other company having similar purposes, to acquire, hold and sell shares of any company or generally to dispose of same;

To acquire the business of A. Charlebois & Cie, now being carried on as a going concern in the city of Montreal, the net assets of which including the custom and goodwill, is of \$3203.54 and to pay for said business in paid up shares of this company;

To do all such things as may be deemed necessary, proper or suitable for the attainment of the above mentioned objects or which may be calculated to benefit the company in any manner and at any time whatever under the name of "A. Charlebois, Racine & Compagnie, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1917.

C. J. SIMARD,

1438—12-2

Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Commerciale de Rivière-du-Loup".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth March, 1917, incorporating Louis Philippe Proulx, merchant; Irene Gendron, trader; Trefflé Bérubé, train dispatcher; Joseph Emond, agent; Octave Ouellet, trader; Léon Paradis, advocate, all of Fraserville, for the following purposes:

To manufacture all kinds of wares and goods and all sorts of automobiles, bicycles, trucks, vehicles, farm implements, mills and machinery, arms, munitions and accessories thereof, and all things directly or indirectly incidental to the above;

To generally deal in all things above mentioned;

To deal in real estate and all things incidental thereto;

To acquire and own chattels, property, privileges, franchises, contracts, leases, real estate and other rights from any person, firm or company carrying on a similar business or industry;

To act as agent for the above mentioned purposes;

To purchase share in any other company authorized to sell same, or to amalgamate with any company whatever having similar objects, under the name of "La Compagnie Commerciale de Rivière-du-Loup", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Fraserville, district of Kamouraska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,

1450

Asst. Prov. Secretary.

"La Compagnie des Véhicules moteurs de Montréal, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinze mars 1917, constituant en corporation M.M. Omer Legrand, avocat, Gilbert Demers, entrepreneur, Joseph-Hector Beauregard, Louis Elzéar Beauregard, et Louis Joseph Gauthier, avocats, de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer et vendre des automobiles, cycles-moteurs, bateaux-moteurs, hydroplanes, aéroplanes, autobus, chars et autres véhicules moteurs de tous genres, nature et description et leurs accessoires;

Exercer l'industrie ou le commerce de manufacturiers et commerçants d'effets en caoutchouc, bandages de roues, matériaux pour bandages de roues pour automobiles, bicyclettes et de tous effets, articles ou marchandises dans la fabrication desquels le caoutchouc peut être employé;

Acquérir, bâtir, entretenir, les bâtiments, magasins, garages pour l'emmagasinage, le soin et la garde à loyer ou autrement d'automobiles, cycles, moteurs, bateaux-moteurs, hydroplanes, aéroplanes, autobus et tous autres véhicules moteurs de nature quelconque;

Fabriquer, acheter, vendre et louer ou autrement disposer de tous articles effets ou marchandises nécessaires à l'opération, réparation ou équipement d'automobiles, cycles-moteurs, bateaux-moteurs, hydroplanes, aéroplanes, autobus et tous autres véhicules moteurs;

Exercer l'industrie de commerçants, manufacturiers, fabricants et transmetteurs de force motrice et de toute autre industrie dans laquelle l'air comprimé, l'électricité ou autre moyens de locomotion peuvent être employés;

Exercer l'industrie ou le commerce de camionneurs, ingénieurs-mécaniciens, voituriers pour messageries, fret, personnes;

Exercer l'industrie de fondeur et constructeur, et agir en qualité d'agents, facteurs et courtiers pour toutes les fins ci-dessus mentionnées;

Obtenir, acheter, louer ou autrement acquérir tous brevets d'invention, patentes, caveat, commission conférant un droit exclusif ou limité, d'utiliser toute invention qui pourrait être employé par la compagnie dans l'exercice de ses fins;

Acheter, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière nécessaire à la compagnie pour l'exercice de ses fins;

Acheter, louer ou autrement acquérir la propriété mobilière ou immobilière, la clientèle, la franchise, droits, privilèges, contrats, actifs et passif de toutes personnes ou compagnie exerçant une industrie ou commerce semblables ou de même nature à l'industrie ou le commerce que la présente compagnie est autorisée de faire ou exercer et payer pour ses diverses acquisitions en totalité ou en partie en actions acquittées, obligations ou autres valeurs de la présente compagnie, et les vendre, louer ou autrement en disposer dans le cours ordinaires des affaires;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, de la fusion des intérêts, de la co-opération, des risques à encourir, des concessions réciproques et de tous autres arrangements pouvant intervenir entre la compagnie et toute autre personne ou compagnie exerçant une industrie, ou engagée dans les affaires de même nature que les affaires que la présente compagnie est autorisée à faire;

Accepter en garantie ou en paiement de créances contractées ou à être contractées envers la présente compagnie, tous biens meubles ou im-

"La Compagnie des Véhicules moteurs de Montréal, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth March, 1917, incorporating Omer Legrand, advocate, Gilbert Demers, contractor, Joseph Hector Beauregard, Louis Elzéar Beauregard and Louis Joseph Gauthier, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and sell automobiles, motor-cycles, motor-boats, hydroplanes, aeroplanes, autobus, cars and other motor-vehicles of every kind, nature and description and all accessories thereof;

To carry on the trade and business of manufacturers of and dealers in rubber goods, tires, tire supplies for automobiles, bicycles and all other goods, wares or merchandise into the making of which rubber is or may be used;

To acquire, erect, maintain buildings, stores, garages for the storing, care and keeping on lease or otherwise, of automobiles, cycles, motors, motor-boats, hydroplanes, aeroplanes, autobus and all other motor-vehicles of any nature whatever;

To manufacture, buy, sell, lease or otherwise dispose of all goods, wares and merchandise necessary for the operation, repair, or equipment of automobiles, motor-cycles, motor-boats, hydroplanes, aeroplanes, autobus and all other motor-vehicles.

To carry on the trade and business of traders, manufacturers, makers and distributors of motive power and of any other business in which compressed air, electricity or any other means of locomotion may be used;

To carry on the trade and business of carters, mechanical engineers, carriers for express, freight and persons;

To carry on the business of foundry-men and builder and to act as agents, factors and brokers for all or any of the above mentioned purposes;

To obtain, buy, lease or otherwise acquire any brevets d'invention, patents, caveats, commission conferring an exclusive or limited right to use any invention capable of being utilized by the company in the carrying on of its purposes;

To buy, lease or otherwise acquire any moveable or immoveable property required by the company for the attainment of its purposes;

To buy, lease or otherwise acquire the immoveable or immoveable property, goodwill, franchise, rights, privileges, contracts, assets and liabilities of any persons or companies carrying on a similar trade or business or of a like nature to the trade or business which the present company is authorized to do or carry on and to pay for its various obligations in whole or in part in paid up shares, bonds or other securities of the present company and to sell, lease or otherwise dispose of same in the ordinary cause of business;

To enter into arrangements for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession and all other agreements which may be passed between this company and any other person or company carrying on an industry or engaged in any business of a like nature to the business which the present company is authorized to carry on;

To accept as the security or payment of claims contracted or to be contracted in favor of the present company all moveable or immoveable pro-

meubles, billets, bons, obligations, débetures ou autres valeurs et disposer des meubles et immeubles et autres valeurs ainsi acquis dans le cours ordinaire de ses affaires;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle ou pour toutes acquisitions de la compagnie en deniers comptants en tout ou en partie, en billets, actions libérées ou en obligations de la compagnie en tout ou en partie;

Faire le commerce d'immeubles en général et tout commerce s'y rattachant;

Tirer, faire, accepter, endosser, négocier, exécuter et émettre des billets promissaires, des lettres de change, des connaissements, des lettres de crédits et autres effets négociables;

D'émettre des parts acquittées, des bons, des débetures, ou autres sécurités, soit pour le paiement en tout ou en partie de toute propriété réelle ou personnelle, droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie pourra acquérir soit dans le but de se procurer des fonds pour l'exercice de son commerce;

Faire toutes les choses nécessaires ou pouvant en quelque façon aider à la compagnie à atteindre aucun des objets ci-dessus énumérés, sous le nom de "La Compagnie des Véhicules moteurs de Montréal, limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinziesme jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

1453—12-2

C.-J. SIMARD,

"La Compagnie J.-N. Beaudoin, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour de mars 1917, constituant en corporation M.M. J.-Narcisse Beaudoin, Théophile Désy, fils, et Henri Beaudoin, commerçants, de Trois-Rivières; Théophile Désy, père, maître-de-pension, de la paroisse de St-Séverin, et Irénée Rivard, commerçant de la paroisse de Champlain, dans les buts suivants:

De manufacturer et de faire le commerce d'exportation et d'importation, en gros ou en détail, de toutes sortes de voitures, d'automobiles, camions, cycles, bicycles et tricycles et de tous véhicules pour le transport par terre, par eau et par air de personnes ou de marchandises, ainsi que toutes sortes d'attelages;

De manufacturer et de faire le commerce d'importation ou d'exportation en gros ou en détail, de moteurs et d'engins de toutes sortes mûs par la gazoline, l'électricité ou autrement, de moulins à coudre, de poêles et de tous objets s'y rapportant;

De manufacturer et de faire le commerce d'importation ou d'exportation en gros ou en détail, de pianos ou autres instruments de musique, des meubles, tapis, prélatrs et de toutes sortes de fournitures pour maisons ou autres fins;

D'exercer le négoce comme importateur ou exportateur, en gros ou en détail, de toutes espèces de marchandises;

D'agir comme agent commissionnaire de manufacturiers ou de personnes faisant le commerce de machines ou d'instruments agricoles, de voitures de toutes sortes, de camions, cycles, bicycles, tricycles et de toutes sortes de véhicules, de pianos ou autres instruments de musique, de meubles, fournitures de meubles, poêles, moteurs à gazoline ou à l'électricité;

party, notes, bonds, obligations, debentures or other securities and to dispose of the moveable and immoveable property and other securities thus acquired in the ordinary course of business;

To pay for all services rendered to the company or required by it or for any acquisition of the company wholly or partly in cash or wholly or partly in notes, paid up shares or in bonds of the present company;

To generally deal in real estate and carry on any business incidental thereto;

To draw, make, accept, endorse, negotiate execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, letters of credit and other negotiable instruments;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities either in full or part payment of any real or personal property, rights claims, privileges, concessions or other advantages which the company may acquire or for the purposes of securing funds for the carrying on of its business;

To do all things which may appear in any way conducive to the attainment of any of the objects above mentioned, under the name of "La Compagnie des Véhicules moteurs de Montréal, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1917.

C. J. SIMARD,

1454—12-2

Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie J.-N. Beaudoin, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth March, 1917, incorporating J. Narcisse Beaudoin, Théophile Desy, junior, and Henri Beaudoin, merchants, of Three Rivers, Théophile Desy, senior, boarding-house keeper, of the parish of St-Severin, and Irénée Rivard, merchant, of the parish of Champlain, for the following purposes:

To manufacture and carry on the business of wholesale and retail importers and exporters of all kinds of carriages, automobiles, trucks, cycles, bicycles, tricycles, and all other vehicles for the transportation, by land, water and air, of persons or goods, and also all kinds of horse-drawn wagons;

To manufacture and carry on the business of wholesale and retail importers or exporters of motors and engines of every kind by gasoline, electricity or otherwise, sewing machines, stoves and all things incidental thereto;

To manufacture and carry on the business of wholesale and retail importers or exporters of pianos or other musical instruments, furniture, carpets, oil cloths, and all kind of supplies for houses or other purposes;

To carry on the business of wholesale and retail importers or exporters of all kinds of merchandise;

To act as commission agents for manufacture or persons dealing in farm machinery or implements, carriages of every kind, trucks, cycles, bicycles, tricycles and all kinds of vehicles, pianos or other musical instruments, furniture household supplies, stoves, gasoline or electric motors.

D'employer les fonds de la compagnie en tout ou en partie par l'achat des actions des autres compagnies ou pour faire l'acquisition de l'actif ou de l'achalandage de toutes personnes ou sociétés exerçant une industrie ou un commerce quelconque;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle ou pour acquisition de la compagnie en actions libérées ou en deniers comptant, et partie en deniers comptant, et partie en actions libérées avec la compagnie;

D'émettre des obligations, des bons ou autres valeurs de la compagnie et de les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugées convenables, pourvu que chaque tel, bon, obligation ou autres valeurs ne soient pas pour une somme moindre de \$100.00;

D'hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garantie, pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie;

De faire le commerce et l'exportation des immeubles en général;

De vendre des actions à d'autres compagnies et les racheter;

De vendre, aliéner totalité ou partie de ces propriétés;

De prêter et d'emprunter sur billets, hypothèques ou autrement, acheter, vendre des débiteures, actions ou autres créances, sous le nom de "La Compagnie J.-N. Beaudoin, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1459—12-2 C.-J. SIMARD.

"The Holman Theatres, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit mars 1917, constituant en corporation M.M. Samuel N. Holman, gérant, Montréal; J.-A. Mercier, conseil du Roi, Outremont; Pierre-Louis Dupuis, avocat; Corinne Gaudreau, sténographe; Gratia Belisle, sténographe, de Montréal, pour les fins suivantes:

Fabriquer, produire, acheter, vendre, louer, exploiter, et faire le commerce des pellicules de toutes espèces employées dans la projection des vues animées;

Manufacturer, acheter, vendre, louer et exercer le négoce des machines cinématographiques, ainsi que de toutes les catégories d'appareils nécessaires à la production et à la projection des vues animées;

Acheter, posséder ou louer, et exploiter des théâtres de toutes sortes, y compris des salles de vues animées, et dans ces théâtres donner toutes espèces de représentations scéniques, vaudevillesques et cinématographiques, aussi vendre et sous-louer ces théâtres ou autrement en disposer;

Acheter ou autrement acquérir et obtenir des privilèges et permis relatifs aux inventions, brevets, marques ou noms de commerce, plans, droits d'auteurs, projets, secrets ou autres procédés et choses analogues, qui sembleront devoir être avantageux et utiles à la corporation, et les mettre à l'essai, les développer, prolonger, renou-

To apply the whole or part of the funds of the company to the purchase of shares of other companies or the acquisition of the assets or goodwill of any persons or firms carrying on a trade or business of any nature;

To pay for all services rendered to the company or required by it or for any acquisitions of the company in paid up shares or in cash and partly in cash and partly in paid up shares of the company;

To issue, bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell same for such price and amount as may be deemed proper, provided each such bond, debenture or other security be not for a less sum than one hundred dollars;

To hypothecate or mortgage the immovables or pledge the moveables of the company or give both the above securities to guarantee the payment of such bonds, debentures or other securities and of any loans of money made for the company's purposes;

To deal in and export immovables generally;

To sell shares to other companies and redeem same;

To sell and alienate the whole or part of its property;

To borrow and loan money on notes, hypothecs or otherwise, buy and sell, debentures, shares or other claims, under the name of "La Compagnie J.-N. Beaudoin, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Three Rivers in the district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of March, 1917.

C. J. SIMARD,
1460—12-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Holman Theatres, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eight day of March, 1917, incorporating M.M. Samuel-N. Holman, manager, Montreal; J.-A. Mercier, King's Counsel, Outremont; Pierre-Louis Dupuis, advocate; Corinne Gaudreau, stenographer; Gratia Belisle, stenographer, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, lease, operate and deal in films of all kinds used for the production of moving pictures;

To manufacture, buy, sell, lease and deal in moving picture machines and all kinds of apparatus required for the production and operation of moving pictures;

To buy, own or lease, and operate theatres of all kinds, including moving pictures theatres, and in such theatres to give all kinds of theatrical performances, vaudeville performances and exhibit moving pictures, and such theatres to sell, sublet, or otherwise dispose of;

To purchase or otherwise acquire and obtain protection and license in respect of any invention patents, trade marks or names, designs, copyrights, ideas, secrets or other processes and the like, which may appear likely to be advantageous or useful to the company, and to test, develop, prolong, renew, exercise, use, vend, grant exclu-

veler, exercer, utiliser, vendre, accorder des licences exclusives ou non à leur sujet, ou autrement en disposer;

Acheter, acquérir, posséder et détenir ou autrement négocier et aliéner aucunes valeurs, actions, obligations, débetures ou parts d'aucune compagnie quelconque dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation;

Conclure aucun arrangement relatif à la fusion, à l'union des intérêts ou à la concession réciproque avec aucune compagnie, société ou personne exerçant un commerce totalement ou partiellement semblable à celui de la présente corporation;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie des droits, affaires, biens, actif et passif, à titre de commerce en opération ou autrement, d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun négoce que la présente corporation est autorisée à exercer ou possédant aucune propriété appropriée aux objets de la présente compagnie, et payer ces affaires ou biens, totalement ou partiellement, en actions et en obligations de la présente corporation;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus en faisant, en aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucun nombre de parts du fonds social de la corporation ou d'aucunes débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans l'administration de ses affaires;

Vendre ou autrement disposer l'entreprise corporative ou de la totalité ou d'aucune partie de l'actif, des actions, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie;

Distribuer aux membres de la corporation, en espèces, les parts, débetures, propriétés et valeurs qui appartiennent à la compagnie;

Emettre des actions de la corporation en paiement de biens acquis, de services à elle rendus, y compris, sur l'approbation des contributeurs, les services que les promoteurs auront rendus dans la constitution en corporation et l'organisation de la compagnie;

Faire aucunes et toutes les autres choses, ou exercer aucun autre commerce qui sera avantageux ou se rattachera à la pleine réalisation des objets précités;

Accomplir aucun des actes susdits que la compagnie est autorisée à faire, soit comme principaux soit comme mandataires, sous le nom de "The Holman Theatres, limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

1263—11-2

C.-J. SIMARD.

sive or other licenses in respect of or otherwise deal with all or any of the same;

To purchase, acquire, possess and hold or otherwise deal in and deal with any securities, stocks, bonds, debentures or shares of any company whatsoever, having objects in whole or in part similar to this company;

To enter into any arrangement for amalgamation, joinder of interest or reciprocal concession with any company, firm or person carrying on business in whole or in part similar to that of this company;

To purchase or otherwise acquire the whole or any part of the rights, business, property, assets and liabilities as a going concern or otherwise, of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of any property suitable for the purposes of this company, and to pay for such business or property, in whole or in part, with the stock and bonds of this company;

To remunerate any person or company for services rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any of the debentures or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company, or the whole or any part of its assets, for shares, debentures or securities of any other company;

To distribute among the members of the company in kind any shares, debentures, securities or property belonging to the company;

To issue shares of the company in payment of property acquired by, or services rendered to it, including with the approval of the shareholders, services rendered by the promoters in connection with the incorporation and organization of the company;

To do any and all other things or to carry on any other business that may be expedient for or incidental to the due carrying out of the above purposes;

To do any of the above things that the company is authorized to do either as principal or agent, under the name of "The Holman Theatres, limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eight day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,

1264—11-2

Assistant Provincial Secretary.

"The Montreal Cash Company".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huitième jour de mars, 1917, constituant en corporation M.M. René Chênevert, Philéas Caumartin, Léopold Barry, avocats; Thomas Robillard, comptable; Alice Théberge, sténographe, de Montréal; dans les buts suivants:

Acquérir, recevoir, posséder, vendre et céder des biens et effets mobiliers de toute nature, valeurs, actions, obligations, créances, réclamations, droits, fonds, marchandises, métaux et tous articles de commerce, les mettre à fruit, les engager et en disposer de toutes manières ouvrir

"The Montreal Cash Company".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eight day of March, 1917, incorporating René Chênevert, Philéas Caumartin, Léopold Barry, advocates; Thomas Robillard, accountant, Alice Théberge, stenographer, of Montreal, for the following purposes:

To acquire, receive, own, sell and assign moveable property and chattels of every kind, securities, shares, bonds and debentures, credits, claims, rights, stock-in-trade, merchandise, metals and all other articles of trade, turn to account, pledge, and dispose of same in any manner; to open and

et administrer des comptoirs, magasins, entrepôts et autres établissements, et généralement faire toutes opérations commerciales et entrepositaires, sous le nom de "The Montreal Cash Company", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1265—11-2 C.-J. SIMARD.

"The H. & O. Mining Company, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du huit mars 1917, constituant en corporation M.M. Morris Harris, mineur; David Oppenheim, ajusteur; Peter Anthony Miller, procureur; Elmer Christie, ajusteur et Archabald Campbell, ajusteur, de la cité de Détroit, Etat du Michigan, E. U. A., pour les fins suivantes:

Acquérir, posséder, louer, rechercher, ouvrir, explorer, développer, exploiter, améliorer, entretenir, et administrer des mines, des terrains et gisements métallifères; et creuser, extraire, concasser, laver, fondre, traiter, analyser, réduire, mettre en conduits, amalgamer, transporter et autrement traiter les minerais, métaux et minéraux, appartenant à la corporation ou non, et leur donner une valeur marchande, aussi vendre ou en disposer de la totalité ou d'aucune partie d'iceux ou d'aucun intérêt y relatif;

Prendre, acquérir et détenir, en compensation des minerais, métaux ou minéraux vendus ou autrement aliénés, des effets fournis, du travail exécuté à l'entreprise ou autrement, des actions, débentures ou autres valeurs dans aucune autre compagnie aux objets totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie présentement constituée en corporation, ainsi que les vendre ou autrement en disposer;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe ne seront aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou d'éduction d'iceux;

Emettre des parts acquittées du fonds social de la compagnie en dessous de leur valeur au pair, pourvu cependant qu'aucun actionnaire de la corporation n'encoure aucune responsabilité personnelle envers la compagnie ou envers ses créanciers ou cessionnaires, en sus du montant payé ou souscrit à la corporation pour ses parts, sous le nom de "The H. & O. Mining Company, limited", avec un fonds social de un million de piastres (\$1,000,000.) divisé en un million (1,000,000.) de parts de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Coleraine, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1273—11-2 C.-J. SIMARD.

"The Pontiac Lumber & Pulp Company".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huitième jour de mars 1917, constituant en corporation M.M. L. E. Pearle Thurston, commis, de Montréal; Onésime LeBrun, comptable, Elie Allard, rentier; Loggie Arseneault, mécanicien; Donat Marchand,

manage trading posts, stores, warehouses and other establishments and generally carry on all business transactions and undertakings, under the name of "The Montreal Cash Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, to be in the City of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,
1266—11-2 Assistant Provincial Secretary.

"The H. & O. Mining Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1917, incorporating M.M. Morris Harris, miner; David Oppenheim, adjuster; Peter Anthony Miller, attorney; Elmer Christie, adjuster, and Archabald Campbell, adjuster, of the city of Detroit, state of Michigan, U. S. A., for the following purposes:

To acquire, own, lease, prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain, and manage mines and mineral lands and deposits, and to dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyse, reduce, pipe, amalgamate, convey, and otherwise treat ores, metals and minerals, whether belonging to the company or not, and to render the same merchantable, and to sell or to otherwise dispose of the same or any part thereof or interest therein;

To take, acquire, and hold as consideration for ores, metal or materials sold or otherwise disposed of, or for goods supplied or for work done by contract or otherwise, shares, debentures or other securities of or in any other company having objects similar in whole or in part to those of the company hereby incorporated, and to sell and otherwise dispose of the same;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

To do all other things such are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To issue paid up shares of the capital stock of the company at less than par value thereof, provided always that no shareholders of the company shall incur any personal liability to the company or to its auditors or assignees in interest, in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "The H. & O. Mining Company, limited", with a capital stock of one million dollars (\$1,000,000.) divided into one million (1,000,000.) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Coleraine, P. Q.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,
1274—11-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Pontiac Lumber & Pulp Company".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1917, incorporating L. E. Pearle Thurston, clerk; of Montreal; Onésime LeBrun, accountant; Elie Allard, annuitant; Loggie Arseneault, machinist; Donat Marchand, lumber scaler, of the

classificateur de bois, de la ville de Saint-Tite, comté de Champlain, pour les fins suivantes :

Faire et exercer généralement et sous toutes ses formes le commerce, la fabrication et la production du bois de commerce, du bois de pulpe, de la pâte de bois, de la pulpe et du papier dans toutes leurs spécialités;

Acquérir, posséder et mettre en opération des moulins à scie, moulins à bardeau, planeurs et embouveteurs, et moulins à écorcer et de faire le commerce du bois en général;

Acquérir par achat ou autrement, posséder et détenir des terrains, limites et concessions forestières, lots de grèves, pouvoirs hydrauliques, privilèges et droits en iceux, usines et autres bâtiments, y construire, les développer, cultiver et exploiter, améliorer et utiliser, les hypothéquer, affermer, vendre ou autrement transiger ou aliéner;

Construire, entretenir et exploiter sur toutes ou aucune des dites propriétés de la compagnie tous tels réservoirs, écluses, conduits, fondations, quais, glissoires, jetées, chaussées, usines, bâtiments et autres travaux pour produire, fabriquer et développer du pouvoir d'éclairage et de force motrice dans les comtés de Temiscaming et Pontiac, et transmettre et distribuer par aucun moyen quelconque dans les dits comtés tels pouvoirs pour la fabrication et la production du bois de pulpe, de la pâte de bois, de la pulpe et du papier, et pour l'utilité générale de la compagnie et de vendre, louer, transmettre et distribuer tel pouvoir d'éclairage et de force motrice, pourvu, cependant, que la vente, distribution ou transmission, de tel pouvoir ou partie, faite au-delà des terrains de la compagnie, soient subordonnés aux règlements municipaux ou locaux à cet effet;

Acquérir, posséder et mettre en opération des moulins à pulpe, moulins à papier et moulins pour la manufacture du bois, de la pulpe et des produits du papier;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de bois de construction, bois, bardeaux, articles en bois de toute nature et descriptions, bois de pulpe, papier de pulpe, et produits de pulpe et de papier;

Acquérir, posséder et mettre en exploitation des coupes forestières, manufacturer le bois de pulpe, et développer les terrains miniers;

Acquérir, construire, posséder, vendre et mettre en opération des briqueteries et faire le commerce de briques, et de tous produits de briqueterie en général;

Posséder, construire, acheter et vendre des moulins, magasins, entrepôts, maisons, gares, boutiques, manufactures, et autres bâtisses, usines génératrices pour la production, la conversion et la distribution de la vapeur, de l'électricité des forces hydrauliques dans les comtés de Temiscaming et Pontiac;

Fabriquer, développer ou produire autrement, dans les dits comtés de Temiscaming et Pontiac, et aussi acquérir par contrat, bail, achat ou autrement dans les dits comtés tous pouvoirs d'éclairage, ou force motrice produite par la vapeur, l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique, ou autre pouvoir et les utiliser pour les fins de la compagnie, les vendre, louer ou autrement en disposer pour fins d'éclairage et de force motrice;

Faire les affaires des marchands en général dans aucuns ou dans les établissements de moulins et ailleurs dans la province de Québec;

Acquérir par achat, loyer ou autre titre et garantir, hypothéquer toutes terres, bâtisses et propriétés;

Acquérir, posséder et mettre en opération des barges, des allèges, vaisseaux remorqueurs et vaisseaux à vapeur mus par la vapeur, l'électricité, la gazoline ou autre pouvoir moteur avec pouvoir

town of Saint Tite, county of Champlain, for the following purposes:

To carry generally and in all its branches the business, manufacture and production of timber and lumber pulpwood and wood pulp, pulp and paper in all branches thereof;

To acquire, own and operate saw-mills, shingle mills, planing and grooving mills, rossing mills and carry on a general wood business;

To acquire by purchase or otherwise, and to own and hold lands, timber limits and timber berths, water-lots, water-powers, privileges and rights therein, works and other buildings, build upon, develop, cultivate and exploit, improve and utilize, hypothecate, lease, sell or otherwise deal in and dispose of same;

To construct, maintain and operate on all or any said property of the company any such reservoirs, dams, sluices, foundations, wharves, slides, piers, embankments, shops, buildings and other works for the production, manufacture and development of light and motive power within the counties of Temiscaming and Pontiac, and to transmit and distribute such light and motive power, by all means whatever within the said counties, for the manufacture and production of pulpwood, wood-pulp, pulp and paper and for the general use of the company, and to sell, lease, transmit and distribute same, provided, however that any sale, distribution or transmission of such power or any part thereof, made beyond the lands of the company, be subject to all municipal or local by-laws on that behalf;

To acquire, own and operate pulp-mills, paper mills and other mills for the manufacture of wood, pulp and paper products;

To manufacture, buy, sell and deal in timber and lumber, wood, shingles, wooden wares of every kind and descriptions, pulpwood, pulp paper and pulp and paper products;

To acquire, own and operate timber berths, manufacture pulpwood and develop mining lands;

To acquire, construct, own, sell and operate brick yards and to deal in brick and all other brick-yard products;

To own, construct, buy and sell mills, stores, warehouses, dwellings, stations, shops, manufactories and other buildings, and power plants for the production transformation and distribution of steam, electricity and hydraulic power within the counties of Temiscaming and Pontiac;

To manufacture, develop or otherwise produce within the said counties of Temiscaming and Pontiac, and to also acquire by contract, lease or otherwise within said counties, all light or motive energy generated by steam, electric, pneumatic, hydraulic or other power and utilize same for the purposes of the company, to sell, lease or otherwise dispose of same for lighting and motive power purposes;

To carry on the business of merchants generally in any or all of the mill establishments and elsewhere in the Province of Quebec;

To acquire by purchase, lease or other title and to pledge and hypothecate any lands, buildings and property;

To acquire, own and operate barges, lighters, boats, tugs and other vessels propelled by steam, electricity, gasoline or other motive power, with power to engage with such vessels in any traffi

de faire le trafic qui conviendra à la compagnie avec ces vaisseaux, et de percevoir des droits de passage et de frêt sur iceux de la manière que la compagnie en jugera;

Exercer aucun commerce de fondeurs de fer, ingénieurs mécaniciens et fabricants de machines, outils fondeurs de cuivre, ouvriers en métaux, manufacturiers de bouilloires, de courroies, machinistes, convertisseurs du fer et de l'acier, menuisiers, constructeurs, métallurgistes, ingénieurs électriciens et hydrauliques, voituriers et marchands, et vendre, acheter, manufacturer, réparer, convertir, altérer, prendre à bail ou louer et faire commerce d'instruments mécaniques, machines à écorcer, du matériel roulant et de la ferronnerie de toutes espèces;

Exercer l'industrie de fondeurs de cuivre et du fer, d'ingénieurs, manufacturiers et marchands d'airain, du cuivre, du zinc, du fer et des autres métaux, et en qualité de machinistes et forgerons, manufacturiers, acheter, vendre et faire le commerce totalement ou partiellement du cuivre, de bronze, de fer, d'autres métaux, et fabriquer, acheter et vendre de la ferronnerie de toutes descriptions, des machines et accessoires mécaniques;

Acquérir, posséder des terres, ériger, employer et construire les travaux, machines, aqueducs et appareils pour la production, transmission et distribution d'iceux et vendre de l'eau, de l'éclairage électrique, pouvoir et force et autres pouvoirs moteurs dans les comtés de Témiscamingue et Pontiac;

Acquérir et utiliser des pouvoirs d'eau ou à vapeur dans le but de comprimer l'air ou produire l'électricité pour l'éclairage, chauffage et pour les fins de moteur du flottage du bois, et pour les fins de manufacture en général, et les vendre ou les louer;

Vendre ou louer des pouvoirs, développés ou acquis;

Construire, maintenir, louer des jetées, quais, bassins, estacades, écluses, travaux de crick de rivières, entrepôts, magasins et en disposer et de charger des péages ou loyer pour l'usage d'iceux;

Construire, acquérir et mettre en opération des systèmes de téléphone pour les fins de leurs affaires aussi avoir pouvoir de donner un service public dans les comtés de Témiscaming et Pontiac, en plaçant des appareils et autres moyens jugés nécessaires à cette fin, et de charger les honoraires que la compagnie en jugera pour l'usage de telle installation;

Avec pouvoir d'exploiter et de mettre en opération les différents commerce mentionnés dans la présente charte;

Tenir et posséder des garanties sur les limites et autres garanties pour dettes dues à la compagnie;

Avec pouvoir d'emprunter de l'argent et émettre des obligations, billets promissoires ou autres preuves de dettes, et les garantir par hypothèques ou par garantie de l'immeuble appartenant à la compagnie et tout autre garantie qui conviendra;

Acquérir, acheter ou louer la totalité ou aucune partie des biens, commerce, industries, propriétés, franchises, baux, hypothèques, permis, privilèges, contrats, droits, et assumer ou non les obligations et dettes de toutes personnes ou corporations exerçant ou organisées en vue d'exercer un commerce semblable à celui de la compagnie ou pouvant servir à ces fins et les vendre, louer ou autrement aliéner;

Conclure des arrangements avec aucunes autorités ou corporations, municipales, locales ou autres, qui seront de nature à atteindre les objets de la compagnie ou aucuns d'eux et obtenir de telles autorités ou corporations tous les droits, privilèges, garanties, concessions que la compagnie jugera convenable d'obtenir, et se conformer

which the company think fit, and to collect passenger and freight rates thereon in such manner as the company may deem proper;

To carry on the trade and business of iron founders, mechanical engineers, and manufacturers of machinery, tool-makers, coppersmiths metal workers, boiler makers, manufacturers of belting, iron and steel couveters, joiners, builders metallurgists, electrical and hydraulic engineers, public carriers and merchants, and to sell, buy, manufacture, repair, transform, alter and hire or lease and deal in machinery, rossing machines, rolling stock and iron wares of every kind;

To carry on the business of copper smiths and iron founders engineers, manufacturers of and dealers in brass, copper, zinc, iron and other metals, and the business of machinists and blacksmiths, to manufacture, buy, sell and deal wholly or partly in copper, bronze, iron and other metals, to manufacture, buy and sell iron wares of every kind, machinery and machine supplies;

To acquire, own lands, erect, utilize and construct plants, machinery, waterworks and apparatuses for generating, transmitting and distributing water, electric light and other power, and to sell same, the whole within the counties of Témiscaming and Pontiac;

To acquire, utilize water or steam powers for compressing air or generating electricity for lighting, heating and motive power purposes, or for driving logs and manufacturing purposes generally and to sell or lease same;

To sell or lease developed or acquired powers;

To construct, maintain, lease and dispose of piers, wharves, docks, booms, dams, river improvements, warehouses, stores and to charge tolls or leases for the use of same;

To construct, acquire and operate telephone systems for their business purposes with power to give a public service within the counties of Témiscaming and Pontiac, by placing apparatuses and other instruments deemed necessary for such purpose, and to charge such rates as the company may think fit for the use of such installation;

With power to exploit and operate the different lines of business mentioned herein;

To hold and own liens on the limits and securities for debts due to the company;

With power to borrow money and issue bonds, promissory notes and other evidences of indebtedness, and guarantee same by hypothecs or mortgage on the company's property or other security deemed suitable;

To acquire, buy or lease the whole or any part of the assets, business, industries, property, franchises, leases, hypothecs, licenses, privileges, contracts, rights and to take over or not the liabilities and debts of any person or corporation carrying on or formed for the carrying on of a business similar to that of the company or suitable for its purposes, and to sell, lease or otherwise dispose of same;

To make any arrangements with any authorities or corporations, municipal, local or otherwise, which may seem conducive to the attainment of the objects of the company or any of them and to obtain from any such authority or corporations all the rights, privileges, guarantees and concessions which the company may think it

à, exécuter et remplir tous tels arrangements et concessions;

Acheter ou autrement acquérir et détenir et posséder des actions du capital social, obligations ou débetures d'autres compagnies ou corporations, et les vendre et disposer autrement;

Payer en obligations ou autres valeurs ou biens de la compagnie ou par l'émission ou la distribution d'actions acquittées de son capital social, toutes dettes ou réclamations contre la compagnie pour tous biens ou droits acquis ou possédés par elle et pour tous services à elle rendus ou à être rendus de quelques manières que ce soit;

Faire tous actes, exercer tous les pouvoirs tendant à l'accomplissement des objets ci-dessus de la compagnie et tous autres objets, soit comme principaux ou comme agent-entrepreneur;

Vendre ou autrement disposer de tout ou partie des affaires des biens de la compagnie, aux conditions que la compagnie jugera convenable;

Et en général avoir et employer tous les autres droits et pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour les fins de leurs affaires, sous le nom de "The Pontiac Lumber & Pulp Company", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Makamik, Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province.

1275—11-2

C.-J. SIMARD.

desirable to obtain and to comply with, execute and carry out any such arrangement and concessions;

To buy or otherwise acquire and own and hold shares of the capital stock, bonds or debentures of other companies or corporations and to sell and otherwise dispose of same;

To pay in bonds or with other securities or property of the company or by the issue and allotment of paid up shares of its capital stock any debts or claims against the company for any property or rights acquired or held by it and for all services rendered or to be rendered to the company in any manner whatever;

To do all the acts, exercise all the powers which may seem conducive to the attainment of the above objects of the company and any other objects either as principal or as contracting agents;

To sell or otherwise dispose of the whole or part of the business and property of the company on such conditions as the company may think proper;

And generally to have and enjoy all other rights and powers which may be necessary for the purposes of its business under the name of "The Pontiac Lumber & Pulp Company", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, to be at Makamik, Abitibi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eight day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,

1276—11-2

Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"DeBleury Realities, limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du huitième jour de mars 1917, à la compagnie "The St. Lawrence Realty Company, limited", par lesquelles son nom est changé par celui de "DeBleury Realities, limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province.

1267—11-2

C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

"DeBleury Realities, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eight day of March, 1917, changing the name of "The St. Lawrence Realty Company, limited" to that of "DeBleury Realities, Limited".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eight day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,

1268—11-2

Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

200-17

Québec, le 21 mars 1917.

Demande est faite d'ériger une nouvelle municipalité scolaire pour les protestants seulement, sous le nom de ville de Saint-Paul, Montréal, à laquelle on donnera les bornes actuelles de la présente municipalité scolaire de ville de Saint-Paul pour les fins des écoles catholiques et protestantes.

1493-12-2

200-17

Québec, le 9 mars 1917.

Demande est faite d'ériger une nouvelle municipalité scolaire pour les protestants seulement, sous le nom de Saint-Henri et Sainte-Cunégonde, Montréal, à laquelle on donnera les bornes

Department of Public Instruction

200-17

Québec, 21st March, 1917.

Application is made for the erection of a new school municipality for Protestant only, under the name of town of Saint Paul, Montreal, with the limits actually existing for Roman Catholic and Protestant school purposes for the present school municipality of the town of Saint Paul.

1494-12-2

200-17

Québec, 9th March, 1917.

Application is made for the erection of a new school municipality for protestants only, under the name of Saint Henry and Sainte Cunégonde, Montreal, with the limits actually existing for

actuelles de la présente municipalité scolaire de Saint-Henri et Sainte-Cunégonde pour les fins des écoles catholiques et protestantes.

1257—11-2

Québec, 12 mars 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire d'Ascot, dans le comté de Sherbrooke, les lots suivants du canton Ascot: Nos 27 et 28 du rang IX; 22 à 28, inclusivement, des rangs VII et VIII; 22 à 28, inclusivement, et parties des lots Nos 18 à 21, inclusivement, du rang VI; 18 à 28, inclusivement, du rang V; 20 à 28, inclusivement, du rang IV, du cadastre officiel de la paroisse de Sherbrooke-Est, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-Jean-Baptiste-d'Ascot." 1303—11-2

Québec, 14 mars 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, le territoire suivant, dont les limites sont les suivantes :

Borné vers le nord par les limites nord de la ville de Lachine, vers l'est par la ligne limitative qui sépare le lot No. 753 du lot No 752, aux plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Lachine, vers le sud par le centre de l'avenue Saint-Antoine, vers l'ouest par la ligne séparative des lots Nos 709 et 293, aux dits plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Lachine; le dit territoire comprenant en leur entier les lots numéros originaux 752 et 709, aux dits plan et livre de renvoi officiels, et de les annexer à celle de Très-Saint-Sacrement, même comté.

1305—11-2

358-17

Québec, 15 mars 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, comté de Kamouraska, la partie nord-est des lots Nos 260 et 366, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Bruno-de-Woodbridge, même comté.

1309—11-2

1160-08

Québec, 14 mars 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Gérard-Magella, dans le comté d'Yamaska, les lots Nos 11, 12, 16, 17 et 18 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-David, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Pie-de-Guire, même comté.

1311—11-2

roman catholic and protestant school purposes for the present school municipality of Saint Henry and Sainte Cunégonde. 1258—11-2

Quebec, 12th March, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Ascot, in the county of Sherbrooke, the following lots of the township of Ascot: Nos. 27 and 28 of range IX; 22 to 28, inclusively, of ranges VIII and VIII; 22 to 28, inclusively, and parts of lots Nos. 18 to 21, inclusively, of range VI; 18 to 28, inclusively, of range V; 20 to 28, inclusively, of range IV, of the official cadastre of the parish of Sherbrooke-East, and to erect all that territory into a separate school municipality under the name of "Saint-Jean Baptiste-d'Ascot."

1304—11-2

Quebec, 14th March, 1917

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, the following territory, the boundaries of which are as follows:

Bounded towards the north by the north boundaries of the town of Lachine, towards the east by the division line separating lot No. 753 from lot No. 752, on the official plan and book of reference of the town of Lachine, towards the south by the middle of Saint Antoine avenue, towards the west by the division line of lots, Nos. 709 and 293, on said official plan and book of reference for the town of Lachine; the said territory being composed of the whole of lots numbers 752 and 709, on said official plan and book of reference, and to annex said lots to that of Très-Saint-Sacrement, same county.

1306—11-2

358-17

Quebec, 15th March, 1917.

Notice is hereby given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, county of Kamouraska, the north east part of the lots Nos. 260 and 366, of the official plan and book of reference of the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, and to annex this territory to the school municipality of Saint-Bruno-de-Woodbridge, same county.

1310—11-2

1160-08

Quebec, 14th March, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint-Gerard-Magella, in the county of Yamaska, the lots Nos. 11, 12, 16, 17 and 18 of the official cadastre of the parish of Saint David, and to annex same to the school municipality of Saint-Pie-de-Guire, same county.

1312—11-2

Département du trésor (service des assurances)

Treasury Department (Insurance Branch)

Avis est par le présent donné qu'un permis No 181 a été émis le 16 mars 1916, autorisant La Société coopérative de frais funéraires, constituée en corporation par lettres patentes, en date du 16 août 1895 et du 22 décembre 1912, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, à transiger des affaires d'assurance funéraires,

Notice is hereby given that license No. 181 has been issued to "La Société coopérative de frais funéraires" incorporated by letters patent, dated August 16th, 1895 and December 22nd, 1912, having its head office in the city of Montreal, Que., authorizing it to transact the business of funeral insurance, in conformity with the

conformément à la loi des assurances de Québec, telle que modifiée par la loi 7 Geo. V, chap. 47.

L'assistant trésorier provincial,
1461—12-2 ALEX. HYDE.

insurance Act of the Province of Quebec, as amended by the Act 7 Geo. V, chap. 47.

ALEX. HYDE,
1462—12-2 Assistant Provincial Treasurer.

AVIS DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT DE
SOCIÉTÉ CHARITABLE

Avis est par le présent donné que la "Société catholique de protection et de renseignements de Montréal" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable à l'effet de pourvoir, au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, à protéger les faibles, soit au sein de la famille, soit au sein de l'organisation sociale et ouvrière, soit à l'égard des étrangers, des voyageurs, des prisonniers, etc., soit devant les tribunaux; obtenir, coordonner et fournir tous les renseignements nécessaires ou utiles sur toutes les institutions de charité ou de philanthropie de Montréal, pour les faire mieux connaître et plus généreusement aider du public, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, en date du dixième jour de février 1917.

Le siège principal d'affaires de la dite société est situé dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce dixième jour de mars 1917.

L'assistant-trésorier de la province,
1279 ALEX. T. HYDE.

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Canadian Surety Company", autorisant cette compagnie à transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de garantie, a été modifié, ce jour, lui accordant le droit de faire l'assurance contre le vol et l'assurance contre les bris de glaces, en outre de l'assurance de garantie.

Le nom et l'adresse de l'agent en chef pour la province de Québec sont: W.-E. Findley, Montréal, Qué.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce quatorzième jour de mars 1917.

Pour le trésorier de la province de Québec.

ALEX. HYDE,
1353—11-2 Assistant-trésorier provincial.

NOTICE OF LICENSE AND REGISTRY OF CHARITABLE ASSOCIATION.

Notice is hereby given that the "Société catholique de protection et de renseignements de Montréal" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes, by means of contributions, voluntary subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, to provide protection for the feeble, whether at home or in social organizations for working people, whether foreigners, travellers, prisoners, etc., and whether before the courts; to obtain, coordinate and furnish all needful information concerning all charitable and philanthropic institutions in Montreal, that they may be better known and more generously aid the public, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the lieutenant-governor in council, dated of the tenth day of February, 1917.

The head office of the said association is situated in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of Revised Statutes of Quebec, 1909, this tenth day of March, 1917.

ALEX.-T. HYDE,
1280 Assistant Provincial Treasurer.

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to The Canadian Surety Company, authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of guarantee insurance has, this day, been extended to include the business of Burglary Insurance and Plate Glass Insurance.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are: W.-E. Findley, Montreal, Que.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this fourteenth day of March, 1917.

For the treasurer of the Province of Quebec.

ALEX. HYDE,
1334—11-2 Assistant provincial treasurer.

Ministère de l'agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Joseph-X. Leblanc, cultivateur, de la paroisse de Saint-Jean-l'Evangeliste, comté de Bonaventure, et autres, ont formé une société coopérative sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Jean-l'Evangeliste", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-l'Evangeliste, dans le comté de Bonaventure.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la

Department of Agriculture

Notice is hereby given that pursuant to the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Joseph-X. Leblanc, of the parish of Saint-Jean-l'Evangeliste, county of Bonaventure, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Jean-l'Evangeliste", with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint-Jean-l'Evangeliste, in the county of Bonaventure.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of

province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 14 mars 1917.

Le ministre de l'agriculture,
1431 JOS.-ED. CARON.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Arthur Gaudet, cultivateur, de la paroisse de Contrecoeur, comté de Verchères, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de la paroisse de Contrecoeur", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village de Contrecoeur, dans le comté de Verchères.

Les objets pour lesquels cette société est formée, sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Le ministre de l'agriculture,

JOS.-ED. CARON.

Daté à Québec, le 19 mars 1917. 1487

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Alphonse Rouleau, cultivateur, de Saint-Grégoire, comté de Nicolet, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Grégoire", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village de LaRochelle, dans le comté de Nicolet.

Les objets pour lesquels cette société est formée, sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Le ministre de l'agriculture,

JOS.-ED. CARON.

Daté à Québec, le 19 mars 1917. 1489

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Romuald Archambault, cultivateur, de Saint-Joachim-de-Shefford, comté de Shefford, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Joachim-de-Shefford", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse Saint-Joachim, dans le comté de Shefford.

Les objets pour lesquels cette société est formée, sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this 14th March, 1917.

JOS.-ED. CARON,
1432 Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that pursuant to the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Arthur Gaudet, farmer, of the parish of Contrecoeur, county of Verchères, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de la paroisse de Contrecoeur", with its chief place of business in the municipality of the village of Contrecoeur, in the county of Verchères.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

JOS.-ED. CARON,

Minister of Agriculture.

Dated at Quebec, this 19th March, 1917. 1488

Notice is hereby given that pursuant to the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Alphonse Rouleau, farmer, of Saint-Grégoire, county of Nicolet, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Grégoire", with its chief place of business in the municipality of the village of LaRochelle, in the county of Nicolet.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

JOS.-ED. CARON,

Minister of Agriculture.

Dated at Quebec, this 19th March, 1917. 1490

Notice is hereby given that pursuant to the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Romuald Archambault, farmer, of Saint-Joachim-de-Shefford, county of Shefford, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Joachim-de-Shefford", with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint Joachim, in the county of Shefford.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Le ministre de l'agriculture,

JOS.-ED. CARON.

Daté à Québec, le 19 mars 1917. 1491

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

JOS.-ED. CARON,

Minister of Agriculture.

Dated at Quebec, this 19th March, 1917. 1492

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 269.

Avis est par les présentes donné que Dame Cordélia Guitard, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de J.-Edouard Bussièrès, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi, ce jour, ledit J.-Edouard Bussièrès en séparation de biens

L'avocat de la demanderesse,

L.-G.-A. CRESSE.

Montréal, 22 février 1917. 1415—12-5

Province de Québec, district de Montréal, No 465, cour supérieure. Dame Zéphérina Grenier, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Absolon Thouin, hôtelier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens.

Le procureur du demandeur,

G.-EMILE DEPOCAS.

Montréal, 15 décembre 1917. 1475—12-5

Province de Québec, district d'Arthabaska, No 334, cour supérieure. Dame Marie-Blanche Labonté, épouse commune en biens de Joseph-William Chavonnelle, boulanger, de la paroisse de Saint-Rosaire, demandeur; vs le dit Joseph-William Chavonnelle, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le 6 octobre 1916.

Les procureurs de la demanderesse,

1497—12-5 PERRAULT & PERRAULT.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 1354.

Avis est par les présentes donné que Dame Baykeh-E.-T. Zarbatany, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham-Habib Kousayeh, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi, ce jour, le dit Abraham-H. Kousayeh, en séparation de biens.

Les avocats de la demanderesse,

BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE.

Montréal, 12 mars 1917. 1281—11-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 5114. Dame Evéline Poirier, épouse commune en biens de Delphis Belair, menuisier, de Montréal, dûment autorisée, a intenté, le 19 juin dernier, une action en séparation de biens contre son dit époux.

L'avocat de la demanderesse,

1283—11-5 J.-H. MIGNERON.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4125. Dame Louisa McLean, de Montréal, épouse commune en biens de Adélard Duranceau, entrepreneur, du même lieu, a institué contre son mari une action en séparation de biens.

Le procureur de la demanderesse,

C.-EMILE BRUCHESI.

Montréal, ce 1er mars 1917. 1169—10-5

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior court, No. 269.

Notice is hereby given that Dame Cordélia Guitard, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J.-Edouard Bussièrès, agent, of the same place, duly authorized to *ester en justice* has, this day, sued the said J.-Edouard Bussièrès for separation as to property.

L.-G.-A. CRESSE,

Attorney for the plaintiff.

Montreal, 22nd February, 1917. 1416—12-5

Province of Quebec, District of Montreal, No. 465, superior court. Dame Zepherina Grenier, of Montreal city, wife common as to property of Absolon Thouin, hotel-keeper, of the said place, has, this day, taken an action *en séparation de biens*.

G.-EMILE DEPOCAS,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 15th December. 1917. 1476—12-5

Province of Quebec, district of Arthabaska, No. 334, Superior Court. Dame Marie-Blanche Labonté, wife common as to property of Joseph-William Chavonnelle, baker, of the parish of Saint Rosaire, plaintiff; vs the said Joseph William Chavonnelle, defendant.

An action for separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant, on the 6th of October, 1916.

PERRAULT & PERRAULT,

1498—12-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1354.

Notice is hereby given that Dame Baykeh-E.-T. Zarbatany, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Abraham-Habib Kousayeh, of the same place, duly authorized to *ester en justice* has, this day, sued the said Abraham-H. Kousayeh, for separation as to property.

BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 12th March, 1917. 1282—11-5

Province of Quebec, district of Montreal, In the Superior Court, No. 5114. Mrs Eveline Poirier, wife common as to property of Delphis Belair, carpenter, of Montreal, duly authorized has, on the 19th of June last, instituted an action for separation as to property from her said husband.

J.-H. MIGNERON,

Attorney for plaintiff.

1284—11-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4125. Dame Louisa McLean, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Adélard Duranceau, contractor, of the same place, has instituted an action for separation as to property against her husband.

C.-EMILE BRUCHESI,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 1st March, 1917. 1170—10-5

Cour supérieure, province de Québec, district de Bedford. Dame Julie Mongeau, du village de Lawrenceville, épouse commune en biens de Emery Ducharme, demanderesse; vs Emery Ducharme, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3ième jour de mars courant.

Le procureur de la demanderesse,

C.-A. NUTTING.

Sweetsburg, 10 mars 1917.

1293—11-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4789. Dame Mary-Ellen Morris, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Adelbert Messier, machiniste, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Adelbert Messier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, le 23ième jour de février 1917.

Le procureur de la demanderesse,

J.-F.-F. BERNARD.

Montréal, 13 mars 1917.

1295—11-5

Province de Québec, district de Québec, cour supérieure, No. 512. Dame Clarida Brochu, de la municipalité du village de Saint-Henri, comté de Lévis, épouse commune en biens de Joseph Simoneau, du même lieu, boulanger, demanderesse; vs ledit Joseph Simoneau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée contre le défendeur.

Les procureurs de la demanderesse,

DEMERS & DEMERS.

Québec, 7 mars 1917.

1187—10-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2059. Avis est donné par les présentes que Dame Rose-Alma Caisse, épouse commune en biens de Joseph-A. Lacroix, autrefois propriétaire de moulin et aujourd'hui sans occupation, tous les deux de Contrecoeur, district de Richelieu, a poursuivi son dit mari en séparation de biens.

Les procureurs de la demanderesse,

BEAUDRY & BEAUDRY.

Montréal, 6 mars 1917.

1203—10-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 268.

Avis est par les présentes donné que Dame Mary-A. Anber, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Georges Thomas, commis, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice a poursuivi, ce jour, ledit Georges Thomas en séparation de biens.

Les avocats de la demanderesse,

BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE,

Montréal, 26 février 1917.

1095—10-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4121. Dame Léontine Turgeon, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-Edmour Dompierre, voyageur de commerce, du même lieu, ladite Dame Léontine Turgeon dûment autorisée aux fins des présentes par jugement de cette cour, demanderesse; vs Joseph-Edmour Dompierre, voyageur de commerce, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Les avocats de la demanderesse,

TESSIER & ROCH.

Montréal, 1er mars 1917.

1087—9-5

Superior Court, province of Quebec, district of Bedford. Dame Julie Mongeau, of the village of Lawrenceville, wife common as to property of Emery Ducharme, plaintiff; vs Emery Ducharme, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 3rd day of March, instant.

C.-A. NUTTING,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 10th March, 1917.

1294—11-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4789. Dame Mary-Ellen Morris, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Adelbert Messier, machinist, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Adelbert Messier, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant, on the 23rd day of February, 1917.

J.-F.-F. BERNARD,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 13th March, 1917.

1296—11-5

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 512. Dame Clarida Brochu, of the municipality of the village of Saint Henri, county of Levis, wife common as to property of Joseph Simoneau, of the same place, baker, plaintiff; vs the said Joseph Simoneau, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the aforesaid defendant.

DEMERS & DEMERS,

Attorneys for Plaintiff.

Quebec, 7th March, 1917.

1188—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2059. Notice is hereby given that Dame Rose-Alma Caisse, wife common as to property of Joseph-A. Lacroix, formerly mill owner and presently without any occupation, both of Contrecoeur, district of Richelieu, sued her said husband for separation as to property.

BEAUDRY & BEAUDRY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th March, 1917.

1204—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 268.

Notice is hereby given that Dame Mary-A. Anber, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Georges Thomas, clerk, of the same place, duly authorized to *ester en justice* has, this day, sued the said Georges Thomas for separation as to property.

BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 26th February, 1917.

1096—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 4121. Dame Léontine Turgeon, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph-Edmour Dompierre, commercial traveller, of the same place, the said Dame Léontine Turgeon being duly authorized by judgment of this Court, plaintiff; vs Joseph Edmour Dompierre, commercial traveller of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted by the plaintiff against the defendant.

TESSIER & ROCH,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 1st March, 1917.

1088—9-5

Province de Québec, district de Richelieu, cour supérieure, No 6078. Dame Marie-Anne Caron, de la paroisse de Saint-Elphège, dans le district de Richelieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, J.-Arthur Lemire, cultivateur, du même lieu.

Le procureur de la demanderesse,
F. LEFEBVRE.

Sorel, 28 février 1917. 1139—10-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 364. Dame Délia Dwyer, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Léo Levasseur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, ce jour.

Les procureurs de la demanderesse,
ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT.

Montréal, 3 mars 1917. 1127—10-5

Cour supérieure, province de Québec, district de Montmagny. Dame Maria Lemelin, Saint-Camille-de-Bellechasse, épouse commune en biens de Alphonse Picard, demanderesse; vs Alphonse Picard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce 14ème jour de février courant.

Les procureurs de la demanderesse,
TALBOT & BEAUDOIN.

Montmagny, 14 février 1917. 951—9-5

Province de Québec, district de Montréal, No 1242. Dame Donalda Gagnon, de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-W. Larose, plâtrier, des cité et district de Montréal, dûment autorisé à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph-W. Larose, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22e jour de février 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
BRODEUR & BERARD.

Montréal, 24 février 1917. 975—9-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3414. Dame Annie Coviensky, de la cité et du district de Montréal, épouse de Max-Léon Levin, marchand, du même lieu, dûment autorisé à ester en justice, demanderesse; vs le dit Max-Léon Levin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-six février 1917.

Le procureur de la demanderesse,
ISIDORE BALLON.

989—9-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3346. Dame Affify-Kallil-Bou Botros, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Jacob-George Bouziane, commis, du même lieu, demanderesse; vs ledit Jacob-George Bouziane, défendeur. La demanderesse a pour-suivi, ce jour, le défendeur en séparation de biens.

Le procureur de la demanderesse,
PHILIPPE DORVAL.

Montréal, 27 septembre 1916. 845—8-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4946. Dame Julienne Leclair, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de J.-Alphonse Villemare, du même lieu, demanderesse, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

L'avocat de la demanderesse,
PHILIPPE DORVAL.

Montréal, 20 septembre 1916. 847—8-5

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, No. 6078. Dame Marie-Anne Caron, of the parish of Saint Elphege, in the district of Richelieu, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, J.-Arthur Lemire, farmer, of the same place.

H. LEFEBVRE,
Attorney for the plaintiff.

Sorel, 28th February, 1917. 1140—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 364. Dame Délia Dwyer, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Léo Levasseur, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted herein on this date.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 3rd March, 1917. 1128—10-5

Superior court, Province of Quebec, district of Montmagny, Dame Maria Lemelin, of Saint Camille de Bellechasse, wife common as to property of Alphonse Picard, plaintiff; vs Alphonse Picard, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 14th day of February, instant.

TALBOT & BEAUDOIN,
Attorneys for plaintiff.

Montmagny, 14th February, 1917. 952—9-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 1242. Dame Donalda Gagnon, of Montreal, wife common as to property of Joseph-W. Larose, plasterer, of the city and district of Montreal, duly authorized to the present, plaintiff; vs the said Joseph-W. Larose, defendant.

An action for separation as to property, has been taken in this cause, on 22nd February, 1917.

BRODEUR & BERARD,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 24th February, 1917. 976—9-5

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 3414. Dame Annie Coviensky, of the city and district of Montreal, wife of Max-Léon Levin, merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Max-Léon Levin, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the said defendant, on 26th February, 1917.

ISIDORE BALLON,
Attorney for plaintiff.

990—9-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3346. Dame Affify-Kallil-Bou Botros, of the city of Montreal, wife common as to property of Jacob-George Bouziane, of the same place, clerk, plaintiff, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

PHILIPPE DORVAL,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 27th September, 1916. 846—8-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4946. Dame Julienne Leclair, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J.-Alphonse Villemare, of the same place, plaintiff, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

PHILIPPE DORVAL,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 20th September, 1916. 748—8-5

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi, No 5305, cour supérieure. Dame Nayfa-Abdalla Jacob, de Bagotville, épouse commune en biens de David Haddad, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit David Haddad défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 16ème jour de janvier 1917.

Le procureur de la demanderesse,
L.-P. GIRARD.

Chicoutimi, 22 février 1917.

953

Canada, province of Quebec, district of Chicoutimi, No 5305, Superior Court. Mrs. Nayfa-Abdalla Jacob, of Bagotville, wife common as to property of David Haddad, merchant, of same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said David Haddad, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 16th day of January, 1917.

L.-P. GIRARD,
Attorney for Plaintiff.

Chicoutimi, 22nd February, 1917.

954

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. No 5001. Dame Albertine Guilbault, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Emile Brière, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

Les avocats de la demanderesse,
PELLETIER, LETOURNEAU, BEAULIEU
& MERCIER.

Montréal, 23 février 1917.

959—9-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. 5001. Dame Albertine Guilbault, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Emile Brière, agent, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her aforesaid husband.

PELLETIER, LETOURNEAU, BEAULIEU
& MERCIER.
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 23rd February, 1917.

960—9-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. No 3281. Dame Rose Wiseman, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Maier Zelicovici, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs Maier Zelicovici, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en la présente cause, le 1er février 1917.

Le procureur de la demanderesse,
N. SOLOMON.

Montréal, 16 février 1917.

971—9-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No 3281. Dame Rosee Wiseman, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Maier Zelicovici, of the same place, and duly authorized to *ester en justice* for the purposes of these presents, plaintiff; vs Maier Zelicovici, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 1st day of February, 1917.

N. SOLOMON,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 16th February, 1917.

972—9-5

Province de Québec, district de Bedford, cour supérieure. No 9860. Marie-Louise Tremblay, du canton de Stukely, dans le district de Bedford, épouse de Ferdinand Didier, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ferdinand Didier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée contre le défendeur.

L'avocat de la demanderesse,
ROMULUS CLOUTIER.

Sweetsburg, 7 février 1917.

885—8-5

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 9860. Marie-Louise Tremblay, of the township of Stukely, in the district of Bedford, wife of Ferdinand Didier, farmer, of same place, and duly authorized to *ester en justice*; vs the said Ferdinand Didier, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against defendant.

ROMULUS CLOUTIER,
Attorney for the plaintiff.

Sweetsburg, 7th February, 1917.

886—8-5

Province de Québec, district d'Ottawa, cour supérieure. No 4464. Dame Mary-Jane Wilson, épouse commune en biens de John Brady, cultivateur, d'Eardley, district d'Ottawa, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs John Brady, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

L'avocat de la demanderesse,
ARTHUR DESJARDINS.

Hull, 7 février 1917.

881—8-5

Province of Quebec, District of Ottawa, Superior Court. No. 4464. Dame Mary-Jane Wilson, wife common as to property of John Brady, farmer, of Eardley, district of Ottawa, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs John Brady, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

ARTHUR DESJARDINS,
Attorney for the plaintiff.

Hull, 7th February, 1917.

882—8-5

Actions en séparation de corps et de biens

Actions for separation as to bed and board

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. No 4160. Dame Margaret Lockhart, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Richard-Thurston Greetham, du même lieu, ingénieur civil, dûment autorisée aux fins de la

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4160. Dame Margaret Lockhart, of the city of Montreal, wife common as to property of Richard-Thurston Greetham, of the same place, civil engineer, duly authorized for

présente instance par jugement de l'hon. juge Allard, rendu le huitième jour de mars 1917, demanderesse ; vs Richard-Thurston Greetham, de la cité et du district de Montréal, ingénieur civil, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le neuvième jour de mars 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
BLAIR, LAVERTY & HALE.

Montréal, 12 mars 1917. 1297—11-5

Avis est donné par les présentes que Dame Delina Morin, femme commune en biens de Raoul Payette, commis, tous les deux de Montréal a institué, le 30 janvier 1917, une action en séparation de corps contre son dit mari, dans une cause No 3275, cour supérieure.

L'avocat de la demanderesse,
WALTER-S. JOHNSON.

Montréal, 21 février 1917. 887—8-5

the purposes of this action by judgment of the Hon. Justice Allard, dated the eighth day of March, 1917, plaintiff ; vs Richard-Thurston Greetham, of the city and district of Montreal, civil engineer, defendant.

An action for separation as to bed and board and for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant on the ninth day of March, 1917.

BLAIR, LAVERTY & HALE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 12th March, 1917. 1298—11-5

Notice is hereby given that Dame Delina Morin, wife common as to property of Raoul Payette, clerk, both of Montreal, instituted, on 30th January, 1917, an action for separation from bed and board against her said husband, in a case No. 3275, Superior Court.

WALTER-S. JOHNSON,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 21st February, 1917. 888—8-5

Compagnies autorisées à faire des affaires

La Compagnie "Dickie Construction Company, limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et, procédures exercées contre elle, est M. J.-W. Blair, avocat, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 21 décembre 1916. 1439

La Compagnie "Vermont and Quebec Power Corporation" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Waterloo, province de Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Charles-A. Nutting, C. R., de Waterloo, province de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 16 mars 1917. 1441

La Compagnie "The John Hayman and Sons Company, limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Companies authorized to do business

The Company "Dickie Construction Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the province.

Its chief place of business, in the province, is at Quebec.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. J.-W. Blair, barrister, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 21st December, 1916. 1440

The Company "Vermont and Quebec Corporation" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the province.

Its chief place of business, in the province, is at Waterloo, province of Quebec.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Charles-A. Nutting, K. C., of Waterloo, Province of Quebec.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 16th March, 1917. 1442

The Company "The John Hayman and Sons Company, Limited", has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Charles-Francis Hayman, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD

Québec, 16 mars 1917.

1443

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Charles-Francis Hayman, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 16th March, 1917.

1444

ERRATA

Dans l'arrêté ministériel du 10 mars courant, page 584, No 1157-58, dans le dernier paragraphe, il faut lire : il est strictement défendu aux officiers, etc, au lieu de : aux " susdits " officiers, etc, dans les deux versions. 1451

A la page 534 de la *Gazet'e officielle*, du 3 mars 1917, aux numéros 927-28, avis des lettres-patentes de la compagnie "Saint Denis Theatre, Limited", à la quatrième ligne du premier paragraphe, après le mot Québec, ajoutez: des lettres patentes, et à la cinquième ligne du même paragraphe, lisez: Francis au lieu de Thomas. 1485

In the order in council of the 10th March instant, page 584, No. 1157-58, last paragraph, read officers are strictly prohibited, etc, instead of the " aforesaid " officers, etc, both in the french and english version. 1452

On page 534 of the *Official Gazette*, of the 3rd March, 1917, numbers 927-28, notice of letters patent of Saint Denis Theatre, Limited, in the fourth line of first paragraph, after the word Quebec, insert: letters patent, and in the fifth line of same paragraph, replace the word Thomas by Francis. 1486

Faillite

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 220. *In re* : Z.-O. Limoges, insolvable; et F.-X. Bilodeau, curateur.

Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause; les collocations seront payables à mon bureau à partir du 9ième jour d'avril 1917.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.

Le curateur,

F.-X. BILODEAU,

42 rue Saint-Denis, Montréal.

Montréal, 16 mars 1917.

1421

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, cour supérieure, No 11. Dans l'affaire de Godfroy Lalande, marchand, du village de Shawbridge, dans le district de Terrebonne, et résidant dans la ville de Saint-Jérôme, dit district, débiteur insolvable; et Henri Latour, du village de Shawbridge, dit district, créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que ledit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Sainte-Scholastique,

Le protonotaire C. S.,

GRIGNON & FORTIER.

Pro gardien provisoire,

Vincent Lamarre, comptable,

83 Craig-Ouest., Montréal.

Sainte-Scholastique, 15 mars 1917.

1433

Province de Québec, district de Montréal, No 68, cour supérieure. Joseph Faille a, ce jour, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

OLIVIER LIMOGES.

Montréal, 14 mars 1917.

1463

Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal, superior court. No. 220. *In re* : Z.-O. Limoges, insolvent; and F.-X. Bilodeau, curator.

A first and final bordereau of dividend has been prepared in this cause; the collocations will be payable at my office from the 9th day of April, 1917.

Any contestation to such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

F.-X. BILODEAU,

Curator.

42 Saint Denis street, Montreal.

Montreal, 16th March, 1917.

1422

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 11. In the matter of Godfroy Lalande, merchant, of the village of Shawbridge, in the district of Terrebonne, and residing in the town of Saint Jérôme, said district, insolvent-debtor; and Henri Latour, of the village of Shawbridge, said district, creditor-petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Sainte Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,

Prothonotary, S. C.

Pro provisional guardian.

Vincent Lamarre,

Accountant, 83 Craig West, Montreal.

Sainte-Scholastique, 15th March, 1917.

1434

Province of Quebec, district of Montreal, No. 68, Superior Court. Joseph Faille has, this day, made an abandonment of his property, and I have been appointed provisional guardian.

OLIVIER LIMOGES.

Montreal, 14th March, 1917.

1464

Re: J.-T. Fortin, de Chambord, marchand, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection d'ici au 3 avril 1917, et sera payable à notre bureau le ou après le 4 avril, 1917.

Les curateurs conjoints,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureau: 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé) Québec.
Québec, 13 mars, 1917.

1423

Province de Québec, district de Montréal, No 63, cour supérieure. *In re: P.-R. Faulkner, Montréal, failli.*

Avis est donné que le 20 mars 1917, par ordre de la cour supérieure, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé qui a fait cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

Les curateurs,

F. R. VINET,

P.-H. DUFRESNE,

Bâtisse Banque Nationale,
99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 24 mars 1917.

1465

Province de Québec, district de Montréal, No 64, cour supérieure. *In re: Aimé Venne, Montréal, failli.*

Avis est donné que le 20 mars 1917, par ordre de la cour supérieure, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé qui a fait cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

Les curateurs,

F.-R. VINET,

P.-H. DUFRESNE.

Bâtisse Banque Nationale,
99 Saint-Jacques.
Montréal, 24 mars 1917.

1467

Canada, province de Québec, district de Québec, No 2829, cour supérieure. *Re: L'Arcetique, Cie de glace, ltée. Québec, en liquidation.*

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, qu'il sera sujet à objection jusqu'au 7 avril 1917, alors qu'il sera payable à nos bureaux le 9 avril 1917.

Les liquidateurs,

LARUE, TRUDEL & PICHER.

Bureaux: édifice "Dominion",
126 rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 20 mars 1917.

1469

Canada, province de Québec, district de Beau-
No 3020, Cour supérieure *Re: Aimé Parent, mar-
chand, Sainte-Rose station, insolvable.*

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, qu'il sera sujet à objection jusqu'au 9 avril 1917, alors qu'il sera payable à nos bureaux.

Les curateurs,

LARUE, TRUDEL & PICHER.

Bureaux: édifice "Dominion",
126, rue Saint Pierre, Québec.
Québec, 20 mars 1917.

1471

Re: J.-T. Fortin, merchant, insolvent, of Chambord, Que.

Notice is hereby given that a first dividend has been prepared in this matter and will be subject to objection until April 3rd, 1917, and will be payable at our office on or after 4th April, 1917.

LEFAIVRE & GAGNON,

Joint curators.

Office: 147 Mountain Hill,
(Bossé Building), Quebec.
Quebec, 13th March, 1917.

1424

Province of Quebec, district of Montreal, No. 63, Superior Court. *In re: P.-R. Faulkner, Montreal, insolvent.*

Notice is hereby given that on the 20th March, 1917, by order of the superior court, we were appointed curators to the estate of the above named who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month from this date.

F.-R. VINET,

P.-H. DUFRESNE,

Curators.

Banque Nationale building,
99 Saint James street.
Montreal, 24th March, 1917.

1466

Province of Quebec, district of Montreal, No. 64. Superior Court. *In re: Aimé Venne, Montreal, insolvent.*

Notice is hereby given that on the 20th March, 1917, by order of the superior court, we were appointed curators to the estate of the above named who has made a judicial abandonment of this assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

F. R. VINET,

P. H. DUFRESNE,

Curators.

Banque Nationale building,
99 Saint James street.
Montreal, 24th March, 1917.

1468

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, No. 2829. Superior court. *Re: L'Arcetique, Cie de Glace, ltée, Quebec, in liquidation.*

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, that it will remain open to objection until 7th April, 1917, when it will be payable at our offices, on the 9th April 1917.

LARUE, TRUDEL & PICHER,

Liquidators.

Offices "Dominion building",
126 Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 20th March, 1917.

1470

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, No. 3020, Superior Court *Re: Aimé Parent, merchant, Sainte Rose Station, insolvent.*

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, that it will remain open to objection until 9th April, 1917, when it will be payable at our offices.

LARUE, TRUDEL & PICHER,

Curators.

Offices: "Dominion building",
126 Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 20th March, 1917.

1472

Province de Québec, district de Chicoutimi, cour supérieure. Dans l'affaire de J.-F. Oiseau, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été déclaré et sera payable à mon bureau, le 11 avril 1917.

Toute contestation de ce dividende doit être déposée entre nos mains d'ici au 7 avril 1917.

Le curateur,

G. DELISLE.

Bureau: rue Racine, Chicoutimi. 1499

Province de Québec, district de Joliette, cour supérieure. *In re: Severe Costelleau, Joliette, Qué., insolvable.*

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 7 avril 1917, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal.

Le curateur,

VINCENT LAMARRE,

Bureaux: 820 édifice "Power". 1503
Montréal, 21 mars 1917.

Province de Québec, district de Bedford, cour supérieure. *In re: Succession vacante Norman-A. Beauchemin, Roxton Falls, Qué.*

Avis est donné par la présente que le 14ième jour de mars 1917, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur à cette succession vacante.

Les créanciers de ladite succession sont requis de filer leurs réclamations, à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis, s'ils ne l'ont déjà fait.

Le curateur,

VINCENT LAMARRE.

Bureau: 820 édifice "Power". 1501
Montréal, 21 mars 1917.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. *Re: Joseph-S. Messier, Varennes, insolvable.*

Avis est par les présentes donné que par un jugement de la cour supérieure, en date du 21 mars 1917, j'ai été nommé curateur aux biens du sus-nommé.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans les trente jours du présent avis.

Le curateur,

PAUL-L. TURGEON.

Bureau de Chartrand & Turgeon, 55 rue Saint-François Xavier, Montréal. 1505
Montréal, 21 mars 1917.

District de Roberval. *In re: La Cie Hydraulique du Lac Saint-Jean, limitée, en liquidation.*

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au sept avril 1917.

Ce dividende sera payable à mon bureau, le ou après le dix avril 1917.

Le liquidateur,

GEORGES ST-PIERRE.

Chicoutimi, 22 mars 1917. 1507

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. *In re: Renaud & Cie, faillis.*

Avis est par les présentes donné qu'un second et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à contestation jusqu'au 11ième jour d'avril 1917.

Le curateur,

ALEXANDRE DESMARTEAU.

No 60 rue Notre-Dame-Est. 1509
Montréal, 22 mars 1917.

Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court. In the matter of J.-F. Oiseau, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been declared and will be paid at my office, on the 11th day of April, 1917.

Any contestation of this dividend must be deposited with us from here to 7th April, 1917.

G. DELISLE,

Curator.

Office: Racine street, Chicoutimi. 1500

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court. *In re: Severe Costelleau, Joliette, Que., insolvent.*

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 7th April, 1917, after which date the dividends will be payable at my office, 83 Craig street west, Montreal.

VINCENT LAMARRE,

Curator.

Office: 820 "Power" bldg. 1504
Montreal, 21st March, 1917.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court. *In re: Vacant estate Norman-A. Beauchemin, Roxton Falls, Que.*

Notice is hereby given that on the 14th day of March, 1917, the undersigned has been appointed, by an ordinance of this court, curator to the said vacant estate.

Creditors of the said estate are requested to file their claims at my office, 83 Craig street west, Montreal, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

VINCENT LAMARRE,

Curator.

Office: 820 "Power" bldg. 1502
Montreal, 21st March, 1917.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *Re: Joseph-S. Messier, Varennes, insolvent.*

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, dated the 21st March, 1917, I have been appointed curator to the above named estate.

Sworn claims must be filed with me within thirty days of the present notice.

PAUL-L. TURGEON,

Curator.

Office of Chartrand & Turgeon, 55 Saint Francis Xavier street, Montreal. 1506
Montreal, 21st March, 1917.

District of Roberval. *In re: La Cie Hydraulique du Lac Saint-Jean, Limitée, in liquidation.*

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will open to objection until the seventh April, 1917.

This dividend will be payable at my office, on or after the tenth April, 1917.

GEORGES ST-PIERRE,

Liquidator.

Chicoutimi, 22nd March, 1917. 1508

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *In re: Renaud & Cie, insolvents.*

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until the 11th day of April, 1917.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curator.

No. 60 Notre Dame street East. 1510
Montreal, 22nd March, 1917.

Canada, province de Québec, district de Québec, cour supérieure. Dans l'affaire de J.-G. Vermette, marchand, Deschailions, insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 9 avril 1917, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

Le curateur,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie.

Bâtisse de la Cie du Richelieu.

Québec, 22 mars 1917.

1527

Canada, province of Quebec, district of Quebec, Superior Court. In the matter of J.-G. Vermette, merchant, Deschailions, insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 9th April, 1917, and after which date this dividend will be payable at my office.

J.-P.-E. GAGNON,

Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street.

Richelieu & Ont. Nav. bldg.

Quebec, 22nd March, 1917.

1528

Liquidation

D'après la loi des liquidations.

Canada, province de Québec, district de Québec, cour supérieure, No 582. *Re: "Montealm Theatre Co. Ltd."*, Québec, en liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la cour en date du 15 mars 1917, les soussignés ont été nommés liquidateurs provisoires aux biens de ladite compagnie.

L'assemblée des créanciers, contributaires, actionnaires et membres de ladite compagnie sera tenue le 28 mars 1917, à 11 heures a. m., au palais de justice, à Québec, afin de procéder à la nomination d'un liquidateur et d'un ou plusieurs inspecteurs aux biens de cette compagnie en liquidation.

Les liquidateurs provisoires,

LARUE, TRUDEL & PICHER.

Bureaux: édifice "Dominion",

126 rue Saint-Pierre, Québec.

Québec, 17 mars 1917.

1473

Canada, province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 582. *Re: "Montealm Theatre Co. Ltd."*, Quebec, in liquidation.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment from the Court, issued on 15th March, 1917, the undersigned have been appointed provisional liquidators to the said company.

A meeting of the creditors, contributaries, shareholders and members of the said company, will be held on March 28th, 1917, at 11 o'clock a. m., at the Court House of Quebec, for the appointment of a liquidator and one or more inspectors to the assets of this company in liquidation.

LARUE, TRUDEL & PICHER,

Provisional liquidators.

Offices: "Dominion" building,

126 Saint Peter street.

Quebec, 17th March, 1917.

1474

En vertu de la loi des liquidations.

Canada, province de Québec, district de Beauharnois, No 184. Cour supérieure. Dans l'affaire de la compagnie "Chateau Salaberry, limitée", en liquidation; et J.-Alphonse Turcotte et Edouard Merrill, liquidateurs-conjoints.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau des liquidateurs de ladite compagnie en liquidation, au No 97 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, un certain acte de vente passé devant Louis-A. Derôme, notaire public, le vingt-deuxième jour du mois de décembre 1916, sous le numéro 9220 des minutes dudit notaire, de la part de la compagnie du Château Salaberry, limitée, en liquidation, à Frédéric-H. Lachance, dans lequel acte de vente la propriété transportée est plus particulièrement décrite, à savoir:

1. Un certain emplacement ou lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, sous le numéro sept cent quarante-deux (No 742), de forme irrégulière, et contenant en superficie trois mille huit cent quatre-vingt-cinq pieds, plus ou moins; mesure anglaise, à distraire cependant dudit lot, un morceau de terre de forme triangulaire, de la contenance de trente-deux pieds en superficie, contenu dans les bornes suivantes: borné par un bout, au nord, par la rue Saint-Laurent, au nord-est par le numéro sept cent quarante et un, et au sud-est par la partie dudit lot No 742, en premier lieu mentionné.

2. Un autre emplacement ou morceau de terres de forme triangulaire, faisant partie du lot numéro sept cent quarante et un (No 741), de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, contenant ce morceau de

Under the winding up Act.

Canada, province of Quebec, district of Beauharnois, No. 184. Superior Court. In the matter of La compagnie "Chateau Salaberry, limitée", in liquidation; and J.-Alphonse Turcotte and Edouard Merrill, joint liquidators.

Notice is hereby given that there has been deposited at the office of the liquidators of the said company in liquidation, No. 97 Saint James street, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before Louis-A. Derôme, notary public, the twenty second day of December, 1916, and numbered 9220, of the minutes of said notary, from la compagnie du Château Salaberry, limitée, in liquidation, to Frederic-H. Lachance, in which deed of sale the property conveyed is more particularly described as follows, to wit:

1. A certain emplacement or lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the town of de Salaberry de Valleyfield, under the number seven hundred and forty two (742), of irregular figure, containing in superficies three thousand eight hundred and eighty five feet, more or less, english measure; to be deducted from said lot, a parcel of land of triangular figure, containing thirty two feet in superficies, contained in the following boundaries: bounded at one end, to the north, by Saint Lawrence street; to the north east by lot number seven hundred and forty one, and to the south east by the part of said lot No. 742, above described.

2. Another emplacement or parcel of land, of irregular figure, being part of lot number seven hundred and forty one (741), of the town of de Salaberry-de-Valleyfield, containing said parcel

terre, dix-sept pieds en superficie et contenu dans les bornes suivantes: au nord-ouest par la ligne de division entre les lots sept cent quarante et un et sept cent quarante-deux, à un point, seize pieds de la rue Saint-Laurent, à l'autre bout, du côté sud-est et du côté nord-est par le reste dudit numéro sept cent quarante et un, et du côté sud par ledit numéro sept cent quarante-deux.

3. Un autre emplacement connu et désigné sous le numéro sept cent trente-huit, des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, contenant, ce lot de terre, deux mille sept cent quatre-vingt-dix pieds en superficie—avec les bâtisses érigées sur lesdits terrains.

4. Un emplacement de forme irrégulière, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, sous le numéro sept cent quarante et un (No 741), contenant deux mille pieds en superficie, mesure anglaise—avec les bâtisses dessus construites.

A distraire dudit terrain un morceau de terres de forme triangulaire, contenant dix pieds en superficie, et contenu dans les bornes suivantes, savoir: au nord-ouest par la ligne de division entre les lots Nos 741 et 742, à un point seize pieds de la rue en front, du côté nord-est par le reste dudit lot No 741, et du côté sud par ledit lot No 742.

A distraire davantage dudit terrain un morceau à prendre environ cinq pieds de largeur à environ cinquante pieds à l'est de la rue Saint-Laurent, sur la ligne de division présente de la propriété à aller en pointe vers l'ouest jusqu'à environ trente-quatre pieds de la rue Saint-Laurent, et comprenant tout le terrain de surplus qui a été pris par Dame Emélie Hay, épouse de Joseph Hurtubise, pour la construction de la buvette (bar-room) de l'ancien hôtel "Du Palais", qui a été incendié il y a quelques années, et qui était situé au sud du terrain présentement vendu sur le lot No 742.

5. Un morceau de terre de forme triangulaire, faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite ville de Salaberry-de-Valleyfield, sous le numéro sept cent quarante-deux (No 742), de la contenance de trente-deux pieds en superficie, et contenu dans les bornes suivantes, savoir: borné au nord par la rue Saint-Laurent, au nord-est par le lot numéro 741, et au sud-est par le reste dudit lot No 742—avec les bâtisses dessus construites.

Et de plus prenez avis que le certificat du régistreur sur ladite propriété immobilière a aussi été déposé chez lesdits liquidateurs, à leur bureau à Montréal.

Que la propriété immobilière ci-haut décrite a été possédée et détenue par la compagnie du Château Salaberry, limitée, depuis le 3 février 1915 et que, antérieurement à cette date, ladite propriété a été détenue et possédée par monsieur Joseph-Frédéric-Rodrigue Leduc, entrepreneur, de Saint-Timothée, depuis le 10 mars 1914, et que, précédemment, ladite propriété a été détenue et possédée par monsieur Julien Lefort, de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Que lesdits acte de vente et certificat du régistreur ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants des statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions desdits articles, et afin de donner à ladite vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

of land, seventeen feet in superficies; and contained in the following boundaries to the north west by the division line between lots Nos. 741 and 742, at one point, sixteen feet from Saint Lawrence street, at the other end, to the south east and north east side by the residue of said lot No. 741, and on the south side by the lot No. 742.

3. Another emplacement known and designated under the number seven hundred and thirty eight (738), of the official plan and book of reference of the town of de Salaberry-de-Valleyfield, containing, said lot of land, two thousand seven hundred and ninety feet in superficies—with the buildings erected on said emplacements.

4. An emplacement of irregular figure, known and designated on the official plan and book of reference of the town of de Salaberry-de-Valleyfield, under the number seven hundred and forty one (741), containing two thousand feet in superficies, english measure—with the buildings thereon erected.

To be deducted from said emplacement a parcel of land, of irregular figure, containing ten feet in superficies and contained in the following boundaries: to the north west by the division line between lots Nos. 741 and 742, at one point sixteen feet of the front street, to the north east side by the residue of said lot No. 741, and to the south side by said lot 742.

To be further deducted from said emplacement, a parcel of land to be taken about five feet wide to about fifty feet east of Saint Lawrence street, on the actual division line of the property pointing towards the west up to about thirty four feet from Saint Lawrence street, and comprising all the surplus ground taken by Dame Emélie Hay, widow of Joseph Hurtubise, for the construction of the bar room of the old "Hotel du Palais", which was burned a few years ago, and which was situated south of the ground presently sold on the lot bearing No. 742.

5. A parcel of land of triangular figure, being part of lot known and designated on the official plan and book of reference of the town of de Salaberry-de-Valleyfield, under the number seven hundred and forty two (742), containing thirty two feet in superficies, and contained in the following boundaries; bounded to the north by Saint Lawrence street, to the north east by lot No. 741, and to the south east by the residue of said lot No. 742—with the buildings thereon erected.

And further take notice that the registrar's certificate of search against the said immoveable property has also been deposited with the said liquidators, at their office in Montreal.

That this immoveable property above described has been owned and possessed by "La compagnie du Château Salaberry, limitée", from the 3rd of February, 1915, and that, prior to that date, the said property was owned and possessed by Mr. Joseph-Frédéric-Rodrigue Leduc, contractor, residing in the village of Saint Timothée from the 10th of March, 1914, and previously the said property was owned and possessed by Mr. Julien Lefort, of the city of Salaberry-de-Valleyfield.

That the said deed of sale and registrar's certificate have been so deposited and in pursuance of the provisions of articles 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles, and for the purposes of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Daté en la cité de Montréal, dans la province de Québec, ce neuvième jour de janvier 1917.

Les liquidateurs-conjoints,
J.-A. TURCOTTE,
E. MERRILL.

207—10-4

En vertu de la loi des liquidations

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 80. Dans l'affaire de La Compagnie Fournier Limitée, en liquidation; et Joseph Alphonse Turcotte, liquidateur.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé chez J.-Alphonse Turcotte, liquidateur de ladite compagnie en liquidation, à son bureau, 97 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, un certain acte de vente passé devant Hercule Gohier, notaire public, le seizième jour de novembre 1916, sous le numéro 4833 des minutes dudit notaire, de la part de la Compagnie Fournier, limitée, en liquidation, à F. Tremblay & Compagnie, dans lequel acte de vente la propriété transportée est plus particulièrement décrite, à savoir:

Trois lots de terre ayant front sur la Deuxième avenue, au coin de la rue Victoria, en la ville de Lachine, connus sous les numéros soixante et un, cinquante-quatre et cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro neuf cent seize, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine—avec bâtisses dessus érigées et toutes les machineries, outillages généralement quelconques situés dans et sur lesdits immeubles, et étant immeubles par destination.

Et de plus prenez avis que le certificat du régistrateur sur ladite propriété immobilière a aussi été déposé chez ledit liquidateur à son bureau à Montréal.

Que la propriété immobilière ci-haut décrite a été possédée et détenue par la compagnie Fournier, limitée, depuis le 29 novembre 1913, et que, antérieurement à cette date, ladite propriété a été détenue et possédée par Monsieur Arthur Fournier, industriel, demeurant en la cité de Lachine, et Joseph-Idola Fournier, contremaître, demeurant en la cité de Montréal.

Que lesdits acte de vente et certificat du régistrateur ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants des statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions desdits articles, et afin de donner à ladite vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

Daté en la cité de Montréal, dans la province de Québec, ce trentième jour de novembre 1916.

Le liquidateur,
J.-A. TURCOTTE.

1369—11-5

Vente par Encan

Le 8 mai 1917, à Montréal, les compagnies de messageries Canadian, American et National vendront les effets non réclamés qu'elles détenaient antérieurement au 1er mars 1916, dans leurs divisions respectives.

Le surintendant de la compagnie Canadian Express,
N.-J. ROSS.

1435—12-6

Dated at the city of Montreal, in the Province of Quebec, this ninth day of January, 1917.

J.-A. TURCOTTE,
E. MERRILL.
Joint liquidators.

208—10-4

Under the winding up act.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 80. In the matter of "La Compagnie Fournier, Limitée", in liquidation; and Joseph Alphonse Turcotte, liquidator.

Notice is hereby given there has been deposited with J. Alphonse Turcotte, liquidator of the company in liquidation, at his office, 97 Saint James street, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before Hercule Gohier, notary public, the sixteenth day of November, 1916, and numbered 4833, of the minutes of said notary, from "La Compagnie Fournier, limitée", in liquidation, to F. Tremblay & Company, in which deed of sale the property conveyed is more particularly described as follows, to wit:

Three lots of land fronting on the Second avenue, at the corner of Victoria street, in the city of Lachine, known as Nos. sixty one, fifty four and fifty five of the official subdivision of lot No. nine hundred and sixteen (916-61, 54, 55) of the official plan and book of reference for the parish of Lachine—with the buildings thereon erected, and all the machineries, tools, and whatsoever therein contained and being immovable by destination.

And further take notice that the Registrar's certificate of search against the said immovable property has also been deposited with the said liquidator, at his office, in Montreal.

That this immovable property above described has been owned and possessed by "La Compagnie Fournier, limitée", from the 29th November, 1913, and that, prior to that date, the said property was owned and possessed by Messrs. Arthur Fournier, manufacturer, residing in the city of Lachine, and Joseph Idola Fournier, foreman, residing in the city of Montreal.

That the said deed of sale and registrar's certificate have been so deposited and in pursuance of the provisions of Articles 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles and for the purposes of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at the city of Montreal, in the province of Quebec, this thirtieth day of November, 1916.

J.-A. TURCOTTE,
Liquidator.

1370—11-5

Auction Sale

On 8th May, 1917, at Montreal, the Canadian, American and National Express Companies will sell unclaimed shipments which have been on hand since previous to March 1st, 1916, in their respective divisions.

N.-J. ROSS,
Superintendent, Canadian Express Company.
1436—12-6

Vente par Licitation

District de Joliette, No 7649, cour supérieure. Charles Loiseau, demandeur; vs Joseph Loiseau *et al*, défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Joliette, dans le district de Joliette, le dixième jour de mars 1917, dans une cause dans laquelle Charles Loiseau, cultivateur, de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, dans le district de Joliette, est demandeur, et Joseph Loiseau et Constant Loiseau, tous deux de la dite paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, dans le district de Joliette, Omer Loiseau, de la cité et du district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité de curateur à Dame Léda Loiseau, fille majeure, de la cité et du district de Montréal, Arthur Loiseau et Amédée Désilets, tous deux de la cité d'Edmonton, dans la province d'Alberta, Napoléon Clermont, de la Côte-des-Neiges, dans la cité et le district de Montréal, Joseph Joly et Dame Georgianna Joly, fille majeure, tous deux de la ville et du district de Joliette, Charles Joly, de la paroisse de Sainte-Elisabeth, district de Joliette, Aristide Joly, de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, district de Joliette, Octavien Forget et Charles-Edouard Forget, tous deux de la paroisse de Sainte-Elisabeth, district de Joliette, Dame Marie-Louise Lemire, fille majeure, de la cité et du district de Montréal, Joseph Désilets, de la cité de Duluth, dans le Minnesota, l'un des états-unis d'Amérique, Georges Désilets et Louis Désilets, tous deux de la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté d'Essex, dans la province d'Ontario, Dame Georgianna Loiseau, de la dite paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare, district de Joliette, épouse de Adélard Lamontagne, cultivateur, du même lieu, et le dit Adélard Lamontagne, à l'effet seulement d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Dame Georgianna Clermont, de la cité et du district de Montréal, épouse de Louis Caron, facteur, du même lieu, et le dit Louis Caron à l'effet seulement d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Dame Marie Sophie Clermont, de la cité et du district des Trois-Rivières, épouse de Dieudonné Chênevert, employé de chemin de fer, du même lieu, et le dit Dieudonné Chênevert, à l'effet seulement d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Dame Emélie Joly, de la paroisse de Saint-Paul, district de Joliette, épouse de Saul Forest, cultivateur, du même lieu, et le dit Saul Forest, à l'effet seulement d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Dame Emma Désilets, de la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté d'Essex, dans la province d'Ontario, veuve de Georges Desfossés, en son vivant, cultivateur, du même lieu, Dame Eugénie Désilets, de Ruscom Station, dans le comté d'Essex, dans la province d'Ontario épouse de Pierre Levasseur, cultivateur, du même lieu, et le dit Pierre Levasseur, à l'effet seulement d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Dame Henriette Désilets, de la ville de Windsor, dans la province d'Ontario, épouse de Joseph Levasseur, artisan, du même lieu, et le dit Joseph Levasseur, à l'effet seulement d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Amédée Loiseau, Parfait Loiseau, Alfred Loiseau, Ernest Clermont, Octavien Joly, Constant Désilets, Charles Désilets et Ludger Désilets, tous absents de cette province, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: les lots Nos 193 et 234 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérissseur, le

Sale by Licitation

District of Joliette, No. 7649. Superior Court. Charles Loiseau, plaintiff; vs Joseph Loiseau *et al*, defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Joliette, in the district of Joliette, on the tenth day of March, 1917, in a cause wherein Charles Loiseau, farmer, of the parish of Saint Ambroise de Kildare, in the district of Joliette, is plaintiff, and Joseph Loiseau and Constant Loiseau, both of said parish of Saint Ambroise de Kildare, in the district of Joliette, Omer Loiseau, of the city and district of Montreal, both personally and in his quality of curator to Dame Léda Loiseau, spinster, of the city and district of Montreal, Arthur Loiseau and Amédée Désilets, both of the city of Edmonton, in the province of Alberta, Napoléon Clermont, of Côte-des-Neiges, in the city and district of Montreal, Joseph Joly and Dame Georgianna Joly, spinster, both of the town and district of Joliette, Charles Joly, of the parish of Sainte Elizabeth, district of Joliette, Aristide Joly, of the parish of Saint Charles Borromée, district of Joliette, Octavien Forget, and Charles Edouard Forget, both of the parish of Sainte Elizabeth, district of Joliette, Dame Marie-Louise Lemire, spinster, of the city and district of Montreal, Joseph Désilets, of the city of Duluth, in the state of Minnesota, one of the united states of America, Georges Désilets and Louis Désilets, both of the parish of Saint Joachim, in the county of Essex, in the province of Ontario, Dame Georgianna Loiseau, of the said parish of Saint Ambroise de Kildare, district of Joliette, wife of Adélard Lamontagne, farmer, of the same place, and the said Adélard Lamontagne, for the sole purpose of authorizing his said wife for the purposes hereof, Dame Georgianna Clermont, of the city and district of Montreal, wife of Louis Caron, mail carrier, of the same place, and the said Louis Caron, for the sole purpose of authorizing his said wife for the purposes hereof, Dame Marie Sophie Clermont, of the city and district of Three Rivers, wife of Dieudonné Chênevert, railway employee, of the same place, and the said Dieudonné Chênevert, for the sole purpose of authorizing his said wife for the purposes hereof, Dame Emélie Joly, of the parish of Saint Paul, district of Joliette, wife of Saul Forest, farmer, of the same place, and the said Saul Forest for the sole purpose of authorizing his said wife for the purposes hereof, Dame Emma Désilets, of the parish of Saint Joachim, in the county of Essex, in the province of Ontario, wife of Pierre Levasseur, farmer, of the same place, and the said Pierre Levasseur, for the sole purpose of authorizing his said wife, Dame Henriette Désilets of the town of Windsor, in the province of Ontario, wife of Joseph Levasseur, workman, of the same place and the said Joseph Levasseur, for the sole purpose of authorizing his said wife for the purposes hereof, Amédée Loiseau, Parfait Loiseau, Alfred Loiseau, Ernest Clermont, Octavien Joly, Constant Désilets, Charles Désilets and Ludger Désilets, all absentees from this province, are defendants, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit: the lots Nos. 193 and 234 of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Ambroise de Kildare, will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY FIFTH day of APRIL, 1917, sitting the court, in the court room of the court house, at Joliette, subject to the charges clauses and conditions contained in the list of

VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL 1917, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Joliette, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire de la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les avocats et procureurs du demandeur,
LADOUCEUR & TELLIER.
Joliette, 13 mars 1917. 1367—11-2

charges deposited with the prothonotary of said court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication and, failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will before closed from the right of so doing.

LADOUCEUR & TELLIER,
Advocates and Attorneys for plaintiff.
Joliette, 13th March, 1917. 1368—11-2

Vente pour taxes municipales.

Sale for municipal taxes

PROVINCE DE QUÉBEC.

VILLE D'IBERVILLE

Avis public est par les présentes donné, par J.-Emile Bourguignon, soussigné, secrétaire-trésorier, que le terrain ci-après désigné et les constructions sus-érigées seront vendus à l'enchère publique, VENDREDI, le TRENTIEME jour de MARS courant (1917), à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du soussigné, pour les taxes et charges dues à la ville d'Iberville, sur le lot de terre ci-après décrit et les constructions sus-érigées, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant le jour ci-dessus indiqué pour la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF IBERVILLE

Public notice is hereby given by J.-Emile Bourguignon, undersigned, secretary-treasurer, that the undermentioned lot of land together with all buildings erected thereon will be sold by public auction on FRIDAY, the THIRTIETH day of MARCH instant (1917), at TEN o'clock in the morning, at the office of the undersigned, for the taxes and charges due to the town of Iberville, upon the lot of land hereinafter described and the buildings erected thereon, unless the same be paid, with costs, before the day of sale hereinabove indicated.

Nom du propriétaire. — Name of owner	No du cadastre — Cadastral number	Taxes municip. — Municipal taxes	Taxes scolaires — School taxes	Autres charges — Other charges	Intérêt — Interest	Total
Israel Polunski et-and Dame Gerson Zudick.....	305	\$63.00	\$47.25	75c	\$5.58	\$116.58

Donné à Iberville, ce treizième jour de mars 1917.

Given at Iberville, this thirteenth day of March, 1917.

Le secrétaire-trésorier de la ville d'Iberville,

J.-E. BOURGUIGNON,

Secretary treasurer of the town of Iberville.

VENTES PAR LES SHÉRIFS ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Arthabaska, à savoir: } **EUGENE JULIEN & CIE LIMITEE**,
No 2253. }
demanderesse; contre **WILLIE CHEVANELLE ET AL**, défendeurs.

Comme appartenant au défendeur **Willie Chevanelle**:

1. Une terre située dans le troisième rang du canton de Bulstrode, connue et désignée au cadastre officiel de ce canton, comme étant la moitié est du lot No 166—avec les bâtisses dessus construites.

2. Un autre emplacement situé au village de Saint-Rosaire, faisant partie du lot No 7 du cinquième rang du canton de Bulstrode, de la contenance d'environ 100 pieds de front sur environ un arpent de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel de ce canton comme étant partie du lot No 277—avec une maison, une boulangerie et autres dépendances dessus construites; borné en front au chemin de front, en arrière et à l'ouest à Wilfrid Jutras, et à l'est à Edouard Houle, —avec toutes les machineries et outils à l'usage de la boulangerie.

Pour être, le premier immeuble dessus désigné, vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne-du-Sault (Daveluyville), le **VINGT-SIXIEME** jour d'**AVRIL** prochain (1917), à **DIX** heures de l'avant-midi; et le second immeuble dessus désigné, vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Saint-Rosaire, le **VINGT-SIXIEME** jour d'**AVRIL** prochain (1917), à **DEUX** heures de l'après-midi.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD,

Bureau du shérif.

Arthabaska, 20 mars 1917. 1529—12-2
[Première publication, 24 mars 1917].

MANDAT DES CURATEURS

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **UDGER LABBÉ**,
No 24. } **Insolvable**; et
BEDARD & BELANGER, Curateurs.

Comme appartenant au failli:

1. Un terrain étant le No 185 et la moitié ouest du No 186 du cadastre officiel du canton de Bulstrode—avec circonstances et dépendances.

2. Une maison construite sur la moitié ouest du lot No 14, dans le septième rang du canton de Bulstrode, maintenant désigné comme étant la $\frac{1}{2}$ ouest du lot No 376 du cadastre du dit canton; le terrain appartenant au gouvernement.

3. Un terrain faisant partie du lot No 327 du cadastre officiel du canton de Bulstrode — avec un poulailler de 20 x 150 pieds dessus construits, contenant un arpent et quart de front sur deux arpents de profondeur; borné en front à la route Hodges, des deux côtés et en arrière à Léopold Marcotte.

Pour être, les deux premiers immeubles dessus désignés, vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire, le **VINGT-SIXIEME** jour d'**AVRIL** prochain (1917), à **DIX** heures et **DEMIE** de l'avant-midi; et le troisième

SHERIFFS' SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior court.—District of Quebec.

Arthabaska, to wit: } **EUGENE JULIEN & CO. LTD**, Plaintiff;
No. 2253. }
against **WILLIE CHEVANELLE ET AL**, Defendants.

As belonging to the defendant **Willie Chevanelle**:

1. A land situated in the third range of the township of Bulstrode, known and designated to the official plan and book of reference of the said township, as being the east half of lot No. 166—with the buildings thereon erected.

2. An emplacement situated in the village of Saint Rosaire, forming part of lot No. 7 of the fifth range of the township of Bulstrode, containing about 100 feet in front by about one acre in depth, known and designated upon the said official plan and book of reference of the said township of Bulstrode, as being a part of lot No. 277—with a house, bakery and other buildings thereon erected; bounded in front by the front road, in rear and to the west by Wilfrid Jutras, and to the east by Edward Houle,—with all machines, machineries and tools belonging to the said bakery.

The first immoveable above described to be sold at the parochial church door of Sainte Anne du Sault Daveluyville, the **TWENTY SIXTH** day of **APRIL** next, (1917), at **TEN** o'clock in the forenoon; and the second immoveable above described, to be sold at the parochial church door of Notre Dame du Saint Rosaire, on the same day the **TWENTY SIXTH** day of **APRIL**, (1917), at **TWO** o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 20th March, 1917. 1530—12-2
[First publication, 24th March, 1917].

WARRANT OF THE CURATORS

Superior court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **UDGER LABBÉ**, In-
No. 24. } **solvent**; and **BEDARD & BELANGER**, Curators.

As belonging to the insolvent:

1. A land being the No. 185 and the west half of lot No. 186 of the official plan and book of reference of the township of Bulstrode—circumstances and dependencies.

2. A house constructed on the west half of lot No. 14, in the seventh range of the township of Bulstrode, now designated as being the west $\frac{1}{2}$ of lot No. 376 of said official plan; the land belonging to the government.

3. A land forming part of the lot No. 327 of the official plan and book of reference of the township of Bulstrode—with a hen-house of 20 x 150 feet thereon erected, containing one acre and one quarter in front by two acres in depth; bounded in front by the Hodges' by-road, on both sides and in rear by Léopold Marcotte.

To be sold, the two first immoveables above described, to the parochial church door of Notre-Dame-du-Saint-Rosaire, the **TWENTY SIXTH** day of **APRIL** next, (1917), at **HALF PAST TEN** o'clock in the forenoon; and the third immoveable

immeuble dessus désigné, vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne-du-Sault (Daveluyville), le même jour (26 avril 1917), à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 22 mars 1917. 1531—12-2
[Première publication, 24 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **ARTHUR LAM-**
No 128. } **BERT**, deman-
deur; contre **FONCIERE VICTORIAVILLE**
LIMITEE, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

Une terre située dans la ville de Victoriaville, et étant les lots Nos 99 et 100, du cadastre officiel de la partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Sainte-Victoire—avec bâtisses y érigées, maintenant connue et désignée comme étant les lots Nos 1 à 178 de la subdivision dudit lot No 99 et les lots Nos 1 à 257 de la subdivision dudit lot No 100; à distraire de ce que dessus tous les emplacements sous charge de baux à loyer et les emplacements suivants desdites subdivisions, savoir: les lots Nos 28, 33, 45, 61, 82, 83, 95, 121, 137, 159, 160, 164, 165, 215, 216 et 217, de la subdivision du lot No 100, et les lots Nos 7, 8, 9 et 10 de la subdivision dudit lot 99; à distraire, de plus, de la partie de ladite terre connue sous le nom de "Erablière de la sucrerie Perrault", et faisant partie des lots Nos 99 et 100, les emplacements des chalets J.-A. Bergeron, J.-E.-C. Giroux et du club de Victoriaville.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire-d'Arthabaska (Victoriaville), le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain (1917), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 2 mars 1917. 1015—9-2
[Première publication, 3 mars 1917.]

BEDFORD

Cour supérieure

Dans et pour le district de Saint-Hyacinthe.

Province de Québec, } **JOSEPH-ANDRÉ**
District de Bedford. } **DUBREUIL**, de-
No 13. } mandeur; vs les meubles
et immeubles de **ROMUALD JARRY**, défendeur.
Saisi en exécution sur ledit défendeur.

Le lopin de terre situé dans le canton Roxton, dans le district de Bedford, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton Roxton comme faisant partie du lot du cadastre numéro six cent quarante-cinq (Pt. 645), mesurant cinquante acres de superficie, plus ou moins—avec toutes les améliorations qui s'y trouvent; borné comme suit, à savoir: à l'ouest par le chemin du Roi, à l'est par la propriété d'Augustin Sabourin, au nord par un chemin privé, et au sud par les terres de Wilfrid Deslauriers,

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Roxton, au village de Roxton-Falls, district de Bedford, le

3

above described, to be sold at the parochial church door of Sainte-Anne-du-Sault (Daveluyville), on the same day (April 26th, 1917), at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

J.-E. GIROUARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 22nd March, 1917. 1532—12-2
[First publication, 24th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **ARTHUR LAM-**
No 128. } **BERT**, plaintiff;
against **FONCIERE VICTORIAVILLE LIM-**
ITEE, defendant.

As belonging to the defendant:

A certain piece of land situated in the town of Victoriaville and being the lots Nos. 99 and 100, of the official plan and book of reference of that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte Victoire—with the buildings thereon erected, now known and described as being the lots Nos 1 to 178 of the subdivision of the said lot No. 99, and the lots Nos. 1 to 257, of the subdivision of said lot No. 100; to be deducted of the above land all the emplacements ceded under leases and the following emplacements of the said subdivisions, to wit: the lots Nos. 28, 33, 45, 61, 82, 83, 95, 121, 137, 159, 160, 164, 165, 215, 216 and 217, of the subdivision of said lot No. 100, and the lots Nos. 7, 8, 9 and 10, of the subdivision of said lot No. 99; to take off, moreover, the part of the said land known as "Erablière de la sucrerie Perrault", and forming part of said lots Nos. 99 and 100, the emplacements of the cottages belonging to J.-A. Bergeron, J.-E.-C. Giroux and The Victoriaville Club.

To be sold at the parochial church door of Sainte Victoire of Arthabaska (Victoriaville), the FOURTH day of APRIL next (1917), at TEN o'clock in the forenoon.

J.-E. GIROUARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 2nd March, 1917. 1016—9-2
[First publication, 3rd March, 1917.]

BEDFORD

Superior Court.

In and for the district of Saint Hyacinthe.

Province of Québec, } **JOSEPH-ANDRÉ**
District of Bedford. } **DUBREUIL**, plain-
No 13. } tiff; vs the goods and
lands of **ROMUALD JARRY**, defendant.

Taken in execution as belonging to the said defendant.

That certain piece of land situated in the township of Roxton, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Roxton as part of cadastral lot number six hundred and forty five (Pt. 645), containing fifty acres, in superficies, more or less, with all improvements thereon; bounded as follows, to wit: on the west by the King's highway, on the east by land owned by Augustin Sabourin, on the north by a private road, and on the south by the lands of Wilfrid Deslauriers.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Jean-Baptiste-de-Roxton, at the village of Roxton-Falls, district of Bedford, on the

VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, 1917, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

C.-B. JAMESON.

Bureau du shérif.

Sweetsburg, le 19 mars 1917. 1481—12-2
[Première publication, 24 mars 1917.]

TWENTY EIGHTH day of APRIL next, 1917, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

C.-J. JAMESON,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sweetsburg, 19th March, 1917. 1482—12-2
[First publication, 24th March, 1917.]

GASPÉ

Cour de Circuit.—District de Gaspé.

Percé, à savoir: } **L** A BANQUE NATIONALE, No 1899. } corporation légale, ayant son bureau-chef dans la cité de Québec, dans le district de Québec, et une succursale à Grande-Rivière, dans les comté et district de Gaspé, demanderesse; contre JOHN SMITH et ANDRE SMITH, tous deux de la municipalité de Cape-Cove, dans le comté de Gaspé, défendeurs.

Saisi sur le défendeur, John Smith:

Un emplacement situé dans la municipalité de Cape-Cove, dans le comté de Gaspé, connu et désigné aux plan et livre de renvoi du canton de Percé comme étant le lot numéro 913, rang B—sans bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph-du-Cap-d'Espoir, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain 1917, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

JAS.-T. TUZO.

Bureau du shérif, à Percé.

Le 15 mars 1917. 1425—12-2
[Première publication, 24 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de circuit.—New-Carlisle.

Canada.

Province de Québec, } **THE INTERNATIONAL HAR-**
District de Gaspé, } **VESTER COMPANY**
Comté de Bonaventure. } **OF CANADA, LIM-**
No 781. } **ITED,** demanderesse;
contre les terres et héritages de HORMISDAS CHARBONNEAU, défendeur.

Un lot de terre connu comme étant le lot No 6, dans le 4ième rang du chemin Kempt, dans la paroisse de Saint-André de Restigouche; borné à l'est par la ligne de séparation des 3è et 4è rangs du chemin Kempt, au sud par le lot No 5, du dit 4è rang du chemin Kempt, à l'ouest par la ligne entre les rangs Nos 4 et 5, chemin Kempt, au nord par le lot No 7, du dit 4è rang chemin Kempt, le dit lot mesurant cent acres, plus ou moins en superficie—avec une maison et une grange dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André-de-Restigouche, JEUDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain (1917), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif, C. B.,

W.-M. SHEPPARD.

Bureau du shérif,

New-Carlisle, 27 février 1917. 1045—9-2
[Première publication, 3 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Dans la cour de circuit.—District de Rimouski.

Province de Québec, } **L** EON D'AMOUR, de District de Rimouski. } la ville de Trois-Rivières, marchand, demandeur; contre les terres et tenements de

Circuit Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit: } **L** A BANQUE NATIONALE, No. 1899. } a body politic and corporate, having its chief place of business in the city of Quebec, in the district of Quebec, and a branch at Grand River, in the county and district of Gaspé, plaintiffs; against JOHN SMITH and ANDRE SMITH, both of the municipality of Cape-Cove, in the county of Gaspé, defendants.

Seized as belonging to the defendant, John Smith:

A lot of land situate in the municipality of Cape-Cove, in the county of Gaspé, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Percé as lot number 913, range B—without buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Joseph-du-Cap-d'Espoir, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next 1917, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JAS.-T. TUZO,

Sheriff.

Sheriff's office, Percé.

15th March, 1917. 1426—12-2
[First publication, 22nd March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court.—New-Carlisle.

Canada.

Province of Quebec, } **THE INTERNATIONAL HAR-**
District of Gaspé, } **VESTER COMPANY**
County of Bonaventure. } **OF CANADA LIM-**
No. 781. } **ITED,** plaintiff; a-
gainst the lands and tenements of HORMISDAS CHARBONNEAU, defendant.

A lot of land known as lot No. 6, in the 4th Kempt road range, in the parish of Saint André de Restigouche; bounded on the east by the line dividing Nos 3rd and 4th Kempt road ranges, on the south by lot No. 5, of the said 4th Kempt road range, on the west by the line between ranges No. 4 and 5, Kempt road ranges, on the north by lot No. 7, of the said 4th Kempt road range, said lot containing one hundred superficial acres, more or less—together with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint André-de-Restigouche, on THURSDAY, the TWELFTH day of APRIL next (1917), at the hour of ELEVEN in the forenoon.

W.-M. SHEPPARD,

Sheriff, C. B.

Sheriff's office,

New Carlisle, 27th February, 1917. 1046—9-2
[First publication, 3rd March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

In the Circuit Court.—District of Rimouski.

Province of Quebec, } **L** EON D'AMOUR, of District of Rimouski. } the town of Three Rivers, merchant, plain-
No. 3114. } tiff; against the lands and tenements of ANA-

ANACLET LAVOIE, de l'endroit appelé Saint-Benoît, dans le comté de Bonaventure; défendeur.

1. La partie est du lot No 6, dans le sixième rang de la rivière Restigouche, dans le canton Matapédia, mesurant soixante-quinze acres, plus ou moins, circonstances et dépendances; borné à l'est par la ligne de séparation des 5ième et 6ième rangs, rivière Restigouche, au sud par le lot No 8, du 6ième rang, rivière Restigouche, à l'ouest par la ligne entre les 6ième et 7ième rangs de la rivière Restigouche, et au nord par le résidu dudit lot.

2. Une scierie à vapeur, avec tous ses accessoires et dépendances, sise sur la portion est du lot No 7, dans le cinquième rang, rivière Restigouche.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexis-de-Matapédia, dans le comté de Bonaventure, JEUDI, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif, C. B.,

W.-M. SHEPPARD.

Bureau du shérif.

New-Carlisle, 15 février 1917. 957—9-2
[Première publication, 3 mars 1917.]

CLET LAVOIE, of the place called Saint Benoit, in the county of Bonaventure, defendant.

1. The east part of the lot No. 6, in the 6th range River Restigouche, in the township of Matapédia, containing seventy five acres, more or less—circumstances and dependencies; bounded on the east by the line dividing the 5th and 6th ranges, River Restigouche, on the south by lot No. 8, of the 6th range, River Restigouche, on the west by the line between the 6th 7th ranges of the river Restigouche, and on the north by the residue of said lot.

2. A steam saw-mill, with all its accessories and dependencies, erected on the east part of lot No. 7, on the 5th range, River Restigouche.

To be sold at the church door of the parish of Saint Alexis de Matapédia, in the county of Bonaventure, on THURSDAY, the TEWNTY NINTH day of MARCH next, at the hour of ELEVEN in the forenoon.

W.-M. SHEPPARD,

Sheriff. C. B.

Sheriff's office.

New Carlisle, 15th February, 1917. 958—9-2
[First publication, 3rd March, 1917.]

IBERVILLE

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Saint-Jean, à savoir: } P. POPLIGER, de-
No 2109. } mandeur; con re
SIMON GLAZER, de la cité et du district de
Montréal, défendeur.

Un morceau de terre situé dans la proisse de Saint-Paul-de-l'Isle-aux-Noix, connu et désigné comme étant partie d'un lot numéro quatre-vingt-un (81), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Valentin, et borné comme suit, savoir: à l'est par la rivière Richelieu, au sud par une lisière de terre de quarante huit pieds de largeur par toute la longueur du dit lot numéro quatre-vingt-un (81), appartenant à Toussaint et Joseph Martin, à l'ouest par les lots 82-83-84-85 et 86, et au nord par le chemin public—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul-de-l'Isle-aux-Noix, district d'Iberville, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain (1917), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

ARTHUR LASNIER.

Bureau du shérif.

Saint-Jean, 21 mars 1917. 1483—12-2
[Première publication, 24 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Saint John, towit: } P. POPLIGER, plain-
No. 2109. } tiff; against SIMON
GLAZER, of the city and district of Montreal, defendant.

A piece of land situated in the parish of Saint-Paul-de-l'Isle-aux-Noix, known and designated as being part of a lot number eighty one (81), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Valentin, and bounded as follows: to the east by the Richelieu river, to the south by a strip of land of forty eight feet in width by the whole length of said lot No. 81, belonging to Toussaint and Joseph Martin, to the west by lots 82-83-84-85-86, and to the north by the public road—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the said parish of Saint-Paul-de-l'Isle-aux-Noix, district of Iberville, on the TWENTY FOURTH day of APRIL next, (1917), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

The sheriff,

ARTHUR LASNIER.

Sheriff's office.

Saint Johns, 21st March, 1917. 1484—12-2
[First publication, 24th March, 1917.]

JOLIETTE

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.

Province de Québec, } S.-A. LAVALLEE,
District de Joliette, } demandeur; vs
No 7687. } J.-ADHEMAR MA-
Joliette, à savoir: } GNAN, défendeur.

Un emplacement connu et désigné comme faisant partie du numéro deux cent quatre-vingt-neuf (p. 289), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, où il est situé, contenant ledit emplacement cent un pieds et

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Québec, } S.-A. LAVALLEE,
District of Joliette, } plaintiff; vs J.-AD-
No. 7687. } HEMAR MAGNAN,
Joliette, to wit: } defendant.

All that certain emplacement known and designated as forming part of the lot number two hundred and eighty nine (pt. 289), of the official cadastral plan and book of reference of the town of Joliette, where it is situated, and

deux pouces de largeur, plus le surplus de largeur dudit emplacement sur lequel surplus se trouve construit le trottoir de la rue Notre-Dame, par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, et de là se retrécissant et n'ayant plus que quarante-six pieds et six pouces de largeur sur une profondeur additionnelle de trente-deux pieds, à ajouter le surplus de profondeur dudit terrain, étant le terrain dudit emplacement sur lequel est construit le trottoir de la Place Lavaltrie sur toute la largeur dudit terrain, le tout mesure anglaise, et plus ou moins; borné comme suit: en front par la Place Lavaltrie, au No 299 dudit cadastre, en profondeur partie par partie dudit No 289 restant à Edward Fiske, et partie par le No 290 dudit cadastre, d'un côté au nord-ouest par partie audit No 289, J.-A. Larochelle, et de l'autre côté au sud-est, partie par la rue Notre-Dame et partie par partie du No 289, Georges Desroches, ledit emplacement bâti de deux maisons en brique à trois étages occupées comme magasin avec hangar en bois.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Joliette, MARDI, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent dix-sept, à DIX heures avant-midi.

Le shérif,

JOSEPH GADOURY.

Bureau du shérif.

Joliette, 20 mars 1917.

1477—12-2

[Première publication, 24 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Joliette.

Province de Québec, }
No 7691.

Joliette, à savoir: }

AUG. CHARRETTE ET AL., défendeurs; et SIMON CHAPUT, curateur au délaissement.

Les lots Nos 235, 236, 237, 238 et 239 de la subdivision du lot No 2, des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Joliette, comme un seul héritage et en bloc.

Pour être vendus au bureau du shérif, à Joliette, MARDI, le TROISIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent dix-sept, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

JOSEPH GADOURY.

Bureau du shérif.

Joliette, 27 février 1917.

1003—9-2

[Première publication, 3 mars 1917.]

MONTCALM

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: }
No 1756.

CANADA STOVE & FURNITURE COMPANY, LIMITED, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Saint-Laurent, district de Montréal, demanderesse; vs WILFRID GAUDET, des cité et district de Montréal, défendeur.

Un lopin de terre faisant partie du lot numéro deux du rang "D" du canton Joly, contenant environ soixante-pieds par cent pieds; borné au nord par le chemin de fer du Pacifique Canadien, au sud par le chemin public, à l'est par une propriété appartenant à Dame Sophie Daignault, à l'ouest par une propriété appartenant à Church.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de la Nativité-de-Labelle, au village de

containing, said emplacement, one hundred and one feet, two inches in width, plus the surplus width of said emplacement on which surplus width the sidewalk of Notre Dame street is built, by eighty five feet in depth, thence measuring only forty six feet and six inches in width by an additional depth of thirty two feet, to be added the surplus depth of said emplacement, being the ground on which the sidewalk of Lavaltrie Place is built along the whole width of said emplacement, the wholeen glish measure, and more or less; bounded as follows: in front by Lavaltrie Place, or No. 299 of said cadastre, in rear partly by part of said lot No. 289 owned by Edward Fiske, and partly by the lot No. 290, of said cadastre, on one side to the north west by part of said lot No 289, J. A. Larochelle, and on the other side to the south east, partly by Notre Dame street and partly by part of No. 289, Georges Desroches—with two brick houses, three sto ies high, used as a store and wooden shed.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Joliette, on TUESDAY, the TWENTY FOURTH day of APRIL, one thousand nine hundred and seventeen, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff.

Sheriff's office.

Joliette, 20th March, 1917.

1478—12-2

[First publication, 24th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Joliette.

Province of Quebec, }
No. 7691.

Joliette, to wit: }

J.-B.-A. RICHARD, plaintiff; vs AUG. CHARRETTE ET AL., defendants and SIMON CHAPUT, curator to the surrender.

The lots Nos. 235, 236, 237, 238 and 239, of the subdivision of the lot No. 2, of the official plan and book of reference of the town of Joliette, as one single plot of land en bloc.

To be sold at the office of the sheriff, at Joliette, on TUESDAY, the THIRD day of APRIL, one thousand nine hundred and seventeen, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff.

Sheriff's office.

Joliette, 27th February, 1917.

1004—9-2

[First publication, 3rd March, 1917.]

MONTCALM

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: }
No. 1756.

CANADA STOVE FURNITURE COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate, having its chief place of business at Saint Laurent, district of Montreal, plaintiff; vs WILFRID GAUDET, of the city and district of Montreal, defendant.

That certain parcel of land forming part of the lot number two of range "D" of the township of Joly, containing about sixty feet by one hundred feet; bounded on the north by the Canadian Pacific Railway, on the south by the public road, on the east by the property belonging to Dame Sophie Daignault, on the west by the property belonging to Church.

To be sold at the church door of the parish of la Nativité-de-Labelle, at the village of Labelle,

Labelle, SAMEDI, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL 1917, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

RODOLPHE ROBERT.

Bureau du shérif.

Mont-Laurier, 17 mars 1917. 1419—12-2
[Première publication, 24 mars 1917.]

on SATURDAY, the TWENTY EIGHTH day of APRIL, 1917, at TEN o'clock in the forenoon.

RODOLPHE ROBERT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Mont-Laurier, 17th March, 1917. 1420—12-2
[First publication, 24th March, 1917.]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de circuit.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } **A** MÉDÉE BELAN-
No 2129. } GER, négociant,
de Saint-Pamphile, demandeur; contre URBAIN
THIBAUT, FILS, du même lieu, défendeur.

Tous les droits du défendeur sur un terrain situé sur le quatrième rang du canton Dionne, dans le comté de L'Islet, contenant un arpent et huit perches de front sur la profondeur du lot; borné à l'est par Flavien Chouinard, au sud par la route appelée rang du Gagnon, à l'ouest par Urbain Thibault, père, au nord par la profondeur du lot, connu et désigné comme étant partie du lot numéro dix-huit (18), du susdit rang, avec réserve de la coupe de bois en faveur de Flavien Chouinard—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pamphile, le VINGT-CIN-
QUIEME jour d'AVRIL prochain 1917, à DIX
heures du matin.

Le shérif,

GEO. ROY.

Bureau du shérif.

Montmagny, 20 mars 1917. 1479—12-2
[Première publication, 24 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Montmagny, to wit: } **A** MÉDÉE BELAN-
No. 2129. } GER, trader, of
Saint Pamphile, plaintiff; against URBAIN
THIBAUT, JUNIOR, of the same place, defend-
ant.

The whole of the rights of the defendant to and in a lot of land situate in the fourth range of the township Dionne, in the county of L'Islet, containing one arpent and eight perches in front by the depth of the lot; bounded on the east by Flavien Chouinard, on the south by the road called du Gagnon range, on the west by Urbain Thibault, sr., on the north by the depth of the lot, known and designated as being part of lot number eighteen (18), of the aforesaid range, with reserve of the cut of timber in favor of Flavien Chouinard—with the building thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pamphile, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, 1917, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montmagny, 20th March, 1917. 1480—12-2
[First published, 24th March, 1917.]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE STANDARD LIFE**
No 4529. } ASSURANCE COM-
PANY, corporation légale constituée par loi du parlement impérial, ayant son bureau-chef à Edinbourg, Ecosse, et sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, demanderesse; v JOHN KNIFTON, es-qualité de curateur à la succession vacante de feu James H. Redfern, défendeur.

1. Le lot de terre ou emplacement connus et désignés sous le numéros deux de la subdivision du lot originaire numéro trois cent soixante-cinq (365-2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné en front au sud-est par la rue Sherbrooke (partie non subdivisée du lot 365), en arrière au nord-ouest par le No. 366-2, d'un côté au nord-est par le No 365-1, et de l'autre côté au sud-ouest par le No 365-3, mesurant 25 pieds de largeur par 121 pieds de profondeur, du côté nord-est, et 113 pieds du côté sud-ouest, contenant une superficie de 2.935 pieds, mesure anglaise.

2. Le lot de terre ou emplacement connu et désigné sous le numéro trois de la subdivision dudit cadastre (365-3); borné en front au sud-est par la rue Sherbrooke (partie non subdivisée du lot 365), en arrière au nord-ouest par le No

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE STANDARD LIFE**
No. 4529. } ASSURANCE COM-
PANY, a body politic duly incorporated by act of the Imperial Parliament, having its head office in Edinburgh, Scotland, and its chief place of business for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs JOHN KNIFTON, es-qualité of curator to the vacant estate of the late James H. Redfern, Defendant.

1. That certain lot of land or emplacement known and designated under number two of the subdivision of original lot number three hundred and sixty-five (365-2) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front towards the south east by Sherbrooke street (an unsubdivided portion of lot 365), in rear towards the north west by No. 366-2, on one side towards the north east by No. 365-1, and on the other side towards the south west by No. 365-3, measuring 25 feet in width by 121 feet in depth, on the north east side, and 113 feet on the south west side, containing 2,935 feet in superficies, english measure.

2. That certain lot of land or emplacement known and designated under number three of the subdivision of said cadastre (365-3); bounded in front towards the south east by Sherbrooke street (an unsubdivided portion of lot 365), in rear

366-3, d'un côté au nord-est par le No 365-2, et de l'autre côté au sud-ouest par 365-4, mesurant 25 pieds de largeur par 113 de profondeur du côté nord-est, et 99 pieds 9 pouces de profondeur du côté sud-ouest, et contenant une superficie de 2,659 pieds, mesure anglaise;

3. Le lot de terre ou emplacement connu et désigné sous le numéro quatre de la subdivision dudit cadastre (365-4), de forme irrégulière; borné en front au sud-est par la rue Sherbrooke (partie non subdivisée du lot 365), en arrière au nord-ouest par le No 366-4, d'un côté au nord-est par le No 365-3, et de l'autre côté au sud-ouest par l'avenue Rosemont, contenant une superficie de 5,831 pieds, mesure anglaise.

4. Le lot de terre ou emplacement connu et désigné sous le numéro deux de la subdivision du lot originaire numéro trois cent soixante-six (366-2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné à une extrémité au nord-est par le No 366-1, à l'autre extrémité au sud-ouest par le No 366-3, d'un côté au sud-est par le No 365-2, de l'autre côté au nord-ouest par le No 366-5 (une ruelle), mesurant 8 pieds de largeur par 25 pieds de longueur, et contenant une superficie de 200 pieds, mesure anglaise.

5. Le lot de terre ou emplacement connu et désigné sous le numéro trois de la subdivision dudit cadastre (366-3); borné à une extrémité au nord-est par le No 366-2, à l'autre extrémité au sud-ouest par le No 366-4, d'un côté au sud-est par le No 365-3, de l'autre côté au nord-ouest par le No 366-5 (une ruelle), mesurant 8 pieds de largeur par 25 pieds de longueur, et contenant une superficie de 200 pieds, mesure anglaise.

6. Le lot de terre ou emplacement connu et désigné sous le numéro quatre de la subdivision dudit cadastre (366-4); borné en front au sud-ouest par l'avenue Rosemont, en arrière au nord-est par les Nos. 366-3 et 366-5 (une ruelle), d'un côté au sud-est par le No. 365-4, et de l'autre côté au nord-ouest par le No 366-6), mesurent 20 pieds de largeur par 73 pieds 9 pouces de profondeur du côté sud-est, et 74 pieds de profondeur du côté nord-ouest, contenant une superficie de 1,477 pieds, mesure anglaise, avec droit de passage dans la ruelle en commun avec les autres y ayant droit, ladite ruelle ayant une ouverture sur l'avenue Mont-Plaisant.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif.

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 21 mars 1917. 1515—12-2

[Première publication, 24 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) LA CITÉ DE MONT-
No 33 (civ.)) RÉAL, corps léga-
lement constitué, ayant son principal établisse-
ment en la cité de Montréal, dit district, deman-
deresse; vs JAMES-A. O'GILVY, défendeur.

Un emplacement borné en front par une rue projetée et étant le lot de subdivision numéro trente-trois du lot numéro cent cinquante, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte-des-Neiges, dans cette partie dudit village aujourd'hui annexée à la cité de Montréal, et faisant partie du quartier Notre-Dame-de-Grâces, de ladite cité.

towards the north west by No. 366-3, on one side towards the north east by No. 365-2, and on the other side towards the south west by 365-4, measuring 25 feet in width by 113 feet in depth on the north east side, and 99 feet 9 inches in depth on the south west side, and containing 2,659 feet in superficies, english measure.

3. That certain lot of land or emplacement known and designated under number four of the subdivision of said cadastre (365-4), being of an irregular figure; bounded in front towards the south east by Sherbrooke street (an unsubdivided portion of lot 365), in rear towards the north west by No. 366-4, and on one side towards the north east by No. 365-3, and on the other side towards the south west by Rosemont Avenue, containing 5,831 feet in superficies, english measure.

4. That certain lot of land or emplacement known and designated under number two of the subdivision of original lot number three hundred and sixty-six (366-2) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded at one end towards the north east by No. 366-1, at the other end towards the south west by No. 366-3, on one side towards the south east by No. 365-2, on the other side towards the north west by No. 366-5 (a lane), measuring 8 feet in width by 25 feet in length, and containing 200 feet in superficies, english measure.

5. That certain lot of land or emplacement known and designated under number three of the subdivision of said cadastre (366-3); bounded at one end towards the north east by No. 366-2, at the other end towards the south west by No. 366-4, on one side towards the south east by No. 365-3, on the other side towards the north west by No. 366-5 (a lane), measuring 8 feet in width by 25 feet in length and containing 200 feet in superficies, english measure.

6. That certain lot of land or emplacement known and designated under number four of the subdivision of said cadastre (366-4); bounded in front towards the south west by Rosemont Avenue, in rear towards the north east by Nos. 366-3 and 366-5 (a lane), on one side towards the south east by No. 365-4, and on the other side towards the north west by No. 366-6, measuring 20 feet in width by 73 feet 9 inches in depth on the south east side, and 74 feet in depth on the north west side, containing 1,477 feet in superficies, english measure, with a right of passage in the lane in common with the others having rights thereon, said lane having an opening on Mount-Pleasant Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 21st March, 1917. 1516—12-2

[First publication, 24th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) THE CITY OF MON-
No. 33 (civ.)) TREAL, a body politic
and corporate, having head office in the city of
Montreal, said district, plaintiff; vs JAMES-A.
O'GILVY, defendant.

A lot of land bounded in front by a projected street and being lot subdivision number thirty three of lot number one hundred and fifty, or the official plan and book of reference for the village of Côte des Neiges, in that part of said village now annexed to the city of Montreal, and forming part of the Notre-Dame-de-Grâces ward, of the said city.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 19 mars 1917.

1517—12-2

[Première publication, 24 mars 1917.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 19th March, 1917.

1518—12-2

[First publication, 24th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **CITÉ DE WEST-**
No 2113. } **MOUNT**, corporation
légalement constituée, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans la cité de Westmount, dans le district de Montréal, demanderesse; vs ALPHONSE CHARLEBOIS, défendeur.

Partie des lots 21, 22, 22a et 23 du lot officiel No 383, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situé dans la cité de Westmount.

La partie du lot 21 mesure 23 pieds 6 pouces de largeur par 25 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; bornée en front par partie du lot No 22, ci-après décrit, en arrière par partie dudit lot No 21, appartenant aujourd'hui ou auparavant à Messieurs Aquin *et al*, de l'autre côté au nord-est par d'autres parties du même lot No 21.

La partie du lot No 22 mesure 23 pieds et 6 pouces de largeur par 25 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; bornée en front au sud-est par partie du lot No. 22a, ci-dessous décrit, en arrière au nord-ouest par la partie plus haut décrite du lot No. 21, d'un côté au sud-ouest par une autre partie du lot No 22, appartenant aujourd'hui et auparavant auxdits Aquin *et al*, de l'autre côté au nord-est par une autre partie du lot No. 22 appartenant aujourd'hui et auparavant auxdits Aquin *et al*.

La partie du lot No 22a mesure 23 pieds 6 pouces de largeur par 25 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; bornée en front au sud-est par partie du lot No 23 ci-après décrite, en arrière au nord-ouest par la partie ci-haut décrite du lot No 22, d'un côté au sud-ouest par une autre partie dudit lot No 22a, appartenant jadis et aujourd'hui auxdits Aquin *et al*, de l'autre côté au nord-est par une autre partie dudit lot No 22a.

La partie du lot No 23 mesure 23 pieds 8 pouces de largeur en front et 23 pieds 6 pouces de largeur, en arrière par 34 pieds 4 pouces de profondeur du côté sud-ouest, et 37 pieds 11 pouces de profondeur du côté nord-est; bornée en front au sud-est par la ruelle No 23a dudit lot officiel No 383, en arrière, au nord-ouest, par la partie plus haut décrite du lot No 22a, d'un côté au sud-ouest par une autre partie dudit lot No 23, appartenant jadis et aujourd'hui auxdits Aquin *et al*, de l'autre côté au nord-est par une autre partie dudit lot No 23, appartenant autrefois et maintenant auxdits Aquin *et al*.

Aussi un droit de passage perpétuel et conjoint avec lesdits Aquin *et al* et ceux à qui ils peuvent avoir concédé ce droit dans les ruelles Nos 23a, 7, 6, 6a du lot No 383, de même que dans d'autres ruelles composées de parties des lots Nos 20 et 21, avec l'obligation d'entretenir icelles ruelles en commun avec les autres personnes y ayant droit—avec les bâtisses dessus construites, lesdites parties de lots ne constituant qu'un seul emplacement, pour être vendues en bloc.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **CITY OF WESTMOUNT**,
No. 2113. } a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Westmount, in the district of Montreal, plaintiff; vs ALPHONSE CHARLEBOIS, defendant.

Parts of lots 21, 22, 22A and 23 of the official lot No. 383, on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, situated in the city of Westmount.

The part of lot 21 measures 23 feet 6 inches in width by 25 feet in depth, english measure, more or less; bounded in front by part of lot No. 22, hereinafter described, in rear by part of said lot No. 21, now or formerly belonging to Messrs. Aquin *et al*, on the other side to the north east by other parts of the same lot No. 21.

The part of lot No. 22 measures 23 feet 6 inches in width by 25 feet in depth, english measure, more or less; bounded in front to the south east by part of lot No. 22a, hereinafter described, in rear to the north-west by the part above described of lot No. 21, on one side to the south west by another part of lot No. 22, now or formerly belonging to said Aquin *et al*, on the other side to the north east by another part of lot No. 22, now or formerly belonging to said Aquin *et al*.

The part of lot No. 22a measures 23 feet 6 inches in width by 25 feet in depth, english measure, more or less; bounded in front to the south east by part of lot No. 23 hereinafter described, in rear to the north west by the part above described of lot No. 22, on one side to the south west by another part of said lot No. 22a, now or formerly belonging to said Aquin *et al*, on the other side to the north east by another part of said lot No. 22a.

The part of lot No. 23 measures 23 feet 8 inches in width in front and 23 feet 6 inches in width, in rear by 34 feet 4 inches in depth on the south west side line, and 37 feet 11 inches in depth on the north east side line; bounded in front to the south east by the lane No. 23a of said official lot No. 383, in rear to the north west by the part above described of lot No. 22a on one side to the south west by another part of said lot No. 23, now or formerly belonging to said Aquin *et al*, on the other side to the north east by another part of said lot No. 23, now or formerly belonging to said Aquin *et al*.

Also a right of passage in perpetuity in common with said Aquin *et al* and those to whom they may have given the right in the lanes Nos. 23a, 7, 6, 6a, of lot 383, as well as in other lanes composed of parts of lots Nos. 20 and 21, with the obligations to maintain the lanes in common with the other persons having rights therein—with the buildings thereon erected. The said parts of lots forming one plot of land, to be sold *en bloc*.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 21 mars 1917. 1519—12-2
[Première publication, 24 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **G**EOURGE-M. LOY &
No 5161. } **P**REBLE MAC-
INTOSH, ès-qual. de fidéicommissaires de Dame
Isabella-Gardiner McLaren, épouse de feu Alex-
ander Buntin, demandeurs; contre les terres et
tènements de SAMUEL BERLIND, MAX
USHER et GEORGES ST-GERMAIN, mais
actuellement détenus par Preble MacIntosh,
curator au délaisement de la propriété hypothé-
quée.

Deux lots de terre ayant front sur la rue Saint-
Urbain, en la cité de Montréal, mesurant quar-
ante-trois pieds de largeur en front et cinquante
pieds de profondeur, connus comme étant les
lots trois cent soixante et dix-neuf et trois cent
quatre-vingts (379 & 380), des plan et livre de
renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, de la
cité de Montréal—avec les bâtiments dessus
construits, portant les numéros civiques 282 à
288 de la rue Saint-Urbain.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL pro-
chain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 26 février 1917. 999—9-2
[Première publication 3 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J**-HECTOR CAMIRE,
No 23. } demandeur; contre
PAUL LARCHER, défendeur.

Un lot de terre borné en front par la rue Charle-
magne, connu et désigné sous le No huit cent
quarante (840) de la subdivision du lot originaire
No cent quatre-vingt-trois (183), des plan et livre
de renvoi officiels du village incorporé de la Côte
de la Visitation, avec droit de passage en commun
dans la ruelle sise en arrière et avec toutes les
bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le SEPTIEME jour d'AVRIL pro-
chain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 28 février 1917. 1049—9-2
[Première publication, 3 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J**EAN DE BOECK, de-
No 3982. } mandeur; vs DAME
BLANCHE DANAIS, épouse séparée de biens
de François-Xavier Gagnon, et ce dernier pour
autoriser son épouse, défenderesse.

Un lot de terre ou emplacement ayant front
sur la rue Papineau, en la cité de Montréal,
connu et désigné sous le numéro quatre cent
seize de la subdivision officielle du lot numéro
un, des plan et livre de renvoi officiels du village
incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec bâtisses
y érigées, numéros civiques 636 et 638, avenue
Papineau.

the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 21st March, 1917. 1520—12-2
[First publication, 24th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **G**EOURGE-M. LOY &
No. 5161. } **P**REBLE MAC-
INTOSH, *ès qualité* of trustees of Dame Isabella-
Gardiner McLaren, widow of the late Alexander
Buntin, Plaintiffs; against the lands and tene-
ments of SAMUEL BERLIND, MAX USHER
and GEORGES ST-GERMAIN, but now in
the hands of Preble MacIntosh, curator to the
surrender of the hypothecated property.

Two lots of land fronting on Saint Urbain
street, in the city of Montreal, containing forty
three feet in width in front and fifty feet in depth,
and known as lots three hundred and seventy
nine and three hundred and eighty (379 & 380),
on the official plan and book of reference of the
Saint Lawrence ward, of the city of Montreal—
with the buildings thereon erected known as
civic numbers 282 to 288 Saint Urbain street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FIFTH day of APRIL next, at ELEVEN
o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 26th February, 1917. 1000—9-2
[First publication, 3rd March, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J**-HECTOR CAMIRE,
No. 23. } plaintiff; against PAUL
LARCHER, defendant.

That certain lot of land fronting on Charle-
magne street, known and designated under the
number eight hundred and forty (840) of the
subdivision of original lot number one hundred
and eighty three (183), of the official plan and
book of reference of the incorporated village of
Côte de la Visitation, with a common right of
way in the lane lying in rear and with all the
buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the SEVENTH day of APRIL next, at
TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 28th February, 1917. 1050—9-2
[First published, 3rd March, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J**EAN DE BOECK, plain-
No. 3982. } tiff; vs DAME BLAN-
CHE DANAIS, wife separated as to property
of François-Xavier Gagnon, and the latter to
authorize his wife, defendants.

That certain lot of land or emplacement front-
ing on Papineau street, in the city of Montreal,
known and designated under number four hun-
dred and sixteen of the official subdivision of the
lot number one, of the official plan and book of
reference of the incorporated village of Saint-
Jean-Baptiste—with the buildings thereon erected,
bearing civic numbers 636 and 638, in Papineau
Avenue.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 28 février 1917.

1053—9-2

[Première publication, 3 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LOUIS ROGER**, de-
No 2654. } mandeur ; contre
RAOUL LACROIX, défendeur.

Un immeuble situé au coin des rues Logan et Ibergville, en la cité de Montréal, portant les numéros quarante-huit et quarante-neuf de la subdivision du lot numéro mille trois cent soixante-trois (1363-48 et 49), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites et leur dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 28 février 1917.

1051—9-2

[Première publication, 3 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **PHILIAS GUERTIN**,
No 2024. } demandeur ; vs
LOUIS DESHAIES, défendeur.

Un terrain ou emplacement situé au parc Jarry, faisant front sur la rue Mazarin, maintenant connu et désigné comme étant la subdivision officielle du lot No 602, du lot originaire No 3616, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant 25 pieds de largeur par 84 pieds de longueur, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, lesquelles portent les Nos civiques 165 à 169a de ladite rue Mazarin.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 28 février 1917.

1055—9-2

[Première publication, 3 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **WILLIAM HODGSON**,
No 183. } demandeur ; vs
DAME E. MARTIN ET AL., défendeurs.

Comme appartenant à Joseph-Elie Deslauriers, l'un des dits défendeurs:

Un morceau de terre faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro dix-huit cent vingt-deux (1822), au cadastre officiel de la paroisse de Vaudreuil, mesurant quatre cent pieds de largeur sur le chemin tel que déplacé, qui le borne en front, la ligne nord-ouest du dit morceau doit avoir son point de départ sur le chemin à trois cent quatre-vingt-quinze pieds de la ligne de division entre le village de Como et la paroisse de Vaudreuil, les deux lignes du dit morceau de terre devant se poursuivre parallèlement à partir du dit chemin tel que déplacé jusqu'à la ligne de division entre le dit lot No 1822 et le lot No 1821, il se trouve borné en front par le dit chemin tel que déplacé, en arrière par le lot No 1821, et de chaque côté par des parties du dit lot No 1822,

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 28th February, 1917.

1054—9-2

[First publication, 3rd March 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **LOUIS ROGER**, plaintiff;
No. 2654. } against **RAOUL LA-**
CROIX, defendant.

That certain immoveable situated at the corner of Logan and Ibergville streets, in the city of Montreal, bearing the numbers forty eight and forty nine of the subdivision of the lot number one thousand three hundred and sixty three. (1363-48 and 49), of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected and their dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 28th February, 1917.

1052—9-2

[First publication, 3rd March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **PHILIAS GUERTIN**,
No. 2024. } plaintiff; vs **LOUIS**
DESHAIES, defendant.

That certain lot of land or emplacement situated at Jarry Park, fronting on Mazarin street, now known and designated as being the official subdivision No. 602 of original lot No. 3616, of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring 25 feet in width by 84 feet in length, english measure, more or less—with the buildings thereon erected, which bear civic numbers 165 to 169a, in said Mazarin street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 28th February, 1917.

1056—9-2

[First publication, 3rd March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **WILLIAM HODGSON**,
No. 183. } plaintiff; vs **DAME**
E. MARTIN ET AL., defendants.

As belonging to Joseph-Elie Deslauriers, one of said defendants:

That certain parcel of land forming part of the lot known and designated under the number eighteen hundred and twenty two (1822), on the official cadastre of the parish of Vaudreuil, measuring four hundred feet in width on the road as now laid out which bounds it in front, the north west line of said parcel of land to have its starting point on the road three hundred and ninety five feet distant from the division line between the village of Como and the parish of Vaudreuil, both lines of said parcel of land to run parallelly from said road as now laid out to the division line between said lot No. 1822 and the lot No. 1821, and bounded, said parcel, in front by the said road as now laid out, in rear by the lot No. 1821, and on both sides by portions

la ligne nord-ouest de ce morceau de terre mesure quatre cent quarante-trois pieds.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Vaudreuil, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,
Montréal, 28 février 1917. 1057—9-2
[Première publication, 3 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE NATIONAL BREWERIES LIMITED**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demandeur; contre **J.-ARTHUR ARCHAMBAULT**, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Camille Thouin, en son vivant hôtelier, de Montréal, défendeur; et **Dme SARAH MAYER**, épouse de Delphis Charest, autrefois de Montréal, mais maintenant absent de cette province, *et al es-qual.*, mis-en-cause.

Un emplacement ayant front sur la rue Cadieux, au coin de la rue Duluth, dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, contenant soixante-et-dix-huit pieds (78) de front sur la rue Cadieux, quarante-sept pieds (47) sur la rue Duluth—avec maisons à deux étages sur le coin, contenant un restaurant et logement et autres maisons sur la rue Cadieux, contenant deux logements, deux magasins et autres dépendances dessus construites, portant les Nos 1194, 1196, 1198 et 1200, de la dite rue Cadieux, et les Nos 66 et 68 de la dite rue Duluth. Cet emplacement est composé de la plus grande partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro 96, sur les plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, dans le comté d'Hochelaga, et borné en front par la dite rue Cadieux, en arrière par le résidu du dit lot No 96; sur le dit plan, d'un côté par la dite rue Duluth, et d'un autre côté par le lot No 97, sur le même plan.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.
Montréal, 28 février 1917. 1059—9-2
[Première publication, 3 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L. LACHAPELLE**, demandeur; vs **ALBINI RACINE ET AL ES-QUAL.**, défendeurs.

Un immeuble borné en front par la rue De-LaRoche, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision du lot originaire numéro cinq (5-297), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec une maison et autres dépendances dessus construites, tel que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.
Montréal, 28 février 1917. 1061—9-2
[Première publication, 3 mars 1917.]

of said lot No. 1822, the north west line of this parcel of land measuring four hundred and forty three feet.

To be sold at the parochial church door of the parish of Vaudreuil, on the FIFTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 28th February, 1917. 1058—9-2
[First publication, 3rd March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE NATIONAL BREWERIES LIMITED**, a body politic and corporate, duly incorporated, having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; against **J.-ARTHUR ARCHAMBAULT**, in his capacity of testamentary executor of the late Camille Thouin, in his lifetime hotelkeeper, of Montreal, defendant and **DAME SARAH MAYER**, wife of Delphis Charest, heretofore of Montreal, and now absent from this province, *et al es-qual.*, mis-en-cause.

That certain emplacement fronting on Cadieux street, at the corner of Duluth street, in Saint Jean-Baptiste ward, containing seventy eight (78) feet in front on Cadieux street, forty seven (47) feet on Duluth street—with houses two stories high on the corner, containing a restaurant and dwelling and other houses on Cadieux street, containing two dwellings, two stores and other dependencies thereon erected, bearing Nos. 1194, 1196, 1198 and 1200, in said Cadieux street, and Nos. 66 and 68 in said Duluth street. Said emplacement being composed of the larger portion of the lot of land known and designated under number 96, on the official plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, in the county of Hochelaga, and bounded in front by said Cadieux street, in rear by the residue of said lot No. 96, on said plan, on one side by said Duluth street and on the other side by lot No. 97, on same plan.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 28th February, 1917. 1060—9-2
[First publication, 3rd March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **L. LACHAPELLE**, plaintiff; vs **ALBINI RACINE ET AL ES-QUAL.**, defendants.

That immovable fronting on De LaRoche street, in the city of Montreal, known and designated under number two hundred and ninety seven of the subdivision of the original lot number five (5-297), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis—with a house and other dependencies thereon erected, as the whole now subsists, with the active and passive servitudes attached to said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 28th February, 1917. 1062—9-2
[First publication, 3rd March, 1917.]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. G. DUHAMEL ET AL.,
No 2367. } curateurs aux biens de
E.-W. Jacobs, failli, et M.-A.-L. DECARIE ET
AL., requérants.

L'emplacement connu comme étant le lot numéro mille cinquante (1050), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, mesurant quarante-trois pieds de largeur sur l'avenue Coloniale, par trente-sept pieds dix pouces de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins; borné en front par la dite avenue Coloniale, en arrière par le lot numéro mille cinquante-six, du dit plan officiel, d'un côté par la rue Napoléon, et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro mille cinquante—avec le bâtiment dessus construit et le droit de passage sur la dite propriété, tel qu'établi dans un acte de vente en faveur de N. Matte, passé devant N. Séguin, notaire, le 15 février 1874.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 28 février 1917.

1063—9-2

[Première publication, 3 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, to wit: } EUGENE DAGENAIS,
No 3826. } demandeur; vs ALB-
NI RACINE ET AL., ES-QUAL., défendeurs.

1. Un emplacement situé à Montréal, sur la rue Nicolet, mesurant vingt-sept pieds de largeur par cent vingt et un pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et composé comme suit:

a. D'une partie du lot numéro quatre cent quarante-sept de la subdivision du lot No vingt-trois (23-Pte 447), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant neuf pieds de largeur, et bornée en front par la dite rue Nicolet, en arrière par une ruelle, d'un côté par le résidu du dit lot No 23-448 ci-après mentionné, de l'autre côté par le résidu du dit lot No 23-447;

b. Et d'une partie du dit lot No quatre cent quarante-huit de la dite subdivision du lot No vingt-trois (23-Pte 448), du dit cadastre, mesurant dix-huit pieds de largeur et bornés en front par la dite rue Nicolet, en arrière par la dite ruelle, d'un côté par le dit lot No 23-447, et de l'autre côté par le résidu du dit lot No 23-448—avec toutes les bâtisses érigées sur le dit emplacement.

2. Un autre emplacement contigu au précédent et ayant les mêmes dimensions et composé comme suit:

a. D'une partie du dit lot numéro quatre cent quarante-huit de la subdivision du lot No vingt-trois (23-Pte 448), aux plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant six pieds de largeur; bornés en front par la dite rue Nicolet, en arrière par la dite ruelle, d'un côté par le lot numéro vingt-trois de la subdivision quatre cent quarante-neuf du dit cadastre, et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro 23-448;

b. D'une partie du dit lot numéro quatre cent quarante-neuf de la dite subdivision du lot numéro vingt-trois, (23-Pte 449), du même cadastre, mesurant vingt et un pieds de largeur; et bornée en front par la dite rue Nicolet, en arrière

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. G. DUHAMEL ET AL.,
No. 2867. } curators to the property
of E.-W. Jacobs, insolvent and M.-A.-L. DECA-
RIE ET AL., petitioners.

That certain emplacement known as being the lot number one thousand and fifty (1050), of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, of the city of Montreal, measuring forty three feet in width on Colonial avenue, by thirty seven feet and ten inches in depth, english measure, and more or less; bounded in front by said Colonial avenue, in rear by lot number one thousand and fifty six, of said official plan, on one side by Napoléon street, and on the other side by the residue of said lot number one thousand and fifty—with the building thereon erected and a right of way on said property as established in a deed of sale in favor of N. Matte, passed before N. Séguin, notary, on the 15th February, 1874.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 28th February, 1917. 1064—9-2

[First publication, 3rd March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EUGENE DAGENAIS,
No. 3826. } plaintiff; vs ALBIN
RACINE ET AL., ES-QUAL., defendants.

1. An emplacement situate in Montreal, on Nicolet street, measuring twenty seven feet in width by one hundred and twenty one feet in depth, english measurement, more or less, and composed as follows:

a. Of a part of lot number four hundred and forty seven of the subdivision of lot number twenty three (23-Pt 447), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, measuring nine feet in width, and bounded in front by the said Nicolet street, in the rear by a lane, on one side by the residue of the said lot No. 23-448 hereinafter mentioned, on the other side by the residue of the said lot No. 23-447;

b. And of a part of the said lot number four hundred and forty eight of the said subdivision of lot number twenty three (23-Pt 448), of the said cadastre, measuring eighteen feet in width and bounded in front by the said Nicolet street, in the rear by the said lane, on one side by the said lot No. 23-447, and on the other side by the residue of the said lot No. 23-448—with all the buildings erected on the said emplacement.

2. Another emplacement contiguous to the foregoing and with the same dimensions and composed as follows:

a. Of a part of the said lot number four hundred and forty eight of the subdivision of lot number twenty three (23-Pt 448), on the aforesaid official plan and book of reference, measuring six feet in width; bounded in front by the said Nicolet street, in the rear by the said lane, on one side by the lot number twenty three of the subdivision four hundred and forty nine of the said cadastre, and on the other side by the residue of the said lot number 23-448;

b. Of a part of the said lot number four hundred and forty nine of the said subdivision of the lot number twenty three (23-Pt 449), of the same cadastre, measuring twenty one feet in width; and bounded in front by the said Nicolet street,

par une ruelle, d'un côté par le dit lot numéro 23-448, et de l'autre côté par le résidu du dit lot No 23-449—avec toutes les bâtisses érigées sur le dit emplacement.

3. Un autre emplacement contigu au précédent et ayant les mêmes dimensions, composé comme suit:

a. D'une partie du dit lot numéro quatre cent quarante-neuf de la subdivision du lot numéro vingt-trois (23-Pte 449) des plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant trois pieds de largeur; et bornée en front par la dite rue Nicolet, en arrière par la dite ruelle, d'un côté par le résidu du dit lot No 23-449, et de l'autre côté par le lot numéro 23-450, ci-après décrit;

b. Et de la totalité du lot numéro quatre cent cinquante de la dite subdivision du lot numéro vingt-trois, (23-450), du cadastre ci-dessus—avec les bâtisses érigées sur le dit emplacement, lesquelles bâtisses érigées sur les dits emplacements portent les numéros civiques 158 à 170 de la dite rue Nicolet, et avec droit de passage en commun avec qui de droit dans les susdites ruelles, aux conditions ordinaires d'entretien et avec toutes les servitudes actives et passives s'y rattachant.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 28 février 1917.

1065—9-2

[Première publication, 3 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LEON DELORME, No 4354. } demandeur; vs DAME EGLANTINE BELLEAU, épouse contractuellement séparée de biens de Odilon Letourneau, et ce dernier pour autoriser son épouse aux présentes, défenderesse.

Un lot de terre situé dans la cité d'Outremont, district de Montréal, ayant front sur l'avenue Maplewood, contenant cinquante pieds de largeur par cent cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, connu et désigné comme étant le numéro un (1), de la subdivision officielle du lot numéro vingt-sept (27-1), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 28 février 1917.

1067—9-2

[Première publication, 3 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH DUPUIS, de No 2151. } mandeur; contre les terres et tenements de AGENOR-HENRY TANNER, mais se trouvant actuellement entre les mains de Adrien Valiquette, curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Laurier, mesurant vingt-neuf pieds de largeur par cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise, et faisant partie du lot numéro vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-trois (33-23), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné en front par ladite avenue

in the rear by a lane, on one side by the said lot number 23-448, and on the other side by the residue of the said lot No. 23-449—with all the buildings erected on the said emplacement.

3. Another emplacement contiguous to the foregoing and with the same dimensions, composed as follows:

a. Of a part of the said lot number four hundred and forty nine of the subdivision of the lot number twenty three (23-Pt 449), of the aforesaid official plan and book of reference, measuring three feet in width; and bounded in front by the said Nicolet street, in the rear by the said lane, on one side by the residue of the said lot No. 23-449, and on the other side by the lot number 23-450 hereafter described:

b. And of the whole of the lot number four hundred and fifty of the said subdivision of the lot number twenty three (23-450), of the hereabove cadastre—with the buildings erected on the said emplacement which buildings erected on the said emplacements bear the civic numbers 158 to 170, of the said Nicolet street, and with right of way in common with whom it may concern in the aforesaid lanes, on the ordinary conditions of maintenance and with all the active and passive servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at NOON.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 28th February, 1917. 1066—9-2

[First publication, 3rd March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LEON DELORME, plain- No. 4354. } tiff; vs DAME EGLANTINE BELLEAU, wife contractually separated as to property of Odilon Letourneau, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

That certain lot of land situated in the city of Outremont, district of Montreal, fronting on Maplewood avenue, containing fifty feet in width by one hundred and fifty feet in depth, english measure, and more or less, known and designated as being the number one (1), of the official subdivision of the lot number twenty seven (27-1), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of APRIL next, at TWELVE o'clock NOON.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 28th February, 1917. 1068—9-2

[First publication, 3rd March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH DUPUIS, plain- No. 2151. } tiff; against the lands and tenements of AGENOR-HENRY TANNER, but now in the hands of Adrien Valiquette, curator to the surrender.

An emplacement fronting on Laurier avenue, containing twenty nine feet in width by fifty feet in depth, english measure, forming part of lot number twenty three of the official subdivision of the original lot number thirty three (33-23), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; bounded in front by said Laurier avenue, in rear by a

Laurier, en arrière par un passage commun, d'un côté par le lot No 22, et de l'autre côté par le lot numéro vingt-quatre de ladite subdivision—avec les bâtiesse dessus construites, sujet aux servitudes de passage créées dans un acte de vente de J.-A. Godin à J. Lapierre, passé devant Nap. Théoret, N. P., et enregistré aux bureaux d'Hochelaga et Jacques-Cartier, sous le No 170489.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 28 février 1917. 1069—9-2
[Première publication, 3 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) SAUL BERSHATSKY,
No 2118.) demandeur; vs NAR-
CISSE BEAUDOIN, défendeur.

La propriété ayant front sur la rue Berri, dans le quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, connue sous les numéros 201 et 202 de la subdivision officielle du lot numéro 1203, des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Saint-Jacques; chacun desdits lots mesurant 25 pieds de largeur par 109 pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec toutes les bâtiesse dessus construites, ainsi que le droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle en arrière. Les deux lots pour être vendus ensemble comme un tout et constituant une seule propriété.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 28 février 1917. 1071—9-2
[Première publication, 3 mars 1917.]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Nicolet.

Nicolet, à savoir:) CALIXTE DUVAL, FILS,
No 73.) demandeur; vs DAME
ALBINA BOUILLON dit LAPIERRE, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse, l'immeuble suivant, savoir:

Une terre située à Saint Léonard, dans le treizième rang d'Aston, contenant six arpents de largeur sur une profondeur moyenne d'environ dix-neuf arpents, plus ou moins; bornée au bout sud-ouest à la rivière Nicolet, au bout nord-est au lot No 105 du cadastre, du côté nord-ouest à Hermann René, et du côté sud-est à Joseph Provencher, fils de Louis, et faisant partie du lot No cent quatre (104), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Léonard—avec les bâtiesse et dépendances dessus.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Léonard-d'Aston, comté de Nicolet, MERCREDI, le VINGT-CINQUIEME jour du mois d'AVRIL prochain 1917, à DIX heures du matin.

Le shérif,

J.-H.-O. HEBERT.

Bureau du shérif.

Nicolet, 19 mars 1917. 1455—12-2
[Première publication, 24 mars 1917.]

common passage, on one side by lot No. 22, and on the other side by lot number twenty four of said subdivision—with the buildings thereon erected, subject to the servitudes of passage created in a deed of sale from J.-A. Godin to J. Lapierre, passed before Nap. Théoret, N. P., and registered at Hochelaga and Jacques-Cartier under No. 170489.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at FOUR o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 28th February, 1917. 1070—9-2
[First publication, 3rd March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) SAUL BERSHATSKY,
No. 2118.) plaintiff; vs NAR-
CISSE BEAUDOIN, defendant.

That certain property fronting on Berri street, in the Saint James ward, of the city of Montreal, known as numbers 201 and 202 of the official subdivision of lot number 1203, of the official plan and book of reference of the said Saint James ward, containing each of the said lots 25 feet in width by 109 feet in depth, english measure, and more or less—with all the buildings thereon erected and with the right of passage in common with others in the lane in rear. The two lots to be sold together as a whole and forming but one property.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 28th February, 1917. 1072—9-2
[First publication, 3rd March, 1917.]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Nicolet.

Nicolet, to wit:) CALIXTE DUVAL, JUNIOR,
No. 73.) plaintiff; vs DAME
ALBINA BOUILLON ALIAS LAPIERRE, defend-
ant.

As belonging to said defendant, the following immoveable, to wit:

That certain farm situated at Saint Leonard, in the thirteenth range of Aston containing six arpents in width by a mean depth of about nineteen arpents, more or less; bounded at the south west end by the Nicolet river, at the north east end by lot No. 105 of the cadastre, on the north west side by Hermann René, and on the south east side by Joseph Provencher, son of Louis, and forming part of the lot number one hundred and four (104), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Saint Leonard—with the buildings and dependencies thereon.

To be sold at the church door of Saint-Léonard-d'Aston, county of Nicolet, on WEDNESDAY, the TWENTY FIFTH day of APRIL next, 1917, at TEN o'clock in the forenoon.

J.-H.-O. HEBERT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Nicolet, 19th March, 1917. 1456—12-2
[First publication, 24th March, 1917.]

OTTAWA

OTTAWA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: } **A** RISTIDE M. LA-
No 4446. } **P**IERRE, demandeur;
contre JAMES PARDY, défendeur, à savoir:

Le lot numéro huit B (8b), du huitième rang du canton Lochaber Gore, dans le district d'Ottawa, et le lot numéro huit B (8b), du neuvième rang dudit canton Lochaber Gore—avec bâtisses dessus construites, d'après les plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Lochaber Gore.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du village de Papineauville, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

C.-M. WRIGHT.

Bureau du shérif.

Hull, le 14 mars 1917.

1457—12-2

[Première publication, 24 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: } **A** RISTIDE M. LA-
No. 4446. } **P**IERRE, plaintiff;
against JAMES PARDY, defendant, to wit:

Lot number eight B (8b), of the eighth range of the township of Lochaber Gore, in the district of Ottawa, and lot number eight B (8b), of the ninth range of the said Lochaber Gore—with buildings thereon erected, according to the official plan and book of reference of the said township of Lochaber Gore.

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

C.-M. WRIGHT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Hull, 14th March, 1917.

1458—12-2

[First published, 24th March, 1917.]

QUÉBEC

QUEBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } **T** HOMAS DUCHAINE,
No 276. } rentier, de la cité de
Québec; contre FERDINAND BOURRET, du
même lieu, à savoir:

Le lot No 982 (neuf cent quatre-vingt-deux) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté nord de la rue Saint-Joseph, mesurant 31 pieds et 7 pouces de front sur 53 pieds et 2 pouces de profondeur—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 983 (neuf cent quatre-vingt-trois), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté nord de la rue Saint-Joseph, mesurant 27 pieds et 6 pouces de front sur 53 pieds de profondeur—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Le lot No 960-B (neuf cent soixante-B) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté sud de la rue Saint-François, mesurant 44 pieds et 4 pouces de front sur 63 pieds et 4 pouces de profondeur—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec en outre les droits de mitoyenneté du défendeur dans le mur et dans le sol sur lequel il s'élève et affectant le lot voisin No 960-A du susdit cadastre.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 22 mars 1917.

1521—12-2

[Première publication, 24 mars 1917.]

[Deuxième publication, 7 avril 1917.]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } **T** HOMAS DUCHAINE,
No. 276. } annuitant, of the city of
Quebec; against FERDINAND BOURRET, of
the same place, to wit:

1. The lot No. 982 (nine hundred and eighty two), of the official cadastre or Saint Roch ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on the north side of Saint Joseph street, measuring 31 feet and 7 inches in front by 53 feet and 2 inches in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The lot No. 983 (nine hundred and eighty three), of the official cadastre for Saint Roch ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on the north side of Saint Joseph street, measuring 27 feet and 6 inches in front by 53 feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The lot No. 960B (nine hundred and sixty B), of the official cadastre for Saint Roch ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on the south side of Saint François street, measuring 44 feet and 4 inches in front by 63 feet and 4 inches in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, together with the rights of mitoyenneté of the defendant in the wall and ground on which said wall is erected and affecting the adjacent lot No. 960-A of the aforesaid cadastre.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 22nd March, 1917.

1522—12-2

[First publication, 24th March, 1917.]

[Second publication, 7th April, 1917.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **E** DOUARD TURGEON,
No 2. } rentier, de la paroisse de
Saint-Isidore, comté de Dorchester; contre
JOSEPH LABONTE, cultivateur, de la paroisse
de Saint-Gilles, comté de Lotbinière, à savoir:

ALIAS FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **E** DOUARD TURGEON,
No. 2. } annuitant, of the parish
of Saint Isidore, county of Dorchester; against
JOSEPH LABONTE, farmer, of the parish of
Saint Gilles, county of Lotbinière, to wit:

Le lot No 138 (cent trente-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Gilles, comté de Lotbinière, étant une terre située sur le chemin de Craig, contenant quatre arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Gilles, comté de Lotbinière, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 22 mars 1917. 1523—12-2
[Première publication, 24 mars 1917.]
[Deuxième publication, 7 avril 1917.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } B. CASIMIR BEDARD,
No 98. } journalier, de Stadacona, Limoilou; contre LOUIS LABRANCHE, de Québec, à savoir:

Le lot No 10 (dix) de la subdivision du lot 513 (cinq cent treize), du cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la 3ème rue—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2. La moitié est du lot No 9 (neuf), de la subdivision du lot 513 (cinq cent treize), du cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la 3ème rue; borné au nord par la troisième rue, à l'est par le lot 513 subdivision 10, au sud par le lot 513 subdivision 24-25, à l'ouest par Thomas Larue—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Quinze pieds (15) de terrain en profondeur, mesure anglaise, à prendre et à distraire de l'extrémité nord des lots Nos 24 et 25 (vingt-quatre et vingt-cinq) de la subdivision du lot 513 (cinq cent treize), du cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, sur toute la largeur du dit lot No 513-24 et de la moitié est du lot No 513-25; borné au nord par les lots Nos 9 et 10 de la subdivision 513, à l'est par Damase Rouleau, au sud par Narcisse Morin, et à l'ouest par Thomas Larue, situé rue Saint-Honoré—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

4. Le lot No 173 (cent soixante-treize) de la subdivision du lot 511 (cinq cent onze), du cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Saint-Simon—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

5. Le lot No 175 (cent soixante-quinze) de la subdivision No 511 (cinq cent onze) du cadastre officiel pour Saint-Roch nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant un emplacement situé coin des rues Saint-Simon et 10ème avenue—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 22 mars 1917. 1525—12-2
[Première publication, 24 mars 1917.]
[Deuxième publication, 7 avril 1917.]

The lot No. 138. (one hundred and thirty eight) of the official cadastre for the parish of Saint-Gilles, county of Lotbinière, being a farm situate on Craig road, containing four arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Gilles, county of Lotbinière, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 22nd March, 1917. 1524—12-2
[First publication, 24th March, 1917.]
[Second publication, 7th April, 1917.]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } B. CASIMIR BEDARD,
No. 98. } laborer, of Stadacona, Limoilou; against LOUIS LABRANCHE, of Quebec, to wit:

1. Lot No. 10 (ten) of the subdivision of lot 513 (five hundred and thirteen) of the official cadastre for Saint-Roch-North, now Limoilou ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on 3rd street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The east half of lot No. 9 (nine) of the subdivision of lot 513 (five hundred and thirteen), of the official cadastre for Saint-Roch-North, now Limoilou ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on 3rd street; bounded on the north by 3rd street, on the east by the lot 513 subdivision 10, on the south by the lot 513 subdivision 24-25, on the west by Thomas Larue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Fifteen (15) feet of land on the depth, english measurements, to be taken and withdrawn from the northern end of the lots Nos. 24 and 25 (twenty four and twenty five) of the subdivision of the lot 513 (five hundred and thirteen), of the official cadastre for Saint-Roch-North, now Limoilou ward, of the city of Quebec, for the whole width of the said lot No. 513-24 and of the east half of the lot No. 513-25; bounded on the north by the lots Nos. 3 and 10 of the subdivision 513, on the east by Damase Rouleau, on the south by Narcisse Morin, and on the west by Thomas Larue, situate on Saint Honoré street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. The lot No. 173 (one hundred and seventy three) of the subdivision of lot 511 (five hundred and eleven), of the official cadastre for Saint-Roch-North, now Limoilou ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Saint Simon street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

5. The lot No. 175 (one hundred and seventy five) of the subdivision No. 511 (five hundred and eleven), of the official cadastre for Saint-Roch-North, now Limoilou ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on the corner of Saint Simon street and 10th Avenue—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 22nd March, 1917. 1526—12-2
[First publication, 24th March, 1917.]
[Second publication, 7th April, 1917.]

FIERI FACIAS

Cour de recorder.

Québec, à savoir: } **LA CITE DE QUEBEC;**
 No 654. } contre **FERDINAND**
BOURRET, de la cité de Québec, cultivateur, à
 savoir:

Le lot No 816 (huit cent seize), du cadastre
 officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de
 Québec, étant un emplacement situé rue du Pont
 —avec les bâtisses dessus construites, circonstances
 et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Québec, le TREIZIEME jour d'AVRIL pro-
 chain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 8 mars 1917.

1195—10-2

[Première publication, 10 mars 1917.]

[Deuxième publication, 24 mars 1917.]

FIERI FACIAS

Cour de Recorder.

Québec, à savoir: } **LA CITE DE QUEBEC;**
 No 884. } contre **FERDINAND**
BOURRET, de la cité de Québec, cultivateur,
 à savoir:

Le lot No 869 (huit cent soixante-et-neuf),
 du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch,
 de la cité de Québec, étant un emplacement situé
 rue du Pont—avec les bâtisses dessus construites,
 circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Québec, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain,
 à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 8 mars 1917.

1197—10-2

[Première publication, 10 mars 1917.]

[Deuxième publication, 24 mars 1917.]

FIERI FACIAS

Cour de Recorder.

Québec, à savoir: } **LA CITE DE QUEBEC;**
 No 847. } contre **FERDINAND**
BOURRET, de la cité de Québec, cultivateur, à
 savoir:

Le lot No 868 (huit cent soixante-huit), du
 cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la
 cité de Québec, étant un emplacement situé rue
 du Roi—avec les bâtisses dessus construites,
 circonstances et dépendances.

Sujet à une rente constituée de \$8.00 payable
 à Delle Yvonne Bossé, le 29 septembre de cha-
 que année.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Québec, le TREIZIEME jour d'AVRIL pro-
 chain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 8 mars 1917.

1199—10-2

[Première publication, 10 mars 1917.]

[Deuxième publication, 24 mars 1917.]

FIERI FACIAS

Recorder's Court.

Québec, to wit: } **THE CITY OF QUEBEC;**
 No. 654. } against **FERDINAND**
BOURRET, of the city of Quebec, farmer, to wit:

The lot No. 816 (eight hundred and sixteen),
 of the official cadastre for Saint Roch's ward,
 of the city of Quebec, being an emplacement situate
 on Bridge street—with the buildings thereon
 erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec,
 on the THIRTEENTH day of APRIL next, at
 TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Québec, 8th March, 1917.

1196—10-2

[First publication, 10th March, 1917.]

[Second publication, 24th March, 1917.]

FIERI FACIAS

Recorder's Court.

Québec, to wit: } **THE CITY OF QUEBEC;**
 No. 884. } against **FERDINAND**
BOURRET, of the city of Quebec, farmer, to wit:

The lot No. 869 (eight hundred and sixty nine),
 of the official cadastre for Saint Roch's ward,
 of the city of Quebec, being an emplacement situate
 on Bridge street—with the buildings thereon
 erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec,
 on the THIRTIETH day of APRIL next, at
 TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Québec, 8th March, 1917.

1198—10-2

[First publication, 10th March, 1917.]

[Second publication, 24th March, 1917.]

FIERI FACIAS

Recorder's Court.

Québec, to wit: } **THE CITY OF QUEBEC;**
 No. 847. } against **FERDINAND**
BOURRET, farmer, of the city of Quebec, to wit:

The lot No. 868 (eight hundred and sixty eight),
 of the official cadastre for Saint Roch ward, of the
 city of Quebec, being an emplacement situate on
 Du Roi street—with the buildings thereon
 erected, circumstances and dependencies.

Subject to a constituted rent of \$8.00, payable
 to Miss Yvonne Bossé, on the 29th of Septem-
 ber of every year.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on
 the THIRTEENTH day of APRIL next, at
 TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Québec, 8th March, 1917.

1200—10-2

[First publication, 10th March, 1917.]

[Second publication, 24th March, 1917.]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } **EDOUARD THE-**
 No 5615. } **RIAULT**; vs **DAME**
ANNE LAVOIE, épouse de Henri Collin, Saint-
 Valérien. Ledit Henri Collin pour assister et auto-
 riser sa dite épouse, savoir:

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } **EDOUARD THE-**
 No. 5615. } **RIAULT**; vs **DAME**
ANNE LAVOIE, wife of Henri Collin, Saint
 Valérien. The said Henri Collin to assist and
 authorize his said wife, to wit:

Le lot numéro cinq cent vingt-six (526), au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile-du-Bic—avec les bâties sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Valérien, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain 1917, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

CHS D'ANJOU.

Rimouski, 20 mars 1917. 1511—12-2
[Première publication, 24 mars 1917.]

The lot number five hundred and twenty six (526), on the official cadastre of the parish of Sainte Cécile-du-Bic—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Valérien, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, 1917, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff.

Rimouski, 20th March, 1917. 1512—12-2
[First published, 24th March, 1917.]

ROBERVAL

FIERI FACIAS

Province de Québec, District de Roberval, Cour supérieure. No 1008, à savoir: Bouchard; vs DAME ARTHEMISE GIRARD, veuve de Téléphore Bouchard, aussi de Saint-Méthode, contre les biens mobiliers et immobiliers de la dite Albertine Fraser, de Saint-Méthode, demanderesse.

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro trente-trois (No 33), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dixième rang du canton Parent, dans le comté du Lac Saint-Jean, de la contenance d'environ cent trente-trois acres en superficie—avec bâties et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode, comté du Lac Saint-Jean, MERCREDI, le QUATRIEME jour d'AVRIL 1917, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

GEO. LEVESQUE.

Bureau du shérif.

Roberval, 23 février 1917. 949—9-2
[Première publication, 3 mars 1917.]

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, District de Roberval, Cour supérieure. No 945, à savoir: DREAU, cultivateur, d'Hébertville station; vs DAME MARIE-LOUISE BOUDREAU, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Tremblay "Eustache", de Saint-Joseph-d'Alma, Lac Saint-Jean.

Un certain terrain ou emplacement sis et situé en le village de Saint-Joseph-d'Alma, faisant partie du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro treize-A (ptie No 13a), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le neuvième rang du canton Signal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur à l'extrémité sud, et vingt-cinq pieds de largeur environ au bout nord dudit emplacement, sur deux cent treize pieds environ de profondeur—avec les bâties dessus érigées, circonstances et dépendances; borné au sud au chemin de front, au nord au terrain de Téléphore Girard, à l'ouest à Dame J. Tremblay, et à l'est au terrain dudit Téléphore Girard.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-d'Alma, Lac Saint-Jean, MERCREDI, le ONZIEME jour d'AVRIL 1917, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

GEO. LEVESQUE.

Bureau du shérif.

Roberval, 27 février 1917. 1017—9-2
[Première publication, 3 mars 1917.]

ROBERVAL

FIERI FACIAS

Province of Quebec, District of Roberval, Superior Court. No. 1008, to wit: Bouchard; vs DAME ARTHEMISE GIRARD, widow of Téléphore Bouchard, also of Saint Méthode, against the moveable and immoveable effects of said Albertine Fraser, of Saint Méthode, plaintiff.

That certain lot of land now known and designated under number thirty three (No. 33), of the official plan and book of reference of the cadastre for the tenth range of Parent township, in the county of Lake Saint John, containing about one hundred and thirty three acres in superficies—with the buildings and dependencies thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Méthode, county of Lake Saint John, on WEDNESDAY, the FOURTH day of APRIL, 1917, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff.

Sheriff's office.

Roberval, 23rd February, 1917. 950—9-2
[First publication, 3rd March, 1917.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval, Superior Court. No. 945, to wit: DREAU, farmer of Hébertville Station; vs DAME MARIE LOUISE BOUDREAU, wife contractually separated as to property of Joseph Tremblay "Eustache", of Saint Joseph d'Alma, Lake Saint John.

That certain lot of land or emplacement lying and situate in the village of Saint Joseph d'Alma, forming part of the lot of land now known and designated under number thirteen A, (Pt. No. 13a), of the official plan and book of reference of the cadastre for the ninth range of Signal township, measuring twenty five feet in width at the south end, and about twenty five feet in width at the north end of said emplacement, by about two hundred and thirteen feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; bounded on the south by the front road, on the north by the land of Téléphore Girard, on the west by Dame J. Tremblay, and on the east by the land of said Téléphore Girard.

To be sold at the parochial church door of Saint Joseph d'Alma, Lake Saint John, on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of APRIL, 1917, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff.

Sheriff's office.

Roberval, 27th February, 1917. 1018—9-2
[First publication, 3rd March, 1917.]

SAGUENAY

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Malbaie, à savoir: } **THE D'AUTEUIL LUMBER COMPANY, LIMITED**, demanderesse; contre **MADAME MARIE TREMBLAY**, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Mauril Tremblay, de la paroisse de Saint-Siméon, dans le district de Saguenay, et ce dernier pour assister sadite épouse, défenderesse.

Tous les droits et privilèges de construire et maintenir un système d'aqueduc dans la paroisse de Saint-Siméon, comté de Charlevoix, tels qu'acquis par règlement portant le No 25, et adopté par la municipalité de ladite paroisse de Saint-Siméon, le 12 octobre 1907, avec les tuyaux, chantepleures, prises d'eau sises et situées sur le lot cadastral numéro cinquante-cinq (No 55), de ladite paroisse de Saint-Siméon, et tous autres droits mobiliers et immobiliers, effets et matériaux relatifs audit système d'aqueduc, lesdits droits à être vendus sans garantie contre et sans préjudice aux droits résultant à C.-E. D'Auteuil ou représentants, de la vente faite audit D'Auteuil, par le shérif de ce district, dudit lot No 55, le 21 janvier 1914, et enregistré le 31 janvier 1914.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Siméon, le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

ELIE MALTAIS.

Bureau du shérif.

Malbaie, 21 mars 1917.

1533—12-2

[Première publication, 24 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Malbaie, to wit: } **THE D'AUTEUIL LUMBER COMPANY, LIMITED**, plaintiff; against **DAME MARIE TREMBLAY**, wife separated as to property by marriage contract of Mauril Tremblay, of the parish of Saint Siméon, in the district of Saguenay, and the latter to assist his said wife, defendant.

All the rights and privileges to install and maintain a system of waterworks in the parish of Saint Siméon, county of Charlevoix, as acquired by a by-law bearing the No. 25, passed by the municipality of said parish of Saint Siméon, on the 12th October, 1907, with the pipes, taps, water, intake lying and situated on cadastral lot number fifty five (No. 55), of said parish of Saint Siméon, and all other real and personal rights, effects and materials relative to said system of waterworks, the above rights to be sold without warranty against and without prejudicing the rights resulting to C.-E. D'Auteuil or representatives, of the sale made to said D'Auteuil, by the sheriff of this district, of the said lot No. 55, on the 21st January, 1914, and registered on the 31st January, 1914.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Siméon, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff.

Sheriff's office.

Malbaie, 21st March, 1917.

1534—12-2

[First publication, 24th March, 1917.]

SAINT-FRANÇOIS

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } **A DAM BADGER**, de la ville de Richmond, district de Saint-François, bourgeois, demandeur; contre **PETER-J. CONNOLLY**, agent, ci-devant de Manchester, dans l'état du New-Hampshire, actuellement absent de la province et habitant des lieux inconnus, défendeur.

Saisis sur ledit défendeur:

Les lots numéros cinq cent dix-sept (517) et cinq cent dix-neuf (519), des plan et livre de renvoi du cadastre de la ville de Richmond—avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Bibiane-de-Richmond, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL prochain 1917, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

HENRY AYLMEY.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 21 mars 1917.

1535—12-2

[Première publication, 24 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } **A DAM BADGER**, of the town of Richmond, district of Saint Francis, yeoman, plaintiff; against **PETER-J. CONNOLLY**, agent, heretofore of Manchester, in the state of New Hampshire, now an absentee of said province and of parts unknown, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The lots numbers five hundred and seventeen (517) and five hundred and nineteen (519), on the cadastral plan and book of reference for the town of Richmond—together with the buildings and improvements thereon.

To be sold *en bloc* at the church door of the parish of Sainte-Bibiane-de-Richmond, on the TWENTY FOURTH day of APRIL next, 1917, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 21st March, 1917.

1536—12-2

[First publication, 24th March, 1917.]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour supérieure pour le district de Terrebonne.*District de Terrebonne. } DAME LEA RO-
No 803. } BIN, épouse com-

mune en biens de J.-Hector Duguay, marchand-tailleur, de la ville de Terrebonne, district de Terrebonne, dûment autorisée aux fins des présentes par jugement de cette cour, en date du 11 janvier 1917, demanderesse; vs J.-HECTOR DUGUAY, défendeur, savoir:

Un emplacement situé au coin des rues Saint-André et Saint-François, en la dite ville de Terrebonne, composé des lots de terre portant les numéros officiels deux cent vingt-trois et deux cent vingt-quatre (Nos 223 et 224) de la dite ville de Terrebonne, au cadastre hypothécaire du comté de Terrebonne; cet emplacement ayant quatre-vingt-dix pieds de front sur la rue Saint-André sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins—avec une maison et magasin et autres bâties dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique en la ville de Terrebonne, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain 1917, entre CINQ et SIX heures de l'après-midi.

Le shérif,

PREVOST & CYR.

Bureau du shérif.

Sainte-Scholastique, 20 mars 1917.

1513—12-2

[Première publication, 24 mars 1917.]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior court for the district of Terrebonne.*District of Terrebonne. } DAME LEA RO-
No. 803. } BIN, wife com-

mon as to property of J.-Hector Duguay, merchant tailor, of the town of Terrebonne, district of Terrebonne, duly authorized for the purposes hereof by judgment of this court, dated the 11th January, 1917, plaintiff; vs J.-HECTOR DUGUAY, defendant, to wit:

An emplacement situate on the corner of Saint André and Saint François streets, in the said town of Terrebonne, composed of the lots of land bearing the official numbers two hundred and twenty three and two hundred and twenty four (Nos. 223 and 224) of the said town of Terrebonne, on the registration cadastre of the county of Terrebonne; the said emplacement measuring ninety feet in front on Saint André street by ninety feet in depth, more or less—with a house and store and other buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the town of Terrebonne, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, 1917, between FIVE and SIX o'clock in the afternoon.

PREVOST & CYR,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sainte Scholastique, 20th March, 1917.

1514—12-2

[First publication, 24th March, 1917.]

Faillite

Canada, province de Québec, district de Québec, No 1934, cour supérieure. *Re:* H.-M. Price & Cie, Québec, insolvable.

Avis est par les présentes donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, qu'il sera sujet à objection jusqu'au 9 avril 1917, alors qu'il sera payable à nos bureaux.

Les curateurs-conjoints,

A.-F.-C. ROSS & EUGENE TRUDEL, C. A.

Bureaux: P.-S. Ross & Sons, Montréal.

Larue, Trudel & Picher,

Québec.

Québec, 22 mars 1917.

1537

Bankruptcy

Canada. Province of Quebec, district of Quebec, No. 1934, Superior Court. *Re:* H.-M. Price & Co., Quebec, insolvents.

Notice is hereby given that a first dividen sheet has been prepared in the above matter, that it will remain open to objection until 9th April, 1917, when it will be payable at our offices.

A.-F.-C. ROSS & EUGENE TRUDEL, C. A.

Joint curators.

Offices: P.-S. Ross & Sons, Montreal.

Larue, Trudel & Picher,

Québec.

Québec, 22nd March, 1917.

1538

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS. SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES, L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Tarif des annonces:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Québec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Traduction, 40c par 100 mots.
Gazette Officielle, par exemp., 21c.
Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Translation, 40 cents per 100 words.
Official Gazette, 21 cents per single number.
Slips, 65 cents per dozen.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

519

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914.

520

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 12.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dame Anber vs Thomas.....	726
" Botros vs Bouziane.....	727
" Brochu vs Simoneau.....	726
" Caisse vs Lacroix.....	726
" Caron vs Lemire.....	727
" Coviensky vs Levin.....	727
" Dwyer vs Levasseur.....	727
" Gagnon vs Laroche.....	727
" Grenier vs Thouin.....	725
" Guilbault vs Brière.....	728
" Guitard vs Bussièrès.....	725
" Jacob vs Haddad.....	728

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Dame Lockhart vs Greetham.....	728
--------------------------------	-----

ANNONCEURS, avis aux.....	757
---------------------------	-----

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS:—

Dickie Construction Coy, Ltd.....	729
The John Hayman & Sons Coy, Ltd.....	729

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Lots de la paroisse Saint-David-d'Yamaska à municipalité Saint-Gérard-d'Yamaska.....	722
Lots paroisse Saint-David à municipalité Saint-Pie de Guire.....	722
Lots municipalité Notre-Dame-du-Mont-Carmel à municipalité Saint-Bruno-de-Woodbridge.....	722
Lots de Jacques-Cartier à municipalité Très-Saint-Sacrement.....	722
Municipalité Saint-Jean-Baptiste-d'Ascot.....	722
Saint-Henri et Sainte-Cunégonde.....	721
Ville de Saint-Paul.....	721

Index of the Quebec Official Gazette, No. 12.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dame Labonté vs Chavonnelle.....	725
" Leclair vs Villemare.....	727
" Lemelin vs Picard.....	727
" McLean vs Duranseau.....	725
" Mongeau vs Ducharme.....	726
" Morris vs Messier.....	726
" Poirier vs Belair.....	725
" Tremblay vs Djidier.....	728
" Turgeon vs Dompierre.....	726
" Wilson vs Brady.....	728
" Wiseman vs Zelicovici.....	728
" Zarbatany vs Kousayeh.....	725

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:

Dame Morin vs Payette.....	729
----------------------------	-----

ADVERTISERS, notice to.....	757
-----------------------------	-----

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—

Vermont & Quebec Power Corporation...	729
---------------------------------------	-----

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Lots of the parish of Saint David d'Yamaska to municipality of Saint Gérard of Yamaska.....	722
Lots parish Saint David to municipality Saint Pie de Guire.....	722
Lots municipality Notre-Dame-du-Mont-Carmel to municipality Saint Bruno-de-Woodbridge.....	722
Lots of Jacques Cartier to municipality Très Saint Sacrement.....	722
Municipality Saint-Jean-Baptiste-d'Ascot.....	722
Saint-Henri and Sainte Cunégonde.....	721
Town of Saint Paul.....	721

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR (branche des assurances:—

La Société coopérative de frais funéraires. 722
Société catholique de protection et de ren-
seignements de Montréal..... 72

ERRATA:—

Dans l'arrêté ministériel, page 584, No
1157-58, 10 mars 1917..... 730

Page 534, 3 mars 1917, No. 927 28..... 780

FAILLITE:—

Beauchemin (succ. vacante-vacant estate. 732
Costelleau..... 732
Faille..... 730
Faulkner..... 731
Fortin..... 731
La Cie Hydraulique du Lac Saint-Jean, ltée. 732
Lalande..... 730
L'Artic Cie de Glace, ltée..... 731

LETTRE PATENTE SUPPLÉMENTAIRE:—

DeBleury Realities, ltd..... 721

LETTRES PATENTES:—

A. Charlebois, Racine & Cie, ltée..... 712
La Cie commerciale de Rivière-du-Loup.. 713
La Cie des véhicules moteurs de Montréal,
ltée..... 714
La Cie J.-N. Beaudoin, ltée..... 715
The London Raincoat & Cloak Manufact-
uring Coy, ltd..... 710

LIQUIDATION:—

La Cie Chateau Salaberry, ltée..... 733
La Cie Fournier, ltée..... 735

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société coopérative agricole de Saint-
Jean-l'Évangéliste..... 723
Société coopérative agricole de Saint-
Joachim-de-Sheffrod..... 724

NOMINATIONS:—

Juge de paix en vertu de l'art. 3361, S.R.
Q., 1909..... 708

Juges de paix:—

Bedford..... 707
Montréal..... 707

Shérif:—

M. Gustave Garant, district de Beauce.. 707

PROCLAMATION —

Municipalité du village de Wakefield... 708

VENTE PAR ENCAN:—

Canadian Express Coy..... 735

VENTE PAR LICITATION:—

Loiseau vs Loiseau *et al.*..... 736

TREASURY DEPARTMENT (Insurance Branch):—

The Canadian Surety Coy..... 723

ERRATA:—

In the Order-in-Council, page 584, No.
1157-58, 10th March, 1917..... 730

Page 534, 3rd March, 1917, No. 927-28... 730

BANKRUPTCY:—

Limoges..... 730
Messier..... 732
Oceau..... 732
Parent..... 731
Price & Cie, - & Co..... 757
Renaud & Cie..... 732
Venne..... 731
Vermette..... 731

SUPPLEMENTARY LETTER PATENT:—

DeBleury Realities, ltd..... 721

LETTERS PATENT:—

The H. & O. Mining Coy, ltd..... 718
The Holman Theatres, ltd..... 716
The Montreal Cash Coy..... 717
The Pontiac Lumber & Pulp Coy..... 718
Wholesale Butchers, ltd..... 709

WINDING UP:—

Montcalm Theatre Co. Ltd..... 733

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société coopérative agricole de Saint-
Grégoire..... 724
Société coopérative agricole de la paroisse
de Contrecoeur..... 724

APPOINTMENTS:—

Justice of the peace in virtue of art. 3361
R.S.Q., 1909..... 708

Justices of the peace:—

Richelieu..... 707

Sheriff:—

Mr. Gustave Garant, district of Beauce.. 707

PROCLAMATION:—

Municipality of the village of Wakefield.. 708

AUCTION SALE:—

Canadian Express Coy..... 735

SALE BY LICITATION:—

Loiseau vs Loiseau *et al.*..... 736

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES:—

Ville d'Iberville..... 737

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Eugène Julien & Cie, ltée vs Chevanelle
et al..... 738

BEDFORD:—

Dubreuil vs Jarry..... 739

GASPÉ:—

D'Amour vs Lavoie..... 740
La Banque Nationale vs Smith *et al*..... 740

IBERVILLE:—

Popliger vs Glazer..... 741

JOLIETTE:—

Lavallée vs Magnan..... 741

MONTCALM:—

Canada Stove & Furniture Co, ltd vs
Gaudet..... 742

MONTMAGNY:—

Bélanger vs Thibault, fils..... 743

MONTRÉAL:—

Bershatsky vs Beaudoin..... 751
Camiré vs Larcher..... 746
Cité de—City of Westmount vs Charlebois..... 745
Dagenais vs Racine *et al* *èsq*..... 749
DeBoeck vs Dme Danais..... 746
Delorme vs Dme Belleau..... 750
Dupuis vs Tanner..... 750
Guertin vs Deshaies..... 747
Hodgson vs Martin *et al*..... 747
Jacobs, failli-insolvent..... 749

NICOLET:—

Duval, fils vs Dme Brillon dit Lapierre... 751

OTTAWA:—

Lapierre vs Pardy..... 752

QUÉBEC:—

Bédard vs Labranche..... 753
Duchai e vs Bourret..... 752
La cité de—The city of Québec vs Bourret. 754

RIMOUSKI:—

'Terriault vs Dme Lavoie..... 754

ROBERVAL:—

Fraser (Dme) vs Dme Gravel..... 755

AGUENAY:—

The D'Auteuil Lumber Coy, ltd vs Dme
Tremblay..... 756

SALE FOR MUNICIPAL TAXES:—

Town of Iberville..... 737

SHERIFF'S SALES.—

ARTHABASKA:—

L'abbé, failli-insolvent..... 738
Lambert vs Foncière Victoriaville, ltée... 739

BEDFORD:—

Dubreuil vs Jarry..... 739

GASPÉ:—

The International Harvester Coy of
Canada, ltd vs Charbonneau..... 740

IBERVILLE:—

Popliger vs Glazer..... 741

JOLIETTE:—

Richard vs Charrette *et al*..... 742

MONTCALM:—

Canada Stove & Furniture Coy, ltd vs
Gaudet..... 742

MONTMAGNY:—

Bélanger vs Thibault, son..... 743

MONTREAL:—

Lachapelle vs Racine *et al* *èsq*..... 748
La cité de—The city of Montrea' vs
O'Gilvy..... 744
Loy *et al* vs Usher *et al*..... 746
Roger vs Lacroix..... 747
The National Breweries ltd vs Archam
bault, *èsq* *et al*..... 748
The Standard Life Assurance Company
vs Knifton *èsq*..... 743

NICOLET:—

Duval, fils vs Dme Brillon dit Lapierre... 751

OTTAWA:—

Lapierre vs Pardy..... 752

QUBEEC:—

La cité de—The city of Québec vs Bourret. 754
La cité de—The city of Québec vs Bourret. 754
Turgeon vs Labonté..... 752

RIMOUSKI:—

Terriault vs Dme Lavoie..... 754

ROBERVAL:—

Gaudreault vs Dme Boudreault..... 755

SAGENAY:—

The D'Auteuil Lumber Coy, ltd vs Dme
Tremblay..... 756

SAINT-FRANÇOIS:—

Badger vs Connolly..... 756

TERREBONNE:—

Robin (Dme) vs Duguay..... 757

SAINT FRANCIS:—

Badger vs Connolly..... 756

TERREBONNE:—

Robin (Dme) vs Duguay..... 757

